

**SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES**

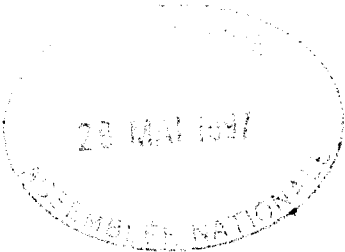
**CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 1997-1998
et
RÉPONSES AUX DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
de
L'OPPOSITION OFFICIELLE**

Mars 1997

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS 1997-1998

Mars 1997



Identification	Numéro	Titre
Programme	03	Affaires intergouvernementales canadiennes
Élément		
Responsable	Monsieur Michel Boivin	

MANDAT

LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

Rattaché au ministère du Conseil exécutif, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes relève du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes responsable des relations fédérales-provinciales, des relations interprovinciales et des bureaux du Québec au Canada.

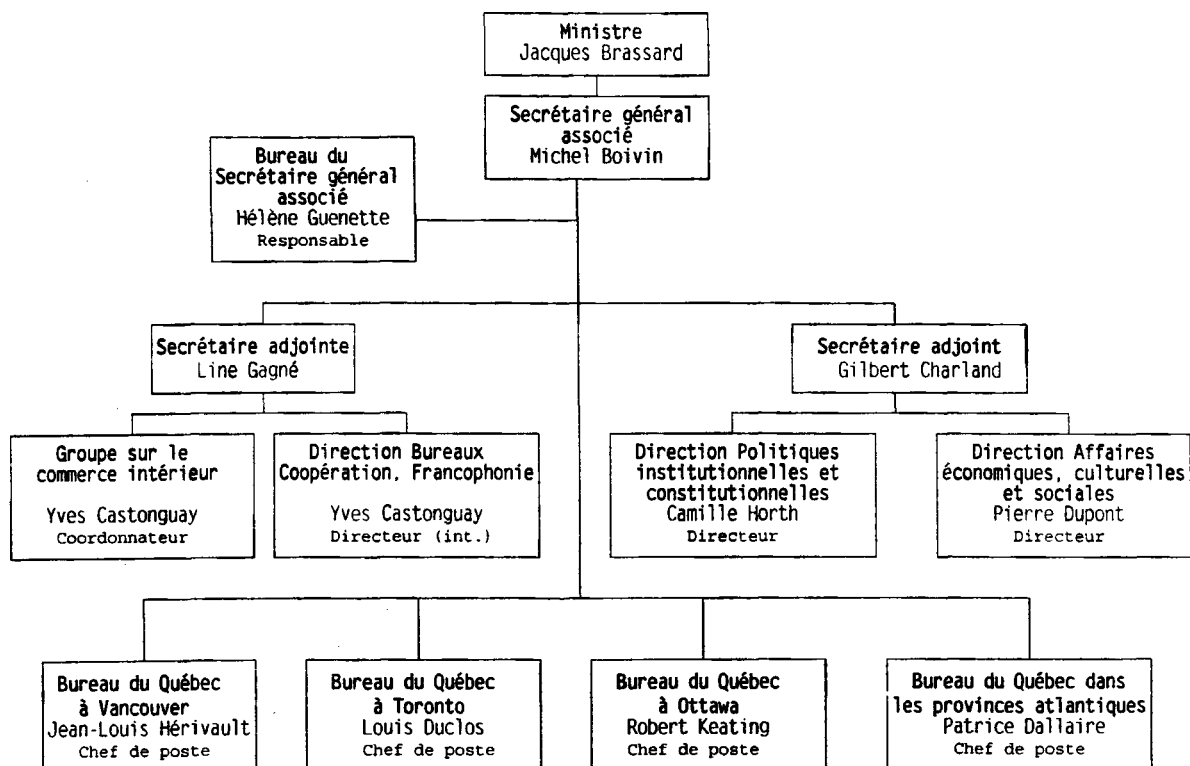
De façon générale, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes conseille le gouvernement du Québec sur toute question ayant trait aux relations intergouvernementales canadiennes; il élabore, propose et met en oeuvre une politique à cet égard. Il analyse les politiques et les programmes du gouvernement fédéral en fonction de leurs diverses incidences pour le Québec. Il voit ainsi à la défense et à la promotion des intérêts du Québec. Le Secrétariat est également responsable des relations avec les gouvernements des provinces du Canada et doit coordonner l'ensemble des activités gouvernementales québécoises au Canada.

Le Secrétariat administre le réseau des bureaux du Québec au Canada qui sont situés à Moncton, Ottawa, Toronto et Vancouver. Il coordonne les relations du gouvernement avec les communautés francophones et acadiennes du Canada, veille à la gestion de la politique du Québec à l'égard de ces communautés ainsi qu'à la négociation et à la mise en oeuvre des accords de coopération conclus avec les gouvernements ou organismes dans un certain nombre de provinces.

Le Secrétariat a la responsabilité du dossier constitutionnel. Il assume, pour le gouvernement du Québec, les négociations dans ce domaine.

De concert avec les ministères sectoriels, le Secrétariat participe aux travaux des diverses conférences intergouvernementales canadiennes et contribue à l'élaboration et à la négociation des ententes avec le gouvernement fédéral et ceux des autres provinces. En tant que conseiller auprès des ministères et organismes publics québécois, le Secrétariat participe, en outre, à l'élaboration des politiques et des prises de position qui ont des incidences sur les relations avec les autres gouvernements du Canada. Il maintient les liens nécessaires avec les ministères et les autres intervenants québécois pour la mise en oeuvre des programmes de coopération et de soutien à la francophonie. De plus, il collabore étroitement avec ces derniers pour veiller à l'intégrité du territoire du Québec. Les bureaux du Québec au Canada assurent les liens entre le gouvernement du Québec et ses interlocuteurs du gouvernement fédéral et des autres provinces sur leur territoire.

Organigramme



NOTE: Le SAIC partage une Direction des affaires juridiques avec le ministère des Relations internationales

1997-03-24

Sommaire de l'effectif autorisé

	1997-1998	1996-1997	Variation	
			#	%
Hors cadres	3	2	1	50,0
Cadres supérieurs	8	8	--	--
Cadres intermédiaires	--	--	--	--
Professionnels	36	37	(1)	(2,7)
Techniciens	4	2	2	100,0
Personnel de bureau	14	19	(5)	(26,3)
Ouvriers	--	--	--	--
Effectif régulier autorisé	65	68	(3)	(4,4)
Effectif total autorisé	65	68	(3)	(4,4)

ORGANISATION

. Organigramme

. Sommaire de l'effectif autorisé

	1997-1998	1996-1997	Variation	
			#	%
Hors cadres	--	--	--	--
Cadres supérieurs	--	--	--	--
Cadres intermédiaires	--	--	--	--
Professionnels	8	8	--	--
Techniciens	6	9	(3)	(33,3)
Personnel de bureau	15	19	(4)	(21,0)
Ouvriers	--	--	--	--
Effectif régulier autorisé			--	--
Effectif total autorisé	29	36	(7)	(19,4)

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME: 03 - Affaires intergouvernementales canadiennes
ÉLÉMENT: 01- Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes
RESPONSABLE: M. Michel Boivin

Supercatégorie	Crédits 1997-1998	Crédits 1996-1997	Augmentation (diminution)	
			\$	%
1 - Rémunération	--	--	--	--
2 - Fonctionnement	45,0	75,0	(30,0)	(40,0)
3 - Capital	3,0	3,0	--	--
4 - Transfert				
- Rémunération	--	--	--	--
- Fonctionnement	--	--	--	--
- Capital	--	--	--	--
- Intérêt	--	--	--	--
- Support	50,0	50,0	--	--
5- Prêts, placement et avances	--	--	--	--
TOTAL	98,0	128,0	(30,0)	(23,4)
Effectif régulier autorisé	--	--	--	--
Effectif total autorisé	--	--	--	--

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME: 03 - Affaires intergouvernementales canadiennes
ÉLÉMENT: 02- Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes
RESPONSABLE: M. Michel Boivin

Supercatégorie	Crédits 1997-1998	Crédits 1996-1997	Augmentation (diminution)	
			\$	%
1 - Rémunération	3 587,7	3 751,4	(163,7)	(4,4)
2 - Fonctionnement	1 003,7	1 065,5	(61,8)	(5,8)
3 - Capital	26,2	36,2	(10,0)	(27,6)
4 - Transfert				
- Rémunération	--	--	--	--
- Fonctionnement	--	--	--	--
- Capital	--	--	--	--
- Intérêt	--	--	--	--
- Support	--	--	--	--
5. Prêts, placements et avances	100,0	100,0	--	--
TOTAL	4 717,6	4 953,1	(235,5)	(4,8)
Effectif régulier autorisé	65	61	4	6,6
Effectif total autorisé	65	61	4	6,6

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME: 03 - Affaires intergouvernementales canadiennes
ÉLÉMENT: 03- Représentant du Québec au Canada
RESPONSABLE: M. Michel Boivin

Supercatégorie	Crédits 1997-1998	Crédits 1996-1997	Augmentation (diminution)	
			\$	%
1 - Rémunération	1 287,7	1 441,7	(154,0)	(10,7)
2 - Fonctionnement	1 231,8	1 367,8	(136,0)	(9,9)
3 - Capital	--	--	--	--
4 - Transfert				
- Rémunération	--	--	--	--
- Fonctionnement	--	--	--	--
- Capital	--	--	--	--
- Intérêt	--	--	--	--
- Support	--	--	--	--
5. Prêts, placements et avances	--	--	--	--
TOTAL	2 519,5	2 809,5	(290,0)	(10,3)
Effectif régulier autorisé	--	--	--	--
Effectif total autorisé	29	36	(7)	(19,4)

SOMMAIRE DES CRÉDITS

PROGRAMME: 03 - Affaires intergouvernementales canadiennes
ÉLÉMENT: 04- Coopération intergouvernementale et Francophonie
RESPONSABLE: M. Michel Boivin

Supercatégorie	Crédits 1997-1998	Crédits 1996-1997	Augmentation (diminution)	
			\$	%
1 - Rémunération	--	--	--	--
2 - Fonctionnement	155,0	265,0	(110,0)	(41,5)
3 - Capital	--	--	--	--
4 - Transfert				
- Rémunération	--	--	--	--
- Fonctionnement	--	--	--	--
- Capital	--	--	--	--
- Intérêt	--	--	--	--
- Support	1 709,9	1 909,9	(200,0)	(10,5)
. coopération	600,3	800,3	(200,0)	(25,0)
. francophonie	1 109,6	1 109,6	--	--
5. Prêts, placements et avances	--	--	--	--
TOTAL	1 864,9	2 174,9	(310,0)	(14,3)
Effectif régulier autorisé	--	--	--	--
Effectif total autorisé	--	--	--	--

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1997-1998	1996-1997	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	--	--	--	--
Fonctionnement-autres dépenses	45,0	75,0	(30,0)	(40,0)
Capital	3,0	3,0	--	--
Transfert	50,0	50,0	--	--
Prêts, placements et avances	--	--	--	--
TOTAL	98,0	128,0	(30,0)	(23,4)

. Explication des écarts par supercatégorie

En 1997-1998, le cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes a révisé à la baisse sa prévision de dépenses suite à la rationalisation de ses activités, effectuée au cours de l'exercice financier précédent.

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1997-1998	1996-1997	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	3 587,7	3 751,4	(163,7)	(4,4)
Fonctionnement-autres dépenses	1 003,7	1 065,5	(61,8)	(5,8)
Capital	26,2	36,2	(10,0)	(27,6)
Transfert	--	--	--	--
Prêts, placements et avances	100,0	100,0	--	--
TOTAL	4 717,6	4 953,1	(235,5)	(4,8)

. Explication des écarts par supercatégorie

Rémunération : (163,7) k\$

Annualisation des mesures de restructuration prises en 1996-1997 et impact des mesures de départs assistés associé à un réaménagement budgétaire permettant de préserver la capacité d'intervention du SAIC à la fois sur le plan des positions gouvernementales relatives au dossier constitutionnel et sur le plan de la coordination des activités gouvernementales en matière de relations avec les gouvernements fédéral et provinciaux notamment dans les dossiers de négociation.

Fonctionnement : (61,8) k\$

Capital : (10,0) k\$

Rationalisation de l'utilisation des espaces locatifs et annualisation des mesures prises en 1996-1997.

Modulation des efforts de modernisation des équipements informatiques.

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1997-1998	1996-1997	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	1 287,9	1 441,7	(154,0)	(10,7)
Fonctionnement-autres dépenses	1 231,8	1 367,8	(136,0)	(9,9)
Capital	--	--	--	--
Transfert	--	--	--	--
Prêts, placements et avances	--	--	--	--
TOTAL	2 519,5	2 809,5	(290,0)	(10,3)

. Explication des écarts par supercatégorie

Rémunération : (154,0) k\$

Annualisation des mesures de reconfiguration des représentations du Québec, prises au cours de l'exercice financier 1996-1997 et fermeture du Centre d'information touristique au Bureau du Québec à Toronto.

Fonctionnement : (136,0) k\$

Annualisation des mesures de reconfiguration des représentations du Québec, prises au cours de l'exercice financier 1996-1997.

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

Sommaire des crédits

	1997-1998	1996-1997	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	--	--	--	--
Fonctionnement-autres dépenses	155,0	265,0	(110,0)	(41,5)
Capital	--	--	--	--
Transfert	1 709,9	1 909,9	(200,0)	(10,5)
Prêts, placements et avances	--	--	--	--
TOTAL	1 864,9	2 174,9	(310,0)	(14,3)

Explication des écarts par supercatégorie

Fonctionnement: (110,0) k\$

Réaménagement budgétaire suite au transfert des activités de promotion économique au MICST et annualisation des mesures de réduction de dépenses prises en 1996-1997.

Transfert : (200,0) k\$

Rationalisation des activités du programme de coopération interprovinciale.

Maintien des budgets affectés aux programmes de mise en oeuvre de la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada au même niveau qu'en 1996-1997, soit 1,1 M\$.

DÉFENSE DES CRÉDITS 1997-1998

Renseignements généraux

**AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

SECTION 1 : QUESTIONS GÉNÉRALES

- 1- ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT POUR CHAQUE POSTE LE NOM ET LE TITRE DU TITULAIRE.
- 2- LISTE DE TOUTES LES PUBLICATIONS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME (INCLUANT LES PUBLICATIONS RÉGULIÈRES, PARTICULIÈRES OU OCCASIONNELLES):
 - tirage;
 - coût;
 - distribution;
 - imprimeur;
 - copie des publications parues depuis le 1^{ER} avril 1996.
- 3- LISTE DES VOYAGES HORS-QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1996:
 - endroit et dates du départ et du retour;
 - but du voyage;
 - personnes rencontrées;
 - coût;
 - noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
 - pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
 - bilan et résultats des rencontres.
- 4- LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS
 - les sommes dépensées pour l'exercice financier 1996-1997 et les prévisions pour 1997-1998;
 - la ventilation des dépenses par type de média;
 - les noms des fournisseurs;
 - le but visé par chaque dépense.
- 5- LISTE DES SONDAGES EFFECTUÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997 À LA DEMANDE DES MINISTÈRES, ORGANISMES, SOCIÉTÉS, RÉGIES ET COMMISSIONS QUI S'Y RATTACHENT:
 - liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie du questionnaire et du résultat.
- 6- LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997 À LA DEMANDE DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME
 - liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie des études.
- 7- LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997 EN INDIQUANT:
 - le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);

- le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).
- 8- LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS QUI, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1996, ONT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE PAR RAPPORT AU MONTANT INITIAL, LE MONTANT DU SURPLUS VERSÉ, LE MONTANT DU CONTRAT INITIAL, LES RAISONS DU DÉPASSEMENT ET LE NOM DE L'ENTREPRISE QUI A RÉALISÉ LE CONTRAT.
- 9- LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 1996-1997, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES:
- la photocopie;
 - la télécopie (FAX), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
 - distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - le ressourcement ou préparation à la retraite;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement:
 - a) au Québec
 - b) à l'extérieur du Québec.
- 10- LA LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS EN INDIQUANT POUR CHACUN:
- la marque et le modèle de véhicule;
 - le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;
 - les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
 - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
 - le nom et le poste du bénéficiaire;
 - appels d'offres faits en 1996-1997 et les prévisions pour 1997-1998.
- 11- POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS SOUS LEUR AUTORITÉ, COMBIEN DE PERSONNES, DONT LA COTISATION FUT PAYÉE EN 1996-1997 PAR L'EMPLOYEUR, SONT MEMBRES DE CORPORATIONS PROFESSIONNELLES, DE CLUBS PRIVÉS (CLUBS D'AFFAIRES, CLUBS SOCIAUX, CLUBS DE GOLF ET AUTRES) ET À QUELLE SOMME S'ÉLÈVE LE MONTANT GLOBAL PAYÉ POUR CES COTISATIONS?
- quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des CLUBS ou corporation professionnelle (en indiquant le nom des CLUBS ou de la corporation professionnelle)?
- 12- LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES JEUNES DE MOINS DE 30 ANS, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (DE CHAQUE MINISTÈRE ET POUR CHACUN DES ORGANISMES RELEVANT DE SA COMPÉTENCE) POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 1996-1997 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 1997-1998. POUR CHAQUE CATÉGORIE, INDIQUER LE POURCENTAGE PAR RAPPORT À L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.

- 13- À CHACUN DES MOIS DU DERNIER EXERCICE BUDGÉTAIRE (1996-1997) POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)
- a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
 - b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
- 14- CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ET CE POUR CHACUN DES EXERCICES BUDGÉTAIRES DEPUIS 1993-1994:
- a) évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agent de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'il ont accomplie;
 - d) nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - f) nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.
- 15- LA LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ EN INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX:
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 1996-1997, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée de la copie du bail.
- 16- MISE À PART LA SIQ, LA LISTE DES FIRMES EN 1996-1997 QUI LOUENT DES ESPACES EN INDIQUANT POUR CHACUNE D'ELLES:
- l'emplacement de la location;
 - la superficie du local loué;
 - la superficie réellement occupée;
 - la superficie inoccupée;
 - le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 1996-1997, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée de la copie du bail.

- 17- LA LISTE DES CONTRATS, QUEL QUE SOIT LE MONTANT, ATTRIBUÉS EN 1996-1997 SPÉCIFIQUEMENT À DES FIRMES DE COMMUNICATION, DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES EN INDIQUANT:
- le nom de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
 - le mandat et le résultat du contrat;
 - la durée du contrat;
 - le coût du contrat;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).
- 18- LA LISTE DES TARIFS (DROITS ET PERMIS) EN VIGUEUR POUR L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997 EN INDIQUANT:
- a) la tarification pour chacun des droits et permis reçus;
 - b) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
 - c) pour l'année 1997-1998, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.
- 19- a) LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE EN 1996-1997 EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU:
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - le montant total des indemnités de départ versées;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique.
- b) LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 1996-1997.
- c) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET.
- 20- a) LISTE DU PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE EN 1996-1997 EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU:
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
- b) LE MONTANT TOTAL DES SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE POUR L'EXERCICE 1996-1997.
- c) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE.
- 21- LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 1996-1997 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU: a) MINISTRE - b) DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT:
- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
 - le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.

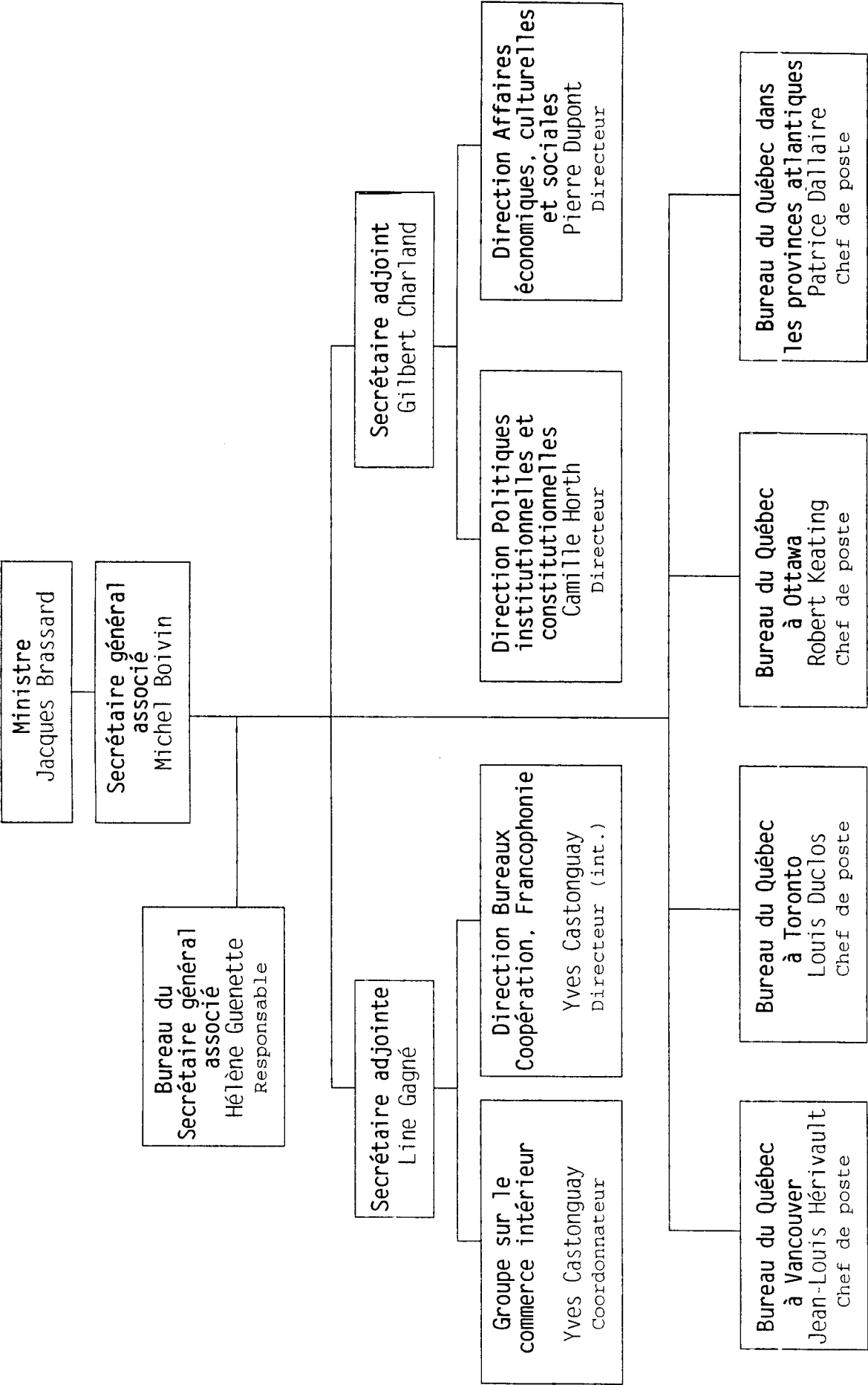
- 22- LISTE DES CRÉDITS PÉRIMÉS, PAR PROGRAMME ET PAR ÉLÉMENT, POUR L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997.
- 23- LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (PRÉCISER LE MONTANT REÇU) EN 1996-1997 DANS LE CADRE DES DIVERS PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS; POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES, DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION.
- 24- BILAN DES RÉALISATIONS DU PLAN STRATÉGIQUE DU GRAND MONTRÉAL PAR MINISTÈRE ET ORGANISME SOUS SA JURIDICTION.
- 25- PRÉVISIONS POUR 1997-1998 DES CRÉDITS ALLOUÉS POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS QUI PARTICIPENT AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL VISANT LE REDRESSEMENT DE LA MÉTROPOLE.
- 26- LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR QUELQUE OPÉRATION RELIÉE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX DEUX SOMMETS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET AUX ACTIVITÉS DE SUIVI, EN INDIQUANT:
- le poste occupé;
 - le port d'attache;
 - le salaire ou honoraires;
 - la durée et la nature du mandat ou du contrat;
 - les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
 - les coûts de location de salles de réunion, de bureaux;
 - les frais de bureautique, papeterie, ordinateur, téléphones cellulaires, et autres frais généraux.
- 27- LISTE DU PERSONNEL LIBÉRÉ POUR LES NÉGOCIATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE:
- la masse salariale prévue à cet effet;
 - le nombre de jours par employé prévus.
- 28- LA LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) EN INDIQUANT:
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - date de la mise en disponibilité.
- 29- LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE:
- nom de la personne;
 - poste occupé;
 - salaire;
 - assignation initiale;
 - date de l'assignation hors structure;
 - date de la fin d'assignation, s'il y a lieu.

- 30- LA LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES:
- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire.
- 31- LA LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE:
- assignation initiale;
 - assignation actuelle;
 - salaire.
- 32- LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES (ADMINISTRATEURS D'ÉTAT) QUI ONT DÉMISSIONNÉ, QUI ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS, OU MIS À PIED:
- salaire;
 - date du changement;
 - primes de séparation;
 - assignation initiale;
 - assignation actuelle.
- 33- LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES) QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION, SOIT CELLE RATTACHÉE À LEUR FONCTION ET UN REVENU D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CÉGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES RÉGIES RÉGIONALES DE LA SANTÉ ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS, EN INDIQUANT;
- salaire de la personne;
 - montant reçu du régime de retraite.
- 34- POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LA LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE) DONT ILS SE SONT DÉPARTIS AU COURS DE L'ANNÉE 1995-1996 ET 1996-1997 ET, DANS CHACUN DES CAS, PRÉCISER OÙ CE MATÉRIEL A ÉTÉ ACHEMINÉ (RECYCLAGE, DESTRUCTION, VENTE, DON, ETC.).
- 35- LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL ET OCCASIONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR QUELQUE OPÉRATION RELIÉE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX ACTIVITÉS DES COMMISSIONS DOYON, NICOLET, CORBO, BELLEMARE, O'BREADY, POITRAS, FISCALITÉ ET LE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, EN INDIQUANT DE FAÇON DISTINCTE POUR CHACUN DES ITEMS PRÉCITÉS:
- le poste occupé;
 - le port d'attache;
 - le salaire ou honoraire;
 - la durée et la nature du mandat ou du contrat;
 - les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
 - les coûts de location des bureaux, salles de réunion ou d'audition;
 - les frais de bureautique, papeterie, ordinateurs, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

QUESTION 1 :

**ORGANIGRAMME DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME EN INDIQUANT
POUR CHAQUE POSTE LE NOM ET LE TITRE DU TITULAIRE.**

Réponse : Voir document joint



NOTE: Le SAIC partage une Direction des affaires juridiques avec le ministère des Relations internationales

QUESTION 2 :

LISTE DE TOUTES LES PUBLICATIONS DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :

- tirage;
- coût;
- distribution;
- imprimeur;
- copie des publications parues depuis le 1er avril 1996.

Réponse : Québec Update (publié par le Bureau du Québec à Toronto)

Tirage : 4 000 copies

Coût : 2 250 \$

Distribution : Membres de l'Assemblée législative de l'Ontario et sous-ministres, clientèle générale à caractère économique, directeurs du SAIC.

Imprimeur : Quick Copy (Toronto)

Copie : Publication en annexe

Rapport annuel du SAIC

Tirage : 600 copies

Coût : 1 287 \$

Distribution : Sous-ministres et secrétaires généraux associés, ministres et sous-ministres des Affaires intergouvernementales des autres provinces et du gouvernement fédéral, directeurs du SAIC et chefs de poste des bureaux du Québec au Canada, directeurs des communications, publications du Québec (pour vente), assemblée nationale: leader du gouvernement du Québec, universités au Québec et bibliothèques.

Imprimeur : Fonds des moyens de communications

Copie : Publication en annexe

QUESTION 3 :

LISTE DES VOYAGES HORS-QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1996:

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- bilan et résultats des rencontres.

Réponse : Voir documents joints

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960646	Gaudreault Esther	Directrice adjointe de cabinet	Conférence des premiers ministres.	96.06.20 au 96.06.21	Ottawa	ONT	165.00
960774	Gaudreault Esther	Directrice adjointe de cabinet	Rencontre avec des représentants du gouvernement ontarien.	96.08.12 au 96.08.13	Ottawa	ONT	465.00
960795	Gaudreault Esther	Directrice adjointe de cabinet	Conférence des Premiers ministres.	96.08.21 au 96.08.23	Jasper	ALB	775.00

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	CÔÛT
960334	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Conférence f/p des sous-ministres de la Santé.	96.04.09 au 96.04.10	Ottawa	ONT	827.98
960373	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Conférence f/p des ministres de la Santé.	96.04.24 au 96.04.25	Ottawa	ONT	779.97
960448	Boivin Michel	Secrétaire adjoint	Accompagner M. Brassard à l'occasion de sa rencontre avec M. Anderson.	96.04.30 au 96.04.30	Ottawa	ONT	267.59
960423	Le Blanc Barry	Conseiller	Rencontre du groupe de travail sur l'investissement (Accord sur le commerce intérieur).	96.05.05 au 96.05.07	Toronto	ONT	987.46
960449	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Conférence interprovinciale et f/p des ministres de la Justice.	96.05.08 au 96.05.10	Ottawa	ONT	960.00
960396	Croft Ghislain	Directeur	Assemblée générale annuelle de la Société nationale de l'Acadie, travaux de la Commission permanente de coopération Québec / N.-B. et présentation de la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada	96.05.09 au 96.05.15	Fredericton St-John	NB NB	1,715.91
960579	Vécès Paul	Conseiller	Assises pancanadiennes de l'éducation	96.05.09 au 96.05.13	Edmonton	ALB	1,202.05
960505	Bourque Clément	Conseiller	Réunion f/p/t des sous-ministres des Services sociaux.	96.05.23 au 96.05.24	Toronto	ONT	955.58
960535	Thibault Hubert	Secrétaire général ass.	Rencontre des sous-ministres responsables des Affaires intergouvernementales canadiennes.	96.05.27 au 96.05.28	Toronto	ONT	970.25

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960486	Castonguay Yves	Conseiller	Rencontre du groupe de travail sur les marchés publics.	96.05.29 au 96.05.31	Winnipeg	MAN	1,820.35
960545	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Réunion du Comité permanent des droits de la personne.	96.05.29 au 96.06.01	Victoria	CB	2,985.79
960556	Ménard Geneviève	Conseillère	Conférence f/p des ministres de la Condition féminine.	96.05.29 au 96.05.31	Winnipeg	MAN	1,627.48
960487	Gagné Line	Directrice	Rencontre des représentants du commerce intérieur.	96.05.30 au 96.05.31	Winnipeg	MAN	1,540.15
960577	Vécès Paul	conseiller	Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME)	96.05.30 au 96.05.31	Toronto	ONT	301.13
960578	L'Abbé Raynald	Conseiller	Réunion des ministres des Forêts et Réunion des ministres des Parcs et de la Faune	96.06.03 au 96.06.05	Charlottetown	IPE	1,306.59
960557	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Conférence f/p des sous-ministres de la Justice.	96.06.05 au 96.06.09	Whitehorse	YUKO	2,481.97
960586	Croft Ghislain	Directeur	Participer à des rencontres pour favoriser une plus grande insertion de la francophonie ontarienne dans les relations entre les deux provinces (Commission permanente de coopération)	96.06.06 au 96.06.08	Toronto	ONT	1,085.31

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COUT
960609	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Conférence f/p des sous-ministres de la Santé.	96.06.11 au 96.06.12	Ottawa	ONT	808.90
960661	Carmichael Simon	Conseiller	Conférence f/p des ministres des finances.	96.06.17 au 96.06.18	Fredericton	NB	159.78
960624	Pineault Annie	Agent de secrétariat	Conférence des Premiers ministres.	96.06.20 au 96.06.21	Ottawa	ONT	582.86
960638	Huot André	conseiller	Agir à titre de responsable logistique et agent de liaison de la délégation du Québec à la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres	96.06.20 au 96.06.21	Ottawa	ONT	907.46
960646	Horth Camille	Directeur	Conférence des premiers ministres.	96.06.20 au 96.06.21	Ottawa	ONT	162.82
960646	Gagné Line	Directrice	Conférence des premiers ministres.	96.06.20 au 96.06.21	Ottawa	ONT	161.00
960652	Boivin Michel	Secrétaire adjoint	Conférence des premiers ministres	96.06.20 au 96.06.21	Ottawa	ONT	134.09
960653	Thibault Hubert	Secrétaire général ass.	Conférence des premiers ministres	96.06.20 au 96.06.21	Ottawa	ONT	331.11
960662	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Conférence f/p des ministres des aînés.	96.06.26 au 96.06.28	Fredericton	NB	1,003.07
960644	L'Abbé Raynald	Conseiller	Conférence interprovinciale des ministres de l'Agriculture et Conférence fédérale-provinciale des ministres de l'Agriculture	96.07.01 au 96.07.07	Victoria	CB	1,940.56

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960674	Le Blanc Barry	Conseiller	Rencontre du groupe de travail sur l'investissement (Accord sur le commerce intérieur).	96.07.17 au 96.07.21	Edmonton	ALB	1,257.42
960708	Travers Céline	Directrice (intérim)	Négociation de la résidence du chef de poste et rencontres administratives.	96.07.28 au 96.07.30	Toronto	ONT	1,211.04
960720	Ménard Geneviève	conseillère	Rencontre fédérale-provinciale des hauts fonctionnaires responsables de l'autoroute de l'information	96.08.15 au 96.08.15	Ottawa	ONT	489.10
960767	Huot André	Conseiller	Conférence interprovinciale des premiers ministres.	96.08.17 au 96.08.24	Jasper Edmonton	ALB ALB	3,129.70
960719	Horth Camille	directeur	Conférence interprovinciale des premiers ministres	96.08.20 au 96.08.23	Edmonton Jasper	ALB ALB	739.25
960722	Gagné Line	Directrice	Conférence interprovinciale des premiers ministre	96.08.20 au 96.08.23	Jasper	ALB	733.00
960723	Boivin Michel	secrétaire général ass.	Conférence interprovinciale des premiers ministres	96.08.20 au 96.08.23	Jasper Edmonton	ALB ALB	1,883.05
960724	Dupont Pierre	Directeur	Conférence interprovinciale des premiers ministres	96.08.20 au 96.08.23	Jasper	ALB	733.00
960725	Pineault Annie	agente de secrétariat	Conférence interprovinciale des premiers ministres	96.08.20 au 96.08.23	Jasper Edmonton	ALB ALB	1,885.16

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960773	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Conférence des ministres de la Santé.	96.09.08 au 96.09.11	Toronto	ONT	1,519.16
960779	Castonguay Yves	Conseiller	Conférence des représentants du Commerce intérieur (Winnipeg 9 et 10 sept.) et conférence des ministres responsables de la Consommation (Toronto 11 sept.)	96.09.08 au 96.09.11	Winnipeg Toronto	MAN ONT	2,161.47
960777	L'Abbé Raynald	Conseiller	Conférence f/p/t des ministres des Mines et de l'Énergie.	96.09.14 au 96.09.18	Yellowknife	TNO	2,613.10
960783	Bourque Clément	Conseiller	Conférence f/p des ministres des Services sociaux.	96.09.14 au 96.09.18	Victoria	CB	1,759.94
960786	Le Blanc Barry	Conseiller	Rencontre du Groupe de travail sur l'investissement.	96.09.17 au 96.09.19	Ottawa	ONT	860.76
960793	L'Abbé Raynald	Conseiller	Conférence f/p des ministres des Pêches.	96.09.24 au 96.09.27	Canmore	ALB	2,523.62
960775	Vécès Paul	Conseiller	Conseil des ministres de l'Éducation du Canada.	96.09.28 au 96.10.01	St-Jean	TN	837.86
960808	L'Abbé Raynald	Conseiller	Conférence f/p des ministres responsables des parcs, réunion du Conseil canadien des ministres des forêts et conférence f/p/t des ministres responsables de la faune.	96.09.29 au 96.10.02	Charlottetown	IPE	1,389.32
960834	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Conférence des ministres de l'infrastructure (Winnipeg) et Conseil des ministres sur la réforme des politiques sociales (Calgary).	96.09.29 au 96.10.03	Winnipeg Calgary	MAN ALB	2,879.04

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960833	Charland Gilbert	Secrétaire adjoint	Réunion du Conseil ministériel sur le renouvellement des politiques sociales.	96.10.01 au 96.10.03	Calgary	ALB	2,309.88
960863	Carmichaël Simon	Conseiller	Conférence f/p des ministres des Finances.	96.10.03 au 96.10.04	Ottawa	ONT	198.93
960852	Gagné Line	Directrice	Inauguration des nouveaux locaux du Bureau du Québec dans les provinces atlantiques et diverses rencontres avec des représentants d'organismes francophones et acadiens.	96.10.09 au 96.10.10	Moncton	NB	529.89
960860	Ménard Geneviève	Conseillère	Conférence f/p des ministres des Transports.	96.10.09 au 96.10.10	Charlottetown	IPE	751.46
960843	Vécès Paul	Conseiller	Réunion des sous-ministres de l'Environnement.	96.10.16 au 96.10.18	Winnipeg	MAN	1,654.38
960873	Castonguay Yves	Conseiller	Rencontre du Groupe de travail sur l'investissement et rencontre des représentants du commerce intérieur.	96.10.27 au 96.10.30	Toronto	ONT	1,375.58
960880	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Conférence f/p des ministres de la Culture.	96.10.27 au 96.10.30	Saskatoon	SASK	2,161.12
960916	Le Blanc Barry	Conseiller	Rencontre du groupe de travail sur l'investissement.	96.10.27 au 96.10.29	Toronto	ONT	1,304.10
960926	Vécès Paul	Conseiller	Conseil canadien des ministres de l'Environnement.	96.11.19 au 96.11.20	Toronto	ONT	925.43

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960941	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Comité permanent des droits de la personne.	96.11.20 au 96.11.22	Ottawa	ONT	984.69
960934	Charland Gilbert	Secrétaire adjoint	Conseil des ministres sur le renouvellement des politiques sociales.	96.11.26 au 96.11.27	Toronto	ONT	1,019.90
960940	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Rencontre interprovinciale et f/p du Conseil des ministres pour le renouvellement des politiques sociales.	96.11.26 au 96.11.27	Toronto	ONT	1,049.10
960969	Brûlé Michel	Chargé de mission	Rencontre de travail au BQO.	96.11.29 au 96.11.29	Ottawa	ONT	631.78
960984	Paradis Jean Maurice	Conseiller	Conférence des sous-ministres de la Santé.	96.12.10 au 96.12.12	Ottawa	ONT	942.87
960994	Vécès Paul	Conseiller	Conférence mixte des ministres de l'Environnement et de l'Énergie.	96.12.11 au 96.12.12	Toronto	ONT	1,049.34
961004	Bourque Clément	Conseiller	Conférence f/p des sous-ministres des Services sociaux.	96.12.15 au 96.12.17	Toronto	ONT	1,118.17
961016	Huot André	Conseiller	Voir à l'accueil et au déroulement du séjour du PM à Vancouver, dans le cadre de sa mission économique en Asie.	97.01.06 au 97.01.09	Vancouver	CB	3,205.95
961015	Vécès Paul	Conseiller	Réunion des sous-ministres du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CCSME).	97.01.12 au 97.01.14	Toronto	ONT	1,066.64

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
970011	Bourque Clément	conseiller	Conférence f/p des ministres des Services sociaux	97.01.12 au 97.01.13	Toronto	ONT	953.14
970028	Walsh Luc	conseiller	Réunion de négociations sur les marchés publics	97.01.19 au 97.01.22	Winnipeg	MAN	1,948.35
970040	Paradis Jean-Maurice	conseiller	Conseil des ministres sur le renouvellement des politiques sociales et Conférence f/p des sous-ministres de la Santé	97.01.28 au 97.01.31	Toronto Vancouver	ONT CB	3,231.89
970050	Charland Gilbert	secrétaire adjoint	Conseil des ministres sur le renouvellement des politiques sociales.	97.01.28 au 97.01.29	Toronto	ONT	855.66
970117	L'Abbé Raynald	conseiller	Réunion f/p des hauts fonctionnaires responsables de la condition féminine	97.02.12 au 97.02.14	Ottawa	ONT	839.62
970141	Ménard Robert	conseiller	Conférence f/p des ministres des Pêches de l'Atlantique	97.02.19 au 97.02.19	Ottawa	ONT	0.00
970173	Paradis Jean-Maurice	conseiller	Conférence f/p des ministres de la Justice	97.02.25 au 97.02.28	Frédéricton	NB	1,280.59
970178	Walsh Luc	conseiller	Réunion de la Table de négociations sur les marchés publics	97.03.05 au 97.03.07	Ottawa	ONT	967.45
970216	Huot André	responsable	Voir à l'accueil et au bon déroulement du séjour du premier ministre du Québec à Toronto dans le cadre de sa rencontre avec son homologue de l'Ontario	97.03.06 au 97.03.08	Toronto	ONT	946.02

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
970218	Castonguay Yves	coordonnateur	Réunion des représentants du commerce intérieur	97.03.06 au 97.03.08	Ottawa	ONT	604.25
970253	Charland Gilbert	secrétaire adjoint	Rencontre des premiers ministres Bouchard et Harris	97.03.07 au 97.03.07	Toronto	ONT	445.77
970202	Ménard Geneviève	conseillère	Conférence des sous-ministres des Transports	97.03.10 au 97.03.12	Winnipeg	MAN	2,047.00

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960447	Boivin Michel	Secrétaire adjoint	Participation à la rencontre du Canadian Issues Group.	96.05.02 au 96.05.03	Toronto	ONT	898.45
960600	Dupont Pierre	Directeur	Program for Public Executives.	96.06.02 au 96.06.21	Kingston	ONT	2,387.75

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960548	Travers Céline	Directrice (intérim)	Négociation du bail des espaces administratifs et aménagement des locaux.	96.05.27 au 96.05.30	Moncton	NB	1,093.46

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960395	Cazes Hélène	Conseillère	Participer aux travaux de la Commission permanente de coopération entre le Québec et le Nouveau-Brunswick.	96.05.12 au 96.05.15	Fredericton	NB	1,167.44

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960401	Bergeron Esther	Conseillère	Rencontre des communautés francophones pour des activités d'information dans le cadre de la promotion de la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada.	96.04.09 au 96.04.14	Vancouver Edmonton Régina	CB ALB SASK	1,757.02
960259	Loiselle Pierre	Conseiller	Rencontre des communautés francophones pour des activités d'information dans le cadre de la promotion de la Politique à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada.	96.04.09 au 96.04.14	Vancouver Edmonton Régina	CB ALB SASK	931.84
960471	Cazes Hélène	Conseillère	Participer à la préparation des assises annuelles de la Commission permanente de coopération entre le Québec et l'Ontario.	96.05.21 au 96.05.22	Toronto	ONT	919.29
960553	Bergeron Esther	Conseillère	Rencontre des communautés francophones pour des activités d'information dans le cadre de la promotion de la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada.	96.05.31 au 96.06.03	Moncton Charlottetown	NB IPE	859.87
960554	Loiselle Pierre	Conseiller	Rencontre des communautés francophones pour des activités d'information dans le cadre de la promotion de la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada.	96.05.31 au 96.06.03	Moncton Charlottetown	NB IPE	871.43
960649	Lessard Maurice	Conseiller	Dans le cadre des célébrations de la Fête nationale du Québec, appuyer le chef de poste et le personnel du BOPA dans les préparatifs reliés à cet événement.	96.06.20 au 96.06.24	Moncton	NB	1,323.50
960650	Bergeron Esther	Conseillère	Présentation du programme de soutien financier aux partenariats Québec / Communautés francophones et acadiennes du Canada à l'occasion de la 19e assemblée générale annuelle de la Fédération culturelle canadienne-française.	96.06.21 au 96.06.22	Ottawa	ONT	453.45
960651	Desrochers Jean-Louis	Conseiller	Participation à la 21e assemblée générale annuelle de la Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada.	96.06.21 au 96.06.23	Ottawa	ONT	660.57
960983	Richard Edmond	Conseiller	Rencontre avec le président de la Société St-Thomas-d'Aquin relativement à la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada.	96.12.12 au 96.12.14	Summerside	IPE	1,183.24

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960176	Gil Isabel	Conseillère	Représenter Tourisme Québec au Congrès "Association sans frontières 1996".	96.04.19 au 96.04.23	Vancouver	CB	1,547.64
960177	Gil Isabel	Conseillère	Représenter Tourisme Québec à la Conférence et Foire internationale du voyage de l'ACTA NATIONAL.	96.04.24 au 96.04.28	Vancouver	CB	1,061.99
960465	Gil Isabel	Conseillère	Participer à la bourse de voyage internationale "Rendez-vous Canada".	96.05.11 au 96.05.17	Edmonton	ALB	1,189.60
960400	Gil Isabel	Conseillère	Représenter Tourisme Québec au Congrès annuel du Society of American Travel Writers (SATW).	96.06.16 au 96.06.21	Cape Breton	NE	0.00
960702	Gil Isabel	Conseillère	Représenter Tourisme Québec au Congrès annuel du SATW (Society of American Travel Writers).	96.09.02 au 96.09.09	IDAHO	USA	0.00
960846	Gil Isabel	Conseillère	Représenter Tourisme Québec et accompagner mission commercial avec intervenants québécois.	96.10.10 au 96.10.31	Vancouver Corée Japon Chine	CB CORÉ JAP CHIN	0.00

NO CT	PARTICIPANT(S)	FONCTION	OBJET	DATE	LIEU(X)	PROVINCE	COÛT
960728	Préfontaine Pierre Binette Hélène	Conjoint Conseillère	Voyage préalable en vertu de la sous-section 3 du Règlement # 3 en regard de l'affectation au BQT à titre de conseillère culturelle	96.08.20 au 96.08.26	Toronto Toronto	ONT ONT	2,910.30
960864	Binette Hélène Préfontaine Pierre Préfontaine Léa B. Préfontaine Eugénie B.	Conseillère Conjoint Enfant Enfant	Séjour initial en vertu du règlement no 3.	96.09.02 au 96.09.03	Toronto	ONT	1,450.24

QUESTION 4 :

LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS:

- les sommes dépensées pour l'exercice financier 1996-1997 et les prévisions pour 1997-1998;
- la ventilation des dépenses par type de média;
- les noms des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense.

Réponse : Voir document joint

4- LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ

<u>FONDS DES MOYENS DE COMMUNICATION</u>	<u>COÛT</u>	<u>PRÉVISION pour 97-98</u>
Médias écrits		
- Annonce dans divers hebdomadaires francophones hors Québec pour faire connaître le SAIC et les bureaux du Québec au Canada	3 763 \$	3 850 \$
- Participation du SAIC (2 annonces) à un cahier spécial thématique à l'occasion de la Francofête 1997 pour faire connaître le Forum francophone de concertation	7 500 \$	---
- Annonces dans divers quotidiens hors Québec pour le recrutement de personnel pour les bureaux du Québec au Canada	1 768 \$	2 000 \$
Articles promotionnels		<u>COÛT</u>
- Dépliant sur le Programme de soutien financier aux partenariats entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada	Réimpression de 500 dépliant par Imprimerie Le Renouveau	416 \$

QUESTION 5 :

**LISTE DES SONDAGES EFFECTUÉS DURANT L'EXERCICE FINANCIER
1996-1997 À LA DEMANDE DES MINISTÈRES, ORGANISMES, SOCIÉTÉS,
RÉGIES ET COMMISSIONS QUI S'Y RATTACHENT:**

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat

Réponse : Aucun

QUESTION 6 :

**LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES DURANT L'EXERCICE FINANCIER
1996-1997 À LA DEMANDE DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME:**

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études.

Réponse :

- Étude des relations entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada et des États-Unis, de 1960 à nos jours : 24 500,00 \$
- Contrat négocié.

QUESTION 7:

LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997 EN INDIQUANT:

- le nom du professionnel(le) ou de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

Réponse : Voir document joint

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
7- LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET
À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1^{ER} AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

NOMS	MANDAT	MONTANT
Alpnet Canada	Traduction en anglais de plusieurs documents concernant la rencontre fédérale-provinciale des premiers ministres tenue à Ottawa les 20 et 21 juin 1996	3 182,14
Binette, André	Effectuer des études et émettre des avis sur des documents d'orientation, des recherches, des plans d'action et des projets ayant une incidence dans le domaine des relations intergouvernementales	23 000,00
Centre d'enseignement de l'anglais langue seconde (CEALS)	Fournir au personnel du ministère du Conseil exécutif (incluant le SAIC) des cours d'anglais langue seconde (cours de groupe: 72 jours-personnes)	5 913,00
Davis & Company	Représenter le SAIC dans le cadre d'un dossier de relation de travail au Bureau du Québec à Vancouver	3 014,00
Dubé, Marcel	Faire une étude des relations entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada et des États-Unis, de 1960 à nos jours	24 500,00
ISTS Interprétation simultanée	Fournir et installer l'équipement nécessaire et procéder à la traduction simultanée dans le cadre d'une rencontre interprovinciale entre le SAIC et les représentants des autres provinces	4 900,00
Martin, Yves	Participer, à titre d'expert-conseil, à la définition des politiques du gouvernement et des orientations à privilégier en matière d'affaires intergouvernementales	10 328,15

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
BUREAU DU QUÉBEC À VANCOUVER
LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET
À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1^{ER} AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

7-

NOMS	MANDAT	MONTANT
Béliveau, Bernard	Services professionnels à titre de conseiller en matière de promotion commerciale au Bureau du Québec à Vancouver	6 500,00
CAPA Ventures International Ltd	Location d'espaces: Exposition Intercom'97, 24 - 27 février 1997, Vancouver	17 700,00
Designers Weekend	Location d'espaces: Designers Weekend, 6 - 7 février 1997, Vancouver	4 400,00
Levy Show Service Ltd	Installation de kiosques : Taste of Québec, 11 février 1997, Vancouver et Calgary	1 401,00
Paradise Entertainment	Location d'espaces: Wood Product Trade Show, 15 - 17 avril 1996, Vancouver	3 500,00
Softbank Comdex Inc.	Location d'espaces: Comdex/Pac Rim 97, 21 - 23 janvier 1997, Vancouver	3 100,00
Southex Exhibition	Location d'espaces : National Petroleum Show 1996, 11-13 juin 1996, Calgary	5 925,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
BUREAU DU QUÉBEC À TORONTO
LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET
À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1^{ER} AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

7 -

NOMS	MANDAT	MONTANT
ARIDO	Location d'espaces: IIDEX 96, 14 - 16 novembre 1996, Toronto	4 900,00
Bell Canada	Entretien du système téléphonique	764,00
Canadian International Trade	Location d'espaces: World Trade 96, 24 octobre 1996, Toronto	395,00
Canadian Retail Hardware Association	Location d'espaces: Canadian Hardware & Houseware, 2 - 4 février 1997, Toronto	1 719,00
Comdex	Location d'espaces: Comdex 96, 10 - 12 juillet 1996, Toronto	22 850,39
Copelco Capital Omnifax	Location de télécopieurs	258,00
Deco & Design Exchange	Location de salles	8 784,00
H. Griffiths Ltd	Entretien du système de ventilation	142,00
Minho Landscaping Ltd	Entretien du terrain	2 250,00

M.W. Productions	Location d'espaces: TELEVISION 97, 25 - 26 mars 1997, Toronto	7 315,00
Multimédia 96	Location d'espaces: Multimédia 96, 23 - 25 mai 1996, Toronto	2 295,00
Ontario Hospital Association	Location d'espaces: OHA 96, 4 - 6 novembre 1996, Toronto	1 720,00
Reed Exhibitions, Canadian Division	Location d'espaces: Canadian Manufacturing Week, 1 - 3 octobre 1996, Toronto	1 700,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
BUREAU DU QUÉBEC DANS LES PROVINCES ATLANTIQUES
LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET
À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1^{ER} AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

7 -

NOMS	MANDAT	MONTANT
Don Bustin	Déneigement de l'entrée	380,00
Wynberg Landscaping Ltd	Entretien du terrain	950,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
BUREAU DU QUÉBEC À OTTAWA
LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET
À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1^{ER} AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

7 -

NOMS	MANDAT	MONTANT
Fredal	Entretien de télécopieurs	650,00
Xérox	Entretien des photocopieurs	650,00

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
FRANCOPHONIE
LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET
À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1^{ER} AVRIL 1996 AU 31 MARS 1997

7-

NOMS	MANDAT	MONTANT
Bissonnette, Lise	Agir à titre de conférencière dans le cadre du Forum francophone de concertation, lors du déjeuner du 15 mars 1997	2 150,00
Blais, Gilles	Assurer la production technique tant pour l'organisation sur place que pour la transmission de l'image et du son dans le cadre du Forum francophone de concertation	8 000,00
Bourgeois, Ronald	Services d'artiste (Ronald Bourgeois - Nouvelle-Écosse) pour le spectacle organisé dans le cadre du Forum francophone de concertation le 14 mars 1997	1 565,00
Bradlee, Benoît	Services d'artiste (Benoît Bradlee - Louisiane, États-Unis) pour le spectacle organisé dans le cadre du Forum francophone de concertation le 14 mars 1997	1 280,00
Coup de coeur francophone	Assurer la direction artistique du spectacle "Y a pas deux chansons pareilles" le 14 mars 1997 dans le cadre du Forum francophone de concertation	2 250,00
Deshaies, Michelle	Agir à titre d'observateur-rapporteur dans le cadre du Forum francophone de concertation du 13 au 16 mars 1997	2 300,00
Dubé, Francine	À titre de présidente de la Table sectorielle de concertation en économie, coordonner et animer les travaux lors des réunions.	600,00
Dupont, Louis	Exécuter les travaux de rédaction de documents et agir à titre de consultant dans le cadre du Forum francophone de concertation du 13 au 16 mars 1997	3 000,00
Groupe Logiscène inc.	Fournir le personnel et les équipements techniques lors de la réception et du spectacle organisé le 14 mars 1997 dans le cadre du Forum francophone de concertation	16 500,00
Hudon, Renée	Agir à titre de maître de cérémonie pendant la durée du Forum francophone de concertation du 13 au 16 mars 1997	1 200,00

Laplanche, Laurent	Agir à titre d'observateur-rapporteur dans le cadre du Forum francophone de concertation du 13 au 16 mars 1997	1 200,00
Le Théâtre Petit Champlain	Location de la salle de spectacle, des foyers, de la scène et des loges pour une représentation le 14 mars 1997 dans le cadre du Forum francophone de concertation	450,00
Multisax enr.	Services d'artiste (Martine Bouchard - Québec) pour le spectacle organisé dans le cadre du Forum francophone de concertation le 14 mars 1997	1 000,00
Musicalina	Services d'artiste (Lina Boudreau - Nouveau-Brunswick) pour le spectacle organisé dans le cadre du Forum francophone de concertation le 14 mars 1997	1 505,00
Nadeau, Jocelyn	À titre de président de la Table sectorielle de concertation en culture et communication, coordonner et animer les travaux lors des réunions.	800,00
Paquette, Robert	Services d'artiste (Robert Paquette -Ontario) pour le spectacle organisé dans le cadre du Forum francophone de concertation le 14 mars 1997	985,00
Productions de Grandmont	Services d'artiste (Jean-Guy Labelle - Ontario) pour le spectacle organisé dans le cadre du Forum francophone de concertation le 14 mars 1997	1 530,00
Productions Folle Avoine	Services d'artiste (Michelle Campagne - Saskatchewan) pour le spectacle organisé dans le cadre du Forum francophone de concertation le 14 mars 1997	1 565,00
Productions Micheline Sarrazin	Services d'artiste (Marie-Claire Séguin - Québec) pour le spectacle organisé dans le cadre du Forum francophone de concertation le 14 mars 1997	1 505,00
Trio Cousineau	Services d'artiste (Trio Cousineau - Québec) pour le spectacle organisé dans le cadre du Forum francophone de concertation le 14 mars 1997	875,00
Verge LeBel communication inc.	Production d'esquisses préliminaires du logo du Forum de concertation 1997 à partir du concept déjà élaboré pour les couvertures de la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada.	475,00
Verge LeBel communication inc.	Conception graphique de la papeterie du Forum francophone de concertation 1997.	625,00
Verge LeBel communication inc.	Conception graphique du logo du Forum francophone de concertation 1997.	1 500,00
Vincent, Suzanne	À titre de présidente de la Table sectorielle de concertation en éducation, coordonner et animer les travaux lors des réunions	800,00

QUESTION 8:

LISTE DÉTAILLÉE DES CONTRATS QUI, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 1996, ONT FAIT L'OBJET D'UN VERSEMENT SUPPLÉMENTAIRE PAR RAPPORT AU MONTANT INITIAL, LE MONTANT DU SURPLUS VERSÉ LE MONTANT DU CONTRAT INITIAL, LES RAISONS DU DÉPASSEMENT ET LE NOM DE L'ENTREPRISE QUI A RÉALISÉ LE CONTRAT.

Réponse : Aucun

QUESTION 9:

LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 1996-1997, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES:

- a) - la photocopie;
- b) - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- c) - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- d) - les téléavertisseurs;
- e) - le mobilier de bureau;
- f) - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires, calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
- g) - distributeurs d'eau de source;
- h) - le remboursement des frais de transport;
- i) - le remboursement des frais d'hébergement;
- j) - le remboursement des frais de repas;
- k) - le ressourcement ou préparation à la retraite;
- l) - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement: a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

Réponse :

a)	29 539 \$
b) Bureaux du Québec: (Le SAIC est inclus dans le compte ministériel du Conseil exécutif)	15 195 \$
c)	4 703 \$
d)	210 \$
e)	2 838 \$
f)	23 876 \$
g)	1 020 \$
h)	150 323 \$
i)	65 738 \$
j)	26 567 \$
k)	777 \$
l) Au Québec	15 685 \$
A l'extérieur du Québec	14 380 \$

QUESTION 10 :

LISTE DE TOUS LES VÉHICULES FOURNIS EN INDIQUANT POUR CHACUN:

- a) - la marque et le modèle du véhicule;
- b) - le coût d'acquisition ou de location et l'année de la transaction;
- c) - les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
- d) - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
- e) - le nom et le poste du bénéficiaire;
- f) - appel d'offres faits en 1996-1997 et les prévisions pour 1997-1998.

Réponse : Ne s'applique pas (Le véhicule antérieurement fourni au bureau du Québec à Toronto a été vendu le 16 janvier 1996 pour une somme de 10 200 \$).

QUESTION 11 :

POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS SOUS LEUR AUTORITÉ, COMBIEN DE PERSONNES, DONT LA COTISATION FUT PAYÉE EN 1996-1997 PAR L'EMPLOYEUR, SONT MEMBRES DE CORPORATIONS PROFESSIONNELLES, DE CLUBS PRIVÉS (CLUBS D'AFFAIRES), CLUBS SOCIAUX, CLUBS DE GOLF OU AUTRES) ET À QUELLE SOMME S'ÉLÈVE LE MONTANT GLOBAL PAYÉ POUR CES COTISATIONS?

- quelle est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de cotisation à chacun des clubs ou corporation professionnelle (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?

Réponse : Voir document joint.

11-MEMBERSHIP À DES CORPORATIONS OU CLUBS

BUREAU	CORPORATION/CLUB	MEMBRE	MONTANT
MONCTON	Conseil de la vie française en Amérique	Chef de poste	25 \$
	Conseil économique du Nouveau-Brunswick	Bureau	75 \$
	Atlantic provincial economic Council	Chef de poste	200 \$
	Chambre de commerce du Grand Moncton	Bureau	335 \$
	Société historique acadienne	Bureau	25 \$
OTTAWA	Cercle universitaire	Chef de poste	920 \$
TORONTO	Toronto Board of Trade	Chef de poste	350 \$
	The Empire Club	Attaché	50 \$
	Canadian Club of Toronto	Attaché	45 \$
	Cercle canadien de Toronto	Chef de poste	45 \$
	Cercle canadien de Toronto	Conseiller	45 \$
	Cercle canadien de Toronto	Attaché	45 \$
VANCOUVER	Théâtre La Seizième	Bureau	10 \$
	Canada West Foundation	Chef de poste	200 \$
	Vancouver Board of Trade	Chef de poste	490 \$
	Alliance française	Bureau	30 \$
	Canadian Health Food Association	Attaché	250 \$
	Canada-Korea Business Association	Chef de poste	60 \$
	Canada-Korea Business Association	Attaché	60 \$
	Quarterly Dinner Group	Chef de poste	150 \$
	Chambre de commerce de Vancouver	Bureau	150 \$
SAIC À QUÉBEC	Canadian Issues Group	Secrétaire gén. associé	6 000 \$
	Business Futures Network	Secrétaire gén. associé	2 500 \$
	Association pour l'accès et la protection de l'information	Conseiller	50 \$
	Center for Constitutionnal Studies	Directeur	35 \$

TOTAL:

12 145 \$

QUESTION 12 :

LE NOMBRE ET LA RÉPARTITION DU PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ, DES JEUNES DE MOINS DE 30 ANS, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES (DE CHAQUE MINISTÈRE ET POUR CHACUN DES ORGANISMES RELEVANT DE SA COMPÉTENCE) POUR CHAQUE CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) POUR 1996-1997 AINSI QUE LES PRÉVISIONS POUR 1997-1998, POUR CHAQUE CATÉGORIE, INDICHER LE POURCENTAGE PAR RAPPORT À L'EFFECTIF TOTAL DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME.

Réponse : Voir document joint.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE
12- LISTE CONCERNANT LA RÉPARTITION DU PERSONNEL* MASCULIN ET FÉMININ, DES JEUNES DE MOINS DE 30 ANS, DES PERSONNES HANDICAPÉES, ANGLOPHONES, AUTOCHTONES ET DES MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1996-1997

TITRE DU PROGRAMME: 03-02 - Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes

CORPS D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN	PERSONNEL FÉMININ	JEUNES DE MOINS DE 30 ANS	PERSONNES HANDICAPÉES	ANGLOPHONES	AUTOCHTONES	MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES
Administrateurs d'état	2	1					
Cadres	7						
Professionnels	23	10	1		1		2
Fonctionnaires	1	17					
Ouvriers							
TOTAL	33	28	1		1		2
% Par rapport à l'effectif total	35%	30%	1%		1%		2%

* Personnel régulier seulement

QUESTION 13 :

**À CHACUN DES MOIS DU DERNIER EXERCICE BUDGÉTAIRE (1996-1997)
POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, ET CE PAR CATÉGORIE
D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)**

- a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- b) nombre total d'heures de travail supplémentaires totales réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- c) nombre total de jours de vacances total pris par le personnel.

Réponse : Voir document joint.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13- CONGÉ DE MALADIE / TEMPS SUPPLÉMENTAIRE / VACANCES *

TITRE DU PROGRAMME: 03-02 - Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes

	NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL JRS	NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL JRS	NOMBRE D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES		
			PAYÉES HRES	COMPENSÉES HRES	TOTAL HRES
AVRIL	70,5	26,0	5,15	11,15	16,30
MAI	58,0	46,0	40,15		40,15
JUIN	104,0	42,5	66,00	34,30	100,30
JUILLET	406,5	36,0	31,30		31,30
AOÛT	327,5	51,5	82,45		82,45
SEPTEMBRE	46,5	63,5	56,30	4,30	61,00
OCTOBRE	36,5	45,0	143,30	4,30	148,00
NOVEMBRE	10,5	33,5	42,45	7,30	50,15
DÉCEMBRE	119,5	23,0	35,15	12,00	47,15
JANVIER	69,5	29,5	7,30	18,30	26,00
FÉVRIER	31,0	25,0	7,15	9,30	16,45
MARS	84,0	32,5	66,45	--	66,45
TOTAL	1 382,0	454,0	584,75	102,15	686,90 ⁽¹⁾

* Ce tableau n'inclut pas le personnel recruté localement

(1) Correspond à 457,93 heures travaillées

QUESTION 14 :

CONCERNANT LES EFFECTIFS DE CHACUN DES MINISTÈRES ET ORGANISMES ET CE POUR CHACUN DES EXERCICES BUDGÉTAIRES DEPUIS 1993-1994:

- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) Nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

Réponse : Voir document joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS / 1997-1998

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

14- VENTILATION DE L'EFFECTIF * PAR CATÉGORIE D'EMPLOI ET AUTRES QUESTIONS

Catégorie d'emploi	Effectifs réguliers autorisés (A)		Employés bénéficiant d'un traitement additionnel complexité de la tâche (B)	Employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la tâche (C)	Nombre de postes occupés (D)			Nombre de postes (F)	
	Québec	Hors-Québec			Québec	Hors-Québec	Québec	Occasionnels	Temporaires
Hors cadres	3				3				
Cadres supérieurs	4	4			3	4			
Cadres intermédiaires									
Professionnels	32	4	1	2	29	4	1	1	2
Techniciens	4				4				
Personnel de bureau	14				14		1		
Ouvriers									
TOTAL	57	8	1	2	53	8	2	2	2

* Ce tableau n'inclut pas le personnel recruté localement

QUESTION 15 :

**LA LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS PAR LA SIQ EN
INDIQUANT POUR CHACUN D'EUX:**

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1996-1997, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

Réponse : Fournie par le Conseil du trésor

QUESTION 16 :

MISE À PART LA SIQ, LA LISTE DES FIRMES EN 1996-1997 QUI LOUENT DES ESPACES EN INDIQUANT POUR CHACUNE D'ELLES:

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1996-1997, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

Réponse : Voir document joint

LISTE DES ESPACES EN LOCATION, AUTRE QUE LA SIQ

BUREAUX DU QUÉBEC AU CANADA

ESPACES À BUREAUX

FIRME	EMPLACEMENT	SUPERFICIE (en m ²)			COÛT / m ² AN
		LOUÉE	OCCUPÉE	INOC.	
Heritage Court Holdings Limited	Place Héritage 95, rue Foundry - Bureau 204 Moncton (Nouveau-Brunswick)	112,5	112,5	0	155,96 \$
Campeau Corporation	Place de Ville Ottawa Ontario 112, rue Kent, Tour B - Bureau 700 Ottawa (Ontario)	486,78	486,78	0	356,05 \$
Toronto Eaton Centre	Toronto Eaton Centre 20, rue Queen ouest - Bureau 1504 Toronto (Ontario)	1 151,9	1 151,9	0	302,48 \$
Tokyu Canada Corporation	World Trade Centre 640 - 999 Place Canada Vancouver (Colombie-Britannique)	310,4	310,4	0	382,21 \$

LOGEMENT DES CHEFS DE POSTE

FIRME	EMPLACEMENT	SUPERFICIE (en m ²)			COÛT MOIS
		LOUÉE	OCCUPÉE	INOC.	
Monsieur Jean Turner	331, Avenue Clemow Ottawa (Ontario)	N/D	N/D	0	2 300,00 \$
Seniority Investments LT	91, avenue Hazelton Toronto (Ontario)	N/D	N/D	0	4 500,00 \$
Monsieur May J. Fu	2702, 717, Jarvis Street Vancouver (Colombie-Britannique)	135,0	135,0	0	2 400,00 \$

QUESTION 17:

**LA LISTE DES CONTRATS, QUEL QUE SOIT LE MONTANT, ATTRIBUÉS
EN 1996-1997 SPÉCIFIQUEMENT À DES FIRMES DE COMMUNICATION,
DE RECHERCHE OU DE RELATIONS PUBLIQUES EN INDIQUANT:**

- le nom de la firme (était-ce le plus bas soumissionnaire?);
- le mandat et le résultat du contrat;
- la durée du contrat;
- le coût du contrat;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

Réponse : Voir document joint

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
17- LISTE DES CONTRATS ATTRIBUÉS EN 1996-1997 À DES FIRMES DE COMMUNICATION

NOM	MANDAT	COÛT	MODE D'OCTROI
Verge LeBel communication inc.	Production d'esquisses préliminaires du logo du Forum de concertation 1997 à partir du concept déjà élaboré pour les couvertures de la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada	475,00	contrat négocié
Verge LeBel communication inc.	Conception graphique de la papeterie du Forum francophone de concertation 1997	625,00	contrat négocié
Verge LeBel communication inc.	Conception graphique du logo du Forum francophone de concertation 1997	1 500,00	contrat négocié

QUESTION 18:

LA LISTE DES TARIFS (DROITS ET PERMIS) EN VIGUEUR POUR L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997 EN INDIQUANT:

- a) la tarification pour chacun des droits et permis reçus;
- b) le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
- c) pour l'année 1996-1997, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.

Réponse : Ne s'applique pas

QUESTION 19

a) LA LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE EN 1996-1997 EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU:

- la date de l'entrée en fonction;
- la date du départ, s'il y a lieu;
- le titre de la fonction;
- l'adresse du port d'attache;
- la classification;
- le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
- le montant total des indemnités de départ versées;
- la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique.

b) LE MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET POUR L'EXERCICE 1996-1997.

c) LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET.

Réponse : Cette information a déjà été fournie par le ministre des Transports

QUESTION 20

- a) **LA LISTE DU PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE EN 1996-1997 EN INDIQUANT POUR CHAQUE INDIVIDU:**
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date du départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse du port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
- b) **LE MONTANT TOTAL DES SALAIRES ET HONORAIRES VERSÉS PAR LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE POUR L'EXERCICE 1996-1997.**
- c) **LE NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE.**

Réponse : Voir document joint.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20-LISTE DU PERSONNEL DE LA SUITE SOUS-MINISTÉRIELLE POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 1996-1997

Titre et numéro du programme: 03-02 Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes						
Membres du personnel (ordre alphabétique)	Date d'entrée en fonction	Date du départ	Titre de la fonction	Classification	Traitement annuel	Port d'attache
Boivin, Michel	94-11-28		Secrétaire général associé	617.00	106 000 \$	Québec
Charland, Gilbert	96-08-07		Secrétaire adjoint	618.00	102 366 \$	Québec
Gagné, Line	97-03-10		Secrétaire adjointe	618.00	78 720 \$	Québec
Lachance, Francine	95-11-22		Secrétaire principale	297.05	30 262 \$ à 34 590 \$	Québec
Pineault, Annie	96-01-16		Agente de secrétariat, classe 1	221.10	27 796 \$ à 29 550 \$	Québec
Thibault, Hubert	95-11-20	96-08-07	Secrétaire général associé	617.00	105 600 \$	Québec

► Salaires et honoraires versés par la suite sous-ministérielle : 274 882 \$

► Nombre de total d'employés de la suite sous-ministérielle : 5

QUESTION 21

LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 1996-1997 À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU: a) MINISTRE - b) DU MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME, EN INDIQUANT:

- le nom de l'organisme ou de la personne concernée;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

Réponse : Voir document joint.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF
21 - CABINET DU MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
SUBVENTIONS 1996-1997
AU 31 MARS 1997

ORGANISMES	MONTANT
Alliance des radios communautaires du Canada	4 715,00 \$
Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF)	6 000,00 \$
Auclair, André	2 500,00 \$
C.I.F.A.	1 485,00 \$
C.J.S.E. 89,5 - Radio Beauséjour	2 750,00 \$
Conseil de la vie française en Amérique	500,00 \$
Corps de clairons & tambours, 3 ^e régiment inc.	2 000,00 \$
Coup de coeur francophone Montréal	3 000,00 \$
Échange VBCB	3 000,00 \$
(Entre parenthèses) - Les Éditions Atrium ltée	3 000,00 \$
Fédération acadienne du Québec	500,00 \$
Festival folklorique français "Une longue veillée"	2 750,00 \$
Fondation Paul Gérin-Lajoie	2 000,00 \$
Harm' Manik - École Manikoutai	1 250,00 \$
Hoegg Sue	1 000,00 \$
Morin, Éric	800,00 \$
Oxy-Jeunes inc.	1 000,00 \$
Québec dans le monde	1 750,00 \$
Ville de Desbiens	10 000,00 \$
Total	50 000,00 \$

QUESTION 22

LISTE DES CRÉDITS PÉRIMÉS, PAR PROGRAMME ET PAR ÉLÉMENT, POUR L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997.

Réponse :

Programme 03 - Affaires intergouvernementales canadiennes

Élément	-01	Cabinet ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes	34,7
	-02	Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	508,0
	-03	Représentation du Québec au Canada	--
	-04	Coopération interprovinciale et francophonie	196,1
			<hr/> 738,8

(Prévisions au 31 mars 1997)

QUESTION 23

LA VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (PRÉCISER LE MONTANT REÇU) EN 1996-1997 DANS LE CADRE DES DIVERS PROGRAMMES À FRAIS PARTAGÉS; POUR CHACUN DE CES PROGRAMMES, DESCRIPTION SOMMAIRE DU MODE DE SUBVENTION.

Réponse : Ne s'applique pas

QUESTION 24

**BILAN DES RÉALISATIONS DU PLAN STRATÉGIQUE DU GRAND
MONTREAL PAR MINISTÈRES OU ORGANISMES SOUS SA JURIDICTION.**

Réponse : La réponse sera fournie par le ministre d'État à la métropole.

QUESTION 25

PRÉVISIONS POUR 1997-1998 DES CRÉDITS ALLOUÉS POUR CHACUN DES MINISTÈRES ET DES ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS QUI PARTICIPENT AU PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL VISANT LE REDRESSEMENT DE LA MÉTROPOLE.

Réponse : Ne s'applique pas.

QUESTION 26

LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR QUELQUE OPÉRATION RELIÉE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX DEUX SOMMETS SOCIO-ÉCONOMIQUES ET AUX ACTIVITÉS DE SUIVI :

- a) - le poste occupé;
- b) - le port d'attache;
- c) - le salaire ou honoraires;
- d) - la durée et la nature du mandat ou du contrat;
- e) - les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
- f) - les coûts de location de salles de réunion, de bureaux;
- g) - les frais de bureautique, papeterie, ordinateur, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

Réponse : La réponse sera fournie par le ministère du Conseil exécutif

QUESTION 27

LISTE DU PERSONNEL LIBÉRÉ POUR LES NÉGOCIATIONS DANS LA FONCTION PUBLIQUE:

- la masse salariale prévue à cet effet;
- le nombre de jours par employé prévus.

Réponse : Aucun

QUESTION 28

**LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS
(CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) EN INDIQUANT:**

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- date de la mise en disponibilité.

Réponse : Fournie par le Conseil du trésor.

QUESTION 29

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE:

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin d'assignation, s'il y a lieu

Réponse : Aucun

QUESTION 30

**LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À
DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET
AUTRES:**

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

Réponse : Aucun

QUESTION 31

LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE:

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

Réponse : Aucun

QUESTION 32

LISTE DES CADRES ET HAUTS FONCTIONNAIRES (ADMINISTRATEURS D'ÉTAT) QUI ONT DÉMISSIONNÉ, QUI ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS, OU MIS À PIED:

- salaire;
- date du changement;
- primes de séparation;
- assignation initiale;
- assignation actuelle.

Réponse : La liste des hauts fonctionnaires sera fournie par le ministère du Conseil exécutif.

Voir document joint pour les cadres.

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

32-LISTE DES CADRES QUI ONT DÉMISSIONNÉ, QUI ONT ÉTÉ RÉAFFECTÉS OU MIS À PIED

TITRE ET NUMÉRO DU PROGRAMME : 03-02 - Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes

NOM	ASSIGNATION INITIALE	ASSIGNATION ACTUELLE	DATE DU CHANGEMENT	SALAIRE	PRIME DE SÉPARATION
Gagné, Line	S.A.I.C.	S.A.I.C.	97-03-10	78 720	Nil

QUESTION 33

LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIE D'EMPLOIS (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES) QUI REÇOIT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION, SOIT CELLE RATTACHÉE À LEUR FONCTION ET UN REVENU D'UN RÉGIME DE RETRAITE DU SECTEUR PUBLIC, PARAPUBLIC OU DES RÉSEAUX DE LA SANTÉ ET DE L'ÉDUCATION, SOIT LES COMMISSIONS SCOLAIRES, LES CEGEPS, LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES, LES RÉGIES RÉGIONALES DE LA SANTÉ ET LES ÉTABLISSEMENTS HOSPITALIERS, EN INDIQUANT:

- salaire de la personne;
- montant reçu du régime de retraite.

Réponse : Aucun

QUESTION 34

POUR CHACUN DES MINISTÈRES OU ORGANISMES PUBLICS ET PARAPUBLICS, LA LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE (ANNÉE D'ACQUISITION, MODÈLE) DONT ILS SE SONT DÉPARTIS AU COURS DE L'ANNÉE 1995-1996 ET 1996-1997 ET, DANS CHACUN DES CAS, PRÉCISER OÙ CE MATÉRIEL A ÉTÉ ACHÉMINÉ (RECYCLAGE, DESTRUCTION, VENTE, DON, ETC.)

Réponse : Le matériel informatique déclaré en surplus par le SAIC est inclus dans la liste produite par le Conseil exécutif

QUESTION 35

LISTE DU PERSONNEL PERMANENT, CONTRACTUEL OU OCCASIONNEL LIBÉRÉ OU EMBAUCHÉ POUR QUELQUE OPÉRATION RELIÉE DIRECTEMENT OU INDIRECTEMENT AUX ACTIVITÉS DES COMMISSIONS DOYON, NICOLET, CORBO, BELLEMARRE, O'BREADY, POITRAS, FISCALITÉ ET LE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS, EN INDIQUANT DE FAÇON DISTINCTE POUR CHACUN DES ITEMS PRÉCITÉS:

- le poste occupé;
- le port d'attache;
- le salaire ou honoraires;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
- les coûts de location des bureaux, salles de réunion ou d'audition;
- les frais de bureautique, papeterie, ordinateurs, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

Réponse : Aucun

DÉFENSE DES CRÉDITS 1997-1998

Renseignements particuliers

**AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES
ÉTUDE DES CRÉDITS 1997-1998
RENSEIGNEMENTS DEMANDÉS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

SECTION II : QUESTIONS PARTICULIÈRES

- 1- MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRATS EN 1996-1997.
- 2- BILAN DÉTAILLÉ DES ENTENTES FÉDÉRALES-PROVINCIALES (PROJETS SUBVENTIONNÉS, CONTRIBUTION RESPECTIVE D'OTTAWA ET DE QUÉBEC POUR CHAQUE PROJET) POUR L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997.
- 3- BILAN DES ENTENTES INTERPROVINCIALES COMPORTANT TRANSFERTS OU NON. DESCRIPTION DE L'ENTENTE, BILAN DE LA MISE EN OEUVRE, LE CAS ÉCHÉANT IDENTIFICATION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS ET CONTRIBUTION DE QUÉBEC ET DE LA OU LES PROVINCES CONCERNÉE(S).
- 4- LISTE DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES DURANT L'EXERCICE 1996-1997 POUR DES RECHERCHES OU AVIS JURIDIQUES (MONTANT DU CONTRAT, DÉFINITION DU MANDAT ET CURRICULUM VITAE DU CONTRACTANT ET RÉSULTAT).
- 5- LISTE DÉTAILLÉES DES DÉPENSES DE TRANSFERTS PAR CATÉGORIE DURANT L'EXERCICE 1996-1997 (ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF, PERSONNES, ORGANISMES D'ÉTAT).
- 6- LISTE DÉTAILLÉE DES DÉPENSES RELATIVES À L'EMBAUCHE DE CONSEILERS JURIDIQUES, POLITIQUES OU CONSTITUTIONNELS PAR LE SECRÉTARIAT ET LE CABINET DU MINISTRE POUR L'ANNÉE 1996-1997. PRÉCISER POUR CHACUN D'EUX LA DURÉE DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES ET JOINDRE UNE COPIE DU CURRICULUM VITAE.
- 7- LISTE DÉTAILLÉE DES DÉPENSES ET BILAN DES ACTIVITÉS DÉCOULANT DE LA COLLABORATION AVEC LE MINISTRE ET LE SECRÉTARIAT À LA RESTRUCTURATION TEL QU'ORDONNÉ PAR LE DÉCRET 1465-94 DU 28 SEPTEMBRE 1994.
- 8- LISTE DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES TEMPORAIREMENT AFFECTÉ AU SECRÉTARIAT DES COMMISSIONS RÉGIONALES ET DE LA COMMISSION NATIONALE SUR L'AVENIR DU QUÉBEC. PRÉCISER POUR CHACUN D'EUX LA DURÉE DU MANDAT ET LA DÉFINITION DE TÂCHES.
- 9- COPIE DES DOCUMENTS ET AVIS PRÉPARÉS EN 1995-1996 ET EN 1996-1997 PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS RÉGIONALES ET DE LA COMMISSION NATIONALE SUR L'AVENIR DU QUÉBEC TELLES QUE MISES SUR PIED EN JANVIER 1995.
- 10- BUDGET, BILAN, MANDAT, EFFECTIF ET DESCRIPTION DE TÂCHES DES EMPLOYÉS POUR CHACUN DES BUREAUX DU QUÉBEC AU CANADA, AU 31 MARS 1996.
- 11- LISTE DES RENCONTRES OU CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES AUXQUELLES LE SECRÉTARIAT OU LES REPRÉSENTANTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ONT PARTICIPÉ OU ONT REFUSÉ DE PARTICIPER DURANT L'ANNÉE 1996-1997.

- 12- LISTE DES RENCONTRES, CONFÉRENCES INTERPROVINCIALES CANADIENNES OU RENCONTRES AVEC UN HOMOLOGUE D'UNE AUTRE PROVINCE CANADIENNE OU DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OÙ LE MINISTRE QUÉBÉCOIS DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES A PARTICIPÉ OU REFUSÉ DE PARTICIPER, EN INDIQUANT LA DATE ET LE SUJET.
- 13- IDENTIFICATION DES CONDITIONS, NORMES ET MODALITÉS D'APPLICATION DU PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERPROVINCIALE.
- 14- VENTILATION DES BUDGETS AFFECTÉS AU PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERPROVINCIALE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997. LISTE DES ENTENTES DE COOPÉRATION AVEC LES AUTRES PROVINCES CANADIENNES. LISTE DES ORGANISMES DES AUTRES PROVINCES QUI BÉNÉFICIENT DU PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERPROVINCIALE AVEC, POUR CHACUN, LE MONTANT, LE MANDAT ET LE BILAN.
- 15- RAPPORT BUDGÉTAIRE DU PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERPROVINCIALE POUR 1995-1996 ET 1996-1997 EN INDIQUANT LE BUDGET, LES SOMMES ENGAGÉES, LA DISPONIBILITÉ ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES CRÉDITS PÉRIMÉS.
- 16- IDENTIFICATION DES CONDITIONS, NORMES ET MODALITÉS D'APPLICATION DU PROGRAMME DE FINANCEMENT DE PARTENARIAT.
- 17- VENTILATION DES BUDGETS AFFECTÉS AU PROGRAMME DE FINANCEMENT DE PARTENARIAT POUR 1995-1996 ET 1996-1997. LISTE DES ENTENTES, LISTE DES ORGANISMES DES AUTRES PROVINCES QUI BÉNÉFICIENT DU PROGRAMME AVEC, POUR CHACUN, LE MONTANT ET LE BILAN.
- 18- RAPPORT BUDGÉTAIRE DU PROGRAMME DE FINANCEMENT DE PARTENARIAT POUR 1995-1996 ET 1996-1997 EN INDIQUANT LE BUDGET, LES SOMMES ENGAGÉES. LA DISPONIBILITÉ ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES CRÉDITS PÉRIMÉS.
- 19- VENTILATION DES BUDGETS AFFECTÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA FRANCOPHONIE CANADIENNE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997, LISTE DES ORGANISMES QUI EN BÉNÉFICIENT AVEC, POUR CHACUN, LE MONTANT, LE MANDAT ET LE BILAN.
- 20- BILAN DES ACTIVITÉS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS DU SECRÉTARIAT À LA FRANCOPHONIE POUR 1996-1997.
- 21- ORGANIGRAMME DU SECRÉTARIAT À LA FRANCOPHONIE.
- 22- BILAN DU PROGRAMME DE COOPÉRATION UNIVERSITAIRE QUÉBEC-PROVINCES CANADIENNES ET DES CONVENTIONS RELATIVES À L'ADMISSION D'ÉTUDIANTES ET D'ÉTUDIANTS À DES PROGRAMMES DÉSIGNÉS D'ÉTUDE EN FRANÇAIS DANS DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES.
- 23- BILAN ET RÉALISATION DES STRUCTURES D'ÉCHANGES TOURISTIQUES ENTRE LES FRANCOPHONES DES AUTRES PROVINCES ET LE QUÉBEC.
- 24- LISTE DES MEMBRES DES TABLES SECTORIELLES PERMANENTES DE CONCERTATION EN INDIQUANT LA DATE DE NOMINATION. BILAN DES ACTIVITÉS DES TABLES ET DATES DES RÉUNIONS TENUES EN 1996-1997.
- 25- PLAN D'ACTION DES TABLES SECTORIELLES PERMANENTES DE CONCERTATION.

- 26- BILAN ET BUDGET POUR 1996-1997 ET 1997-1998 RELATIFS À LA MISE EN OEUVRE DU FORUM TRIENNAL DE CONCERTATION.
- 27- COPIE DU PLAN STRATÉGIQUE 1997-1998, PRÉSENTÉ AU CONSEIL DU TRÉSOR.
- 28- PRÉVISION DE RÉFÉRENCE AYANT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 1997-1998, PRÉSENTÉ AU CONSEIL DU TRÉSOR.
- 29- CONCERNANT LE RAPPORT COURCHENE (A CONVENTION ON THE CANADIAN ECONOMIC AND SOCIAL SYSTEMS, AOÛT 96), DRESSER LA LISTE DES AVIS, OPINIONS, ANALYSES OU RECOMMANDATIONS PRÉPARÉES PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES. INDIQUER SOMMAIREMENT LE SUJET PRINCIPAL DE L'AVIS, OPINION, ANALYSE OU RECOMMANDATION, LA TENUEUR ET LES CONCLUSIONS.
- 30- CONCERNANT LE "REPORT TO PREMIERS ON SOCIAL POLICY REFORM AND RENEWAL", (MARS 1996), DRESSER LE BILAN DES AVIS, OPINIONS, ANALYSES OU RECOMMANDATIONS PRÉPARÉS PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES. INDIQUER LE SUJET PRINCIPAL DE L'AVIS, OPINION, ANALYSE OU RECOMMANDATION, LA TENUEUR ET LES CONCLUSIONS.

QUESTION 1 :

MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET / OU PAR SOUS-CONTRATS EN 1996-1997.

Réponse :

<u>Mandat</u>	<u>Coûts</u>
Déplacer monuments électriques et téléphoniques et multiplexeur (H3.I00)	609 \$
Installer 4 jalousies paraboliques (H3.I00)	219 \$
Travaux d'électricité: passer un câble d'imprimante	120 \$
TOTAL	948 \$

QUESTION 2 :

BILAN DÉTAILLÉ DES ENTENTES FÉDÉRALES-PROVINCIALES (PROJET SUBVENTIONNÉS, CONTRIBUTION RESPECTIVE D'OTTAWA ET DE QUÉBEC POUR CHAQUE PROJET) POUR L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997.

Réponse : Voir document joint

LISTE DES ENTENTES FÉDÉRALES-PROVINCIALES
SIGNÉES PENDANT L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997

Entente Canada / Québec établissant les modalités applicables au processus d'approbation des budgets des commissions scolaires Crie et Kativik.

Entente Canada / Québec / Communauté montagnaise Uashat mak Mani-Utenam concernant la prestation de services policiers autochtones.

Entente Canada / Québec / Conseil de bande du Lac Simon concernant la prestation des services policiers autochtones.

Accord Canada / Québec concernant l'application du programme d'aide à l'horticulture fruitière et légumière.

Entente globale sur la mise en commun du lait de classe spéciale.

Entente Canada / Québec relative à un versement fédéral au fonds de l'assurance stabilisation des revenus agricoles pour l'année d'imposition 1994.

Accord Canada / Québec concernant une contribution versée à la province pour le programme Horti-Plus.

Accord Canada / Québec prévoyant la communication de renseignements en vertu de la Loi sur la sécurité de la vieillesse et de la Loi sur l'assurance-maladie.

Amendement numéro 15 à l'Entente auxiliaire Canada / Québec sur le développement industriel.

Amendement numéro 1 à l'Entente auxiliaire Canada / Québec sur le développement industriel (1991).

Entente Canada / Québec concernant la réorganisation du territoire de la ville de Schefferville et l'agrandissement de la réserve indienne Matimekosh.

Entente sur la mise en commun de tout le lait.

Renouvellement de l'Accord Canada / Québec relatif aux services de traitement et de réadaptation en matière d'alcoolisme et de toxicomanie.

Entente Canada / Québec / Industrie québécoise des produits de seconde transformation du bois, pour le financement conjoint d'un organisme de développement et de promotion internationale des produits de seconde transformation du bois au Québec.

Entente Canada / Québec / Conseil de la police amérindienne concernant la prestation des services policiers dans les treize communautés autochtones membres du conseil et concernant l'encadrement, le soutien et la formation de ces services policiers par le CPA.

Entente Canada / Québec / Conseil de bande Micmac de Gesgapegiag sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil de la première nation de Longue Pointe sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil de bande de Timiskaming sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil de bande d'Odanak sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil de bande des Atikamekw de Manawan sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil de bande de Weymontachie sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil des Montagnais du Lac St-Jean - Mashteuiatsh sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil de bande des Montagnais d'Essipit sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil de bande de Mingan sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil de bande des Montagnais de la Romaine sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil de bande des Montagnais de Natashquan sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil des indiens Montagnais de Schefferville sur les services policiers.

Entente Canada / Québec / Conseil des Montagnais de Pakua Shipi sur les services policiers.

Accord intergouvernemental canadien concernant l'Accord Nord-Américain de coopération dans le domaine de l'environnement entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada (ANACE).

Accord fédéral / provincial modifiant l'Accord fédéral/provincial instituant le programme de stabilisation du revenu net (modification numéro 4).

Accord fédéral / provincial modifiant l'Accord fédéral / provincial instituant le programme compte de stabilisation du revenu net (modification numéro 5).

Entente Canada / Québec relative à la mise en oeuvre du plan national de transition pour les pommes.

Entente modificatrice numéro 1 du plan national tripartite de stabilisation du prix des pommes.

Entente Canada / Québec / les Mohawks de Kanesatake concernant le maintien de l'ordre à Kanesatake.

Accord intergouvernemental canadien concernant l'Accord Nord-Américain de coopération dans le domaine du Travail.

Entente Canada / Québec relative à l'aide juridique en matière de droit criminel et de la Loi sur les jeunes contrevenants.

Reconduction (par échange de lettres) de l'Entente Canada / Québec relative au programme national de gestion de l'entreprise agricole.

Protocole d'Entente Canada / Québec relatif à l'alphabétisation.

Protocole d'Entente Canada / Québec portant sur les contributions versées par le gouvernement fédéral au titre des services offerts aux adolescents en vertu de la Loi sur les jeunes contrevenants.

Accord modificateur numéro 55 d'un accord intervenu le 21 août 1967, tel que modifié, entre les parties aux présentes au titre de la partie I du régime d'assistance publique du Canada.

Entente Canada / Québec / Conseil de la Première nation de Eagle Village, sur les services de police.

Entente Canada / Québec / Conseil de bande de Kitigan Zibi Anishnabeg sur l'encadrement, le soutien et la coordination de la formation du service de police de Eagle Village.

Entente Canada / Québec portant sur un programme de reconstruction économique temporaire.

*** Ces ententes sont gérées par les ministères sectoriels concernés.**

QUESTION 3 :

BILAN DES ENTENTES INTERPROVINCIALES COMPORTANT TRANSFERT OU NON. DESCRIPTION DE L'ENTENTE, BILAN DE LA MISE EN OEUVRE, LE CAS ÉCHÉANT IDENTIFICATION DES PROJETS SUBVENTIONNÉS ET CONTRIBUTION DE QUÉBEC ET DE LA OU LES PROVINCES CONCERNÉE(S)

Réponse : Voir document joint

LISTE DES ENTENTES INTERPROVINCIALES
SIGNÉES PENDANT L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997

Amendements à l'Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et de l'Ontario - Acquisition des biens et des services par les grands réseaux parapublics.

Entente Ontario / Québec sur la mobilité de la main-d'oeuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle, des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction.

Amendement à l'Accord de libéralisation des marchés publics du Québec et de l'Ontario - Acquisition d'autobus par les municipalités.

Engagements des Premiers ministres de l'Ontario et du Québec relatifs à l'entente du 6 décembre 1996 sur la mobilité de la main-d'oeuvre et la reconnaissance de la qualification professionnelle des compétences et des expériences de travail dans l'industrie de la construction.

QUESTION 4:

BILAN DES CONTRATS OCTROYÉS PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES DURANT L'EXERCICE 1996-1997 POUR DES RECHERCHES OU AVIS JURIDIQUES (MONTANT DU CONTRAT, DÉFINITION DU MANDAT ET CURRICULUM VITAE DU CONTRACTANT ET RÉSULTAT).

Réponse : Aucun

QUESTION 5

**LISTE DÉTAILLÉE DES DÉPENSES DE TRANSFERT PAR CATÉGORIE
DURANT L'EXERCICE 1996-1997 (ORGANISMES SANS BUT LUCRATIF,
PERSONNES, ORGANISMES D'ÉTAT).**

RÉPONSE

<i>PROGRAMMES</i>	<i>DÉPENSES</i>
Soutien financier aux partenariats	1 078 850 \$
Coopération Interprovinciale	634 991 \$
TOTAL:	1 713 841 \$

- Voir, en annexe, la liste des subventions octroyées dans le cadre du Programme de soutien financier aux partenariats entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada. Toutes les subventions ont été attribuées à des organismes;
- Voir, en annexe, la liste des subventions octroyées dans le cadre du Programme de coopération interprovinciale. Une subvention à un organisme d'État a été accordée (indiquée par un carré) et une seule subvention attribuée à un individu (indiquée par un point).

PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX PARTENARIATS ENTRE LE
QUÉBEC ET LES COMMUNAUTÉS FRANCOHONES ET ACADIENNES DU CANADA

EXERCICE FINANCIER 1996-1997

LISTE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES PAR VOLET:

Volet I:	Pancanadien:	286 500 \$
Volet II:	Est:	324 500 \$
Volet III:	Centre:	328 850 \$
Volet IV:	Ouest:	139 000 \$
<u>TOTAL:</u>		<u>1 078 850 \$</u>

VOLET I - PANCANADIEN

BENEFICIAIRES	DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNES	SUBVENTIONS ACCORDÉES
ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ALBERTA	Recrutement et formation d'artistes de l'Ouest pour participer à des galas de la chanson	18 000\$
ASSOCIATION CANADIENNE D'ÉDUCATION DE LANGUE FRANÇAISE	Organisation d'un symposium national sur l'école française et l'identité culturelle	20 000\$
ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS BILINGUES DU MANITOBA	Tenue d'un forum économique en Beauce-Artigan sous le thème «Les gens d'affaires francophones du Canada: une alliance pratique pour des résultats concrets»	20 000\$
CENTRE FRANCOPHONE DE RECHERCHE EN INFORMATISATION DES ORGANISATIONS	Activités de sensibilisation, de formation et d'information visant l'appropriation des inforoutes au sein des communautés francophones au Canada et au Québec	50 000\$
COUP DE COEUR FRANCOPHONE	Mise sur pied d'une structure de diffusion pancadienne pour des échanges d'artistes de la chanson francophone canadienne	45 000\$
REGROUPEMENT DES ÉDITEURS CANADIENS-FRANÇAIS	Réalisation d'une étude sur la performance des éditeurs canadiens-français à un projet de commercialisation du livre au Québec	10 000\$
REGROUPEMENT NATIONAL DES PROFESSIONNELS(LES) DE LA CHANSON ET DE LA MUSIQUE	Campagne de promotion de la chanson et de la musique canadiennes-françaises dans le cadre de Coup de coeur francophone à Montréal	8 000\$
VUES D'AFRIQUE	Organisation d'événements culturels mettant en valeur différents aspects culturels d'artistes professionnels d'origine africaine ou créole	15 000\$
SOCIÉTÉ DES COMMUNICATIONS DU MANITOBA INC.	Création d'un site Internet sur l'histoire de la francophonie dans l'Ouest du Canada, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest	30 000\$
RÉSEAU D'ENSEIGNEMENT FRANCOPHONE A DISTANCE	Ateliers de perfectionnement en formation à distance destinés aux enseignants, administrateurs et personnes ressources	20 000\$
RENDEZ-VOUS DU CINÉMA QUÉBÉCOIS (Les)	Permettre à l'organisme d'étendre ses activités en C-B et en Ontario	15 000\$
CENTRE ÉDUCATIF ET COMMUNAUTAIRE DE L'ALBERTA	Implantation d'un programme d'alphabetisation familiale dans les communautés francophones et acadiennes et au Québec	12 000\$
ALLIANCE DES RADIOS COMMUNAUTAIRES DU CANADA	Création d'un CD-ROM pour les membres de ses conseils d'administration	10 500\$
THÉÂTRE DE LA VIEILLE 17	Production d'un pièce théâtrale pour jeune public	13 000\$

Total: 286 500\$

VOLET II - ILE-DU-PRINCE-EDOUARD

BENEFICIAIRES	DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNES	SUBVENTIONS ACCORDÉES
FÉDÉRATION CULTURELLE DE L'I-P-É	1) Stages de formation professionnelle pour les finalistes du Gala de la chanson de l'Ile-du-Prince-Édouard	5 000\$
	2) Ateliers de formation dans des disciplines reliées aux arts de la scène	8 000\$
FESTIVAL MONDIAL DE DANSE DE L'I-P-É	Échange de troupes de danse internationales entre les festivals de l'I-P-É et celui de Drummondville	10 000\$
SOCIÉTÉ ÉDUCATIVE DE L'I-P-É	1) Session de formation en gestion de projets multimédias	6 000\$
	2) Production d'un cours sur l'autosuffisance économique sur CD-ROM	15 000\$
TROUPE DE LA RÉGION ÉVANGÉLINE	Participation à l'édition 1997 du Carnaval de Québec	1 500\$
VOIX ACADIENNE	Échange de deux chroniques hebdomadaires sur la réalité francophone	10 000\$
CONSEIL DES ACADIENS ET ACADIENNES DE LA RÉGION ÉVANGÉLINE	Diffusion de produits culturels québécois à la population de la région Évangéline	2 000\$

Total: 57 500\$

VOLET II - NOUVEAU-BRUNSWICK

BENEFICIAIRES	DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNES	SUBVENTIONS ACCORDÉES
COMITÉ ORGANISATEUR DE LA 17e FINALE DES JEUX DE L'ACADIE INC.	Participation d'une délégation de Bonaventure à la finale des Jeux qui s'est tenue à Saint-Jean	4 000\$
ÉDITIONS PERCE-NEIGE LTÉE	Lancement d'oeuvres littéraires acadiennes à Montréal	2 000\$
INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE - CULTURE & SOCIÉTÉ	Production d'un bilan des relations Québec-Acadie en matière culturelle	24 000\$
JEUNES ENTREPRISES DU GRAND MONCTON	Cours de formation en gestion d'entreprises à de jeunes francophones	2 000\$
LIBRAIRIE LA GRANDE OURSE	Participation d'auteurs québécois à différents événements littéraires du Nouveau-Brunswick et de la Nouvelle-Écosse	6 000\$
MTA PRODUCTIONS	Traduction en français d'une série vidéo pour la formation des infirmiers et infirmières	18 000\$
SOCIÉTÉ DES ACADIENS ET ACADIENNES DU N-B	Campagne de financement, promotion et encadrement de bénévoles	20 000\$
THÉÂTRE POPULAIRE D'ACADIE	Présentation d'ateliers artistiques par des experts québécois et acadiens	5 000\$
UNIVERSITÉ LAVAL	Stages pour étudiants en infographie se spécialisant en francophonie nord-américaine	10 000\$
UNIVERSITÉ DE MONCTON	1) Ciné-conférences via le programme des Grands Explorateurs; 2) Réalisation d'une pièce théâtrale par des Québécois et des Acadiens	3 000\$ 4 000\$
THÉÂTRE L'ESCAOUETTE	Création de spectacles destinés aux adolescents	10 000\$
GROUPE VILLEC ET UNIVERSITÉ DE MONCTON	Production de publications sur le paysage linguistique au Québec et au N-B	3 000\$
EAST COAST MUSIC ASSOCIATION	Promotion de la chanson acadienne au Québec	16 000\$
TECHNI-SONORE INC.	Production d'un disque audionumérique	3 000\$
ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS DU NOUVEAU-BRUNSWICK	Mise sur pied d'un groupe de travail sur l'action des groupes locaux et municipa-lités francophones	18 000\$
CONSEIL ACADIEN DE LA COOPÉRATION	Appui technique et formation à une coopérative funéraire	14 000\$
ÉDITIONS COOPÉRATIVES DU VEND'D'EST LTÉE	Production d'une section spéciale dans le magazine Ven'd'Est sur les liens entre les familles acadiennes du Québec et celles de l'Atlantique	5 000\$
SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ACADIE	Implantation d'un concept de l'économusée québécois dans les régions acadiennes	40 000\$

Sous-total: 207 000\$

VOLET II - NOUVEAU-BRUNSWICK

BENEFICIAIRES	DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNES	SUBVENTIONS ACCORDÉES
CONSEIL PROVINCIAL DES SOCIÉTÉS CULTURELLES	Tournées d'artistes et groupes québécois au Nouveau-Brunswick	15 000\$
FÉDÉRATION DES ASSOCIATIONS DE FAMILLES ACADIENNES	Activités d'échanges et de coopération avec les familles souches québécoises	4 000\$

SAIC - DBCF
Mars 1997

Sous-total:	19 000\$
--------------------	-----------------

Total:	226 000\$
--------	-----------

VOLET II - NOUVELLE-ÉCOSSE

BENEFICIAIRES	DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNES	SUBVENTIONS ACCORDÉES
CHOEUR D'ENFANTS DE CHÉTICAMP	Tournée de concerts à Québec	3 000\$
CONSEIL CULTUREL ACADIEN DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	1) Production d'un disque mettant en vedette les lauréats de divers galas de la chanson;	5 000\$
	2) Stages de formation en écriture de la chanson, voix et tenue en scène	5 000\$
CONSEIL JEUNESSE PROVINCIAL DE LA NOUVELLE-ÉCOSSE	Ateliers de formation dans le cadre du Festival Jeunesse de l'Atlantique	5 000\$
ASSOCIATION DES JURISTES D'EXPRESSION FRANÇAISE DE LA N-É	Création d'outils de partenariats avec la Chambre des notaires du Québec	3 000\$
FESTIVAL FOLKLORIQUE DE LUNENBURG	Entente de jumelage avec le Festival mondial de folklore de Drummondville	2 000\$
COOPÉRATIVE RADIO CHÉTICAMP LTÉE	Production d'une série d'émissions pour les artistes locaux de la chanson	3 000\$

Total: 26 000\$

VOLET II - TERRE-NEUVE

BENEFICIAIRES	DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNES	SUBVENTIONS ACCORDÉES
ASSOCIATION FRANCOPHONE DE SAINT-JEAN	Exposition multidisciplinaire sur l'histoire et la culture terre-neuviennes	12 000\$
FÉDÉRATION DES FRANCOPHONES DE TERRE-NEUVE ET DU LABRADOR	Expertise-conseil québécoise pour une conférence provinciale à l'intention des femmes francophones de Terre-Neuve	3 000\$

Total: 15 000\$

VOLET III - ONTARIO

BENEFICIAIRES	DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNES	SUBVENTIONS ACCORDÉES
ASSOCIATION HAITIENNE DE TORONTO	Organisation d'un colloque et d'un festival artistique	8 50\$
CENTRE DE RECHERCHE EN CIVILISATION CANADIENNE-FRANÇAISE	Aide à la reconstitution du patrimoine littéraire de la francophonie du Québec et hors Québec	15 000\$
DIRECTION-JEUNESSE	Conférences, ateliers et autres événements pour les jeunes entrepreneurs de la francophonie internationale	20 000\$
FESTIVAL FRANCO-ONTARIEN (1994) INC.	Production d'une émission télévisée de musique classique dans le cadre du Festival	18 000\$
FRANCO-FETE	Réalisation d'un grand spectacle de la Saint-Jean	18 000\$
KLEKTIKS (Les)	Première production théâtrale française d'un auteur ontarien	12 000\$
PRODUCTIONS ROCH BRUNETTE INC.	Production d'une mini-série documentaire sur le patrimoine musical	20 000\$
RADIO COMMUNAUTAIRE CORNWALL-ALEXANDRIA INC.	Production d'une série d'émissions dans le domaine artistique	25 000\$
SALON DU LIVRE DE TORONTO	Organisation de différentes activités dans le cadre du Festival des écrivains 1996	20 000 \$
THÉÂTRE DU TRILLIUM	Production de pièces théâtrales	6 000\$
THÉÂTRE LA CATAPULTE	Production et présentation, à Ottawa, Montréal et Toronto, d'un spectacle théâtre/musique	25 000\$
BUREAU DES REGROUPEMENTS DES ARTISTES VISUELS DE L'ONTARIO	Parution d'un bulletin spécial en collaboration avec une équipe québécoise	7 000\$
CENTRE DE JOUR GUIGUES	Ouverture d'un centre de jour pour les aînés francophones	12 000\$
CENTRE FRANCOPHONE DU TORONTO MÉTROPOLITAIN	Échanges entre des ateliers de sculpture de Toronto et de Montréal	8 000\$
CONSEIL DE LA COOPÉRATION DE L'ONTARIO	Mise sur pied d'un mouvement coopératif en milieu de la santé et scolaire	25 000\$
ÉDITION MAJACQUIE (Journal Canora)	Parution d'un nouveau numéro mensuel et distribution	15 000\$
J'AIME APPRENDRE INC.	Développement d'un service d'aide aux sans-emploi	45 000\$
UNIVERSITÉ LAVAL	Étude de faisabilité pour le développement d'une structure francophone permanente de formation continue en promotion de la santé	16 000\$

VOLET IV - ALBERTA

BENEFICIAIRES	DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNES	SUBVENTIONS ACCORDEES
ASSOCIATION CANADIENNE-FRANÇAISE DE L'ALBERTA	Promotion des arts de la scène et visuels par des échanges entre des maisons de la culture de Montréal et les services culturels de l'Association	25 000\$
ALLIANCE CHORALE ALBERTA	Organisation de camps musicaux d'été	4 500\$

Total: 29 500\$

VOLET IV - COLOMBIE-BRITANNIQUE

BENEFICIAIRES	DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNES	SUBVENTIONS ACCORDÉES
CENTRE CULTUREL FRANCOPHONE DE VANCOUVER	Jumelage du Festival d'été de Vancouver et du Festival international d'été de Québec	12 000\$
ÉDUCACENTRE	Offrir à la communauté francophone de Vancouver un accès au réseau Internet en développant des cours de formation	15 000\$
IDÉLIRE	Tournée, dans les classes de français, d'auteurs et illustrateurs québécois	10 000\$
THÉÂTRE LA SEIZIEME	Présentation, dans les écoles primaires et secondaires, d'une pièce pour enfants	15 000\$
VISIONS OUEST PRODUCTIONS	Élaboration d'une programmation jeunesse destinée au milieu scolaire	5 000\$
SOCIÉTÉ MAILLARDVILLE-UNI	Participation d'artistes de renommée au Festival du bois	20 000\$
UNIVERSITÉ SIMON-FRASER	Visites et conférences publiques sur la littérature, le cinéma, la peinture et la langue au Québec	3 500\$

Total: 80 500\$

VOLET IV - SASKATCHEWAN

BENEFICIAIRES	DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNES	SUBVENTIONS ACCORDÉES
SERVICE FRANSASKOIS D'ÉDUCATION DES ADULTES	Acquisition de données de recherche en efficience cognitive en milieu franco- phone minoritaire	9 000\$

VOLET IV - YUKON

BENEFICIAIRES	DESCRIPTION DES PROJETS SUBVENTIONNES	SUBVENTIONS ACCORDÉES
ASSOCIATION FRANCO-YUKONNAISE	Diffusion de produits culturels en français	20 000\$

PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERPROVINCIALE
EXERCICE FINANCIER 1996-1997

LISTE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES PAR VOLET:

Volet I:	<i>Institutionnel:</i>	186 300 \$
Volet II:	<i>Interprovincial:</i>	445 341 \$
Volet III:	<i>Promotion:</i>	3 350 \$
	<u>TOTAL:</u>	<u>634 991 \$</u>

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDE (\$)
-----	-----	-----	-----	-----	-----
95.207	FÉDÉRATION DES COMMUNAUTÉS FRANCOPHONES ET ACADIENNE	BUREAU DE REPRÉSENTATION DE LA FCFAC AU QUÉBEC	Soutien au fonctionnement des activités du bureau de Québec de la Fédération	NAT 55 000 \$	55 000
96.311	RECEVEUR GÉNÉRAL DU CANADA	SCIC-Quote-part du Québec 1996-1997	Contribution du gouvernement du Québec au fonc- tionnement 1996-1997 du Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes (SCIC)	NAT 131 300 \$	131 300

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
95.014	COLLEGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE	Conférenciers invités	Participation de spécialistes québécois à des conférences reliées aux diverses disciplines d'études	MAN	2 400 \$
95.015	COLLEGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE	Rencontre de candidats/professeurs	Mission d'administrateurs du Collège auprès d'universités québécoises pour le recrutement de professeurs	MAN	1 140 \$
96.005	INRS-OCEANOLOGIE (ATLANTIC GEOSCIENCE CENTRE)	Dynamique des littoraux arctiques : Mer de Beaufort	Etudier les impacts des changements globaux climatiques résultant des effets de serre, des deux sites expérimentaux (Point Tibjak et Point Atkinson, partie canadienne de la mer de Beaufort) et des littoraux arctiques	NE	1 000 \$
96.008	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (UNIVERSITÉ DE MONCTON)	Émergence de la littérature canadienne-française : QC/N-B	Permettre à deux établissements universitaires de mettre en commun des approches et des méthodologies comparables et de cerner les conditions d'émergence de la littérature canadienne-française	NB	4 000 \$
96.010	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UNIVERSITÉ DE L'ALBERTA)	Impacts écologiques des aménagements forestiers	Déterminer les impacts écologiques des coupes forestières et définir les pratiques de coupe favorables au maintien de la qualité environnementale des lacs et de la biodiversité	ALB	4 000 \$
96.011	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UNIVERSITÉ DE L'ALBERTA)	Système d'aide pour la logistique des matières dangereuses	Mettre au point une série de modèles et méthodes pour transporter, traiter et disposer des matières et déchets dangereux, en considérant les risques et les coûts ainsi que les critères d'équité	ALB	4 000 \$
96.012	ECOLE DE POLYTECHNIQUE DE MTL (UNIVERSITÉ DE CALGARY)	Etude des déformations scoliotiques	Intégrer deux technologies évaluant les déformations scoliotiques afin d'étudier et d'établir des liens entre la géométrie externe du tronc et la géométrie interne de la colonne vertébrale, de la cage thoracique et du bassin	ALB	5 000 \$
96.013	ENGRAMME IMAGO	Echange d'ateliers Engramme Imago	Echange, entre deux ateliers d'estampes, d'artistes sélectionnés par jury. Les artistes choisis sont invités à travailler un mois dans les ateliers	NB	858 \$

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.015	ASSOCIATION DES DIRECTEURS DES ÉCOLES FRANCO-MANITOBAINES	Pédagogie de l'écriture et de la lecture	Tenue d'ateliers destinés aux professeurs du programme «A cause d'une langue»	MAN	570 \$
96.016	ASSOCIATION DES DIRECTEURS DES ÉCOLES FRANCO-MANITOBAINES	Pleins feux sur la littérature jeunesse contemporaine	Tenue d'ateliers dans le cadre du Congrès national de l'Association canadienne des professeurs d'immersion	MAN	570 \$
96.018	ASSOCIATION DES DIRECTEURS DES ÉCOLES FRANCO-MANITOBAINES	Echanges d'auteurs Manitoba/Québec	Tournée d'un auteur québécois dans les écoles franco-manitobaines et d'immersion	MAN	690 \$
96.020	ASSOCIATION DES DIRECTEURS DES ÉCOLES FRANCO-MANITOBAINES	Session de formation - alphabétisation	Ateliers de formation afin de faciliter l'accompagnement des apprenants	MAN	570 \$
96.023	ASSOCIATION DES DIRECTEURS DES ÉCOLES FRANCO-MANITOBAINES	Immersion : état des lieux et prospectives	Participation d'un spécialiste québécois au 20e congrès de l'Association canadienne des professeurs d'immersion	MAN	570 \$
96.024	ASSOCIATION DES DIRECTEURS DES ÉCOLES FRANCO-MANITOBAINES	Participation au Congrès de l'AQUOPS 1997	Participation au Congrès 1997 de l'Association québécoise des utilisateurs de l'ordinateur au primaire et au secondaire (AQUOPS)	MAN	695 \$
96.025	ASSOCIATION DES DIRECTEURS DES ÉCOLES FRANCO-MANITOBAINES	Participation au Congrès de l'ADEP	Participation au congrès de l'Association québécoise des éducateurs au niveau primaire (ADEP)	MAN	670 \$
96.028	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UNIVERSITÉ DE TORONTO)	Promotion tumorale dans les maladies génétiques	Etudier le mécanisme de la promotion tumorale dans les maladies associées à l'acidurie orotique	ONT	3 000 \$

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.029	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UNIVERSITÉ DE TORONTO)	Confection d'horaires de production pour les laminaires	Mettre au point de nouvelles procédures plus efficaces pour la confection des horaires de laminaires	ONT	1 000 \$
96.031	UNIVERSITÉ LAVAL (UNIVERSITÉ QUEEN'S)	Les paysages symboliques du Québec et de l'Ontario	Participation à des recherches et stages de formation dans le secteur des identités régionales	ONT	4 000 \$
96.032	UNIVERSITÉ LAVAL (UNIVERSITÉ DE GUELPH)	Influence de l'hétérogénéité côtière sur les communautés	Mesurer les effets de l'hétérogénéité côtière sur les communautés phytoplanctoniques, zooplanctoniques et benthiques	ONT	4 300 \$
96.035	INRS-EAU (UNIVERSITÉ LAURENTIENNE)	Etude écotoxicologique des métaux traces	Développer un biomoteur pour évaluer le niveau de contamination des lacs en métaux toxiques	ONT	2 500 \$
96.037	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (UNIVERSITÉ DE WATERLOO)	Caractérisation par spectroscopie Raman in situ de films	Etude électrochimique des films d'oxyde se formant en surface de l'acier	ONT	2 000 \$
96.038	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (UNIVERSITÉ DE WATERLOO)	Analyse de la posture	Déterminer les adaptations qui se produisent dans le contrôle postural en fonction de l'avancement de l'âge et de certaines pathologies	ONT	3 200 \$
96.039	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	Relation entre le transport électrochimique de l'hydrogène	Déterminer la cinétique et le mécanisme du transfert interfacial de l'hydrogène et application du traitement numérique pour expliquer les résultats	ONT	1 745 \$
96.040	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (UNIVERSITÉ DE CARLETON)	Algèbre associative	Etude de la théorie des représentations d'une algèbre associative	ONT	1 982 \$

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.041	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (UNIVERSITÉ QUEEN'S)	Dynamique de photodissociation moléculaire en champ laser	Etude de la dynamique de photodissociation moléculaire par des impulsions laser intenses et ultracourtes	ONT	3 000 \$ 3 000
96.042	UQAM (UNIVERSITÉ DE TORONTO)	Perspectives théoriques en études littéraires	Rassembler autour d'une problématique commune différentes approches et différents styles	ONT	2 000 \$ 2 000
96.043	UNIV. DU QUÉBEC TROIS-RIVIÈRES (UNIVERSITÉ D'OTTAWA)	L'algèbre et les algorithmes des logiques à valeurs ens.	Etude sur le développement des fondements logiques- algébriques du «carrier computing»	ONT	2 000 \$ 2 000
96.045	INRS-EAU (UNIVERSITÉ DE MONCTON)	Modélisation déterministe de la qualité de l'eau	Elaboration et application d'un modèle permettant la simu- lation de la température, du pH et de la conductivité de l'eau sur un petit bassin versant	NB	1 500 \$ 1 500
96.048	ASSOCIATION DES DIRECTEURS DES ÉCOLES FRANCO-MANITOBAINES	Congrès annuel de l'ADEF	Participation d'un spécialiste québécois au congrès de l'Association des directeurs et directrices des écoles franco-manitobaines (ADEF)	MAN	510 \$ 510
96.049	LE FESTIVAL DU VOYAGEUR	Recherche de produits culturels	Établir des contacts avec des gérants d'artistes québécois qui effectueraient une tournée dans le milieu scolaire du Manitoba	MAN	890 \$ 890
96.050	FÉDÉRATION PROVINCIALE DES COMITÉS DE PARENTS	Conférence parents et éduc. Journée prov. de l'enfance	Participation d'une intervenante d'Entraide-Parents à la Journée provinciale de l'enfance	MAN	510 \$ 510
96.051	FÉDÉRATION PROVINCIALE DES COMITÉS DE PARENTS	Mission d'exploration FCPQP	Rencontrer des représentants de la Fédération des comités de parents du Québec afin de connaître leur plan de forma- tion pour les parents	MAN	1 260 \$ 1 260

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.052	FÉDÉRATION PROVINCIALE DES COMITÉS DE PARENTS	Mission d'exploration , d'acquisition et ressources	Participation au Salon du livre de Montréal, visite du centre de ressources la Joujoutheque Hochelaga-Maisonneuve et visite d'Entraide-Parents	MAN	710 \$ 710
96.053	LES ÉDUCATRICES ET ÉDUCATEURS FRANCOPHONES DU MANITOBA	Conférence annuelle pédag. des éduc. francophones du Manitoba	Participation de 5 spécialistes québécois à la Conférence annuelle pédagogique des éducateurs et éducatrices francophones du Manitoba	MAN	1 530 \$ 1 530
96.054	CONSEIL JEUNESSE PROVINCIAL	Formation d'improvisation pour arbitres	Collaboration avec la Ligue nationale d'improvisation du Québec pour s'assurer d'une quantité d'arbitres qualifiés	MAN	470 \$ 470
96.057	COMMISSION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE	Adaptation scolaire «Ces enfants qui bougent trop»	Participation d'un Québécois à un colloque sur l'adaptation scolaire	MAN	570 \$ 570
96.058	COMMISSION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE	Lancement de l'année scolaire 1996-1997	Tenue d'une journée de perfectionnement en pédagogie et nouveautés en programmation	MAN	510 \$ 510
96.060	COMMISSION SCOLAIRE FRANCO-MANITOBAINE	La Console d'écriture	Participation d'un spécialiste, concepteur de la Console d'écriture, au Regroupement «A cause d'une langue»	MAN	590 \$ 590
96.061	COLLEGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE	Psychologie scolaire	Participation d'un spécialiste québécois à un cours d'été dans le domaine de la psychologie de l'enfance	MAN	2 070 \$ 2 070
96.062	COLLEGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE	Mesure et évaluation et/ou de perfectionnement	Participation d'un spécialiste québécois à des cours de 2e cycle en mesure et évaluation et/ou de perfectionnement	MAN	1 640 \$ 1 640

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF SAIC - DBCF VOLET 2: Coopération			SUBVENTIONS A LA COOPÉRATION SUBVENTIONS ACCORDEES		PAGE: 6 DATE: 97.03.24 ANNÉE FINANCIERE: 1996-97	
DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)	
96.064	COLLEGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE	Rencontre de candidats/professeurs pour le Collège	Recruter des professeurs québécois pour le Collège universitaire de Saint-Boniface	MAN	1 140 \$	
96.065	COLLEGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE	Conférenciers invités	Inviter des professeurs du Québec dans les secteurs des humanités, des sciences sociales, des langues, de l'éducation, des mathématiques, informatique, des sciences et de la traduction	MAN	1 530 \$	
96.066	COLLEGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE	Formation et intégration d'une base de données	Intégrer la base de données 4D du Bureau du développement à la base de données du Régistraire et donner une formation de base aux utilisateurs	MAN	590 \$	
96.067	COLLEGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE	Stage de formation 4D	Stage de formation aux utilisateurs du logiciel 4D	MAN	180 \$	
96.068	COLLEGE UNIVERSITAIRE DE SAINT-BONIFACE	Participation au 64e Congrès de l'ACFAS	Participation au Congrès de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), à Saint-Boniface	MAN	1 580 \$	
96.074	CANADIAN PARENTS FOR FRENCH	Don quichotte	Tournée dans les écoles de la troupe de théâtre Du Gros Mécano au cours de la semaine de la francophonie provinciale de 1997	IPE	2 400 \$	
96.075	LA VOIX ACADIENNE	«Mise au point - Production de La Voix acadienne»	Réaménagement des équipements du système de production du journal hebdomadaire La Voix acadienne	IPE	5 500 \$	
96.076	LA COOPÉRATIVE LE VILLAGE PIONNIER LTÉE	La chanson d'Angèle	Création d'une boutique de promotion et de valorisation du répertoire d'Angèle Arsenault	IPE	2 500 \$	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF SAIC - DBCF VOLET 2: Coopération			SUBVENTIONS A LA COOPÉRATION SUBVENTIONS ACCORDÉES		PAGE: 7 DATE: 97.03.24 ANNÉE FINANCIERE: 1996-97	
DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)	
96.077	FÉDÉRATION CULTURELLE DE L'I.P.É.	ROSEQ 96	Participation de diffuseurs et d'artistes de l'Île-du-Prince-Édouard aux activités du Réseau des organisateurs de spectacles de l'Est du Québec (ROSEQ)	IPE	750 \$	
96.078	PEI COUNCIL OF THE ARTS	PEI Festival of the Arts	Participation d'un artiste québécois au Festival des arts de l'Île-du-Prince-Édouard	IPE	650 \$	
96.079	CONSEIL ACADIEN DE RUSTICO	Rendez-vous Rustico '96	Participation de groupes québécois au Rendez-vous de Rustico 1996	IPE	3 600 \$	
96.080	COMITÉ ORGANISATEUR FETE NATIONALE ACADIENNE	La Fête du 15 août 1996	Organisation de la Fête nationale des Acadiens 1996	IPE	1 000 \$	
96.081	EXPOSITION AGRICOLE ET FESTIVAL ACADIEN	Artistes québécois au Festival acadien	Participation d'artistes québécois à l'Exposition agricole et au Festival acadien	IPE	3 675 \$	
96.082	BIBLIOTHEQUE PROVINCIALE	Acquisition - Documentation québécoise	Acquisition de matériel québécois de langue française	IPE	1 000 \$	
96.083	BIBLIOTHEQUE PROVINCIALE	Visite d'auteur francophone	Tournée d'un auteur québécois dans les bibliothèques publiques ainsi que dans les écoles francophones et les classes d'immersion française	IPE	900 \$	
96.084	BIBLIOTHEQUE PROVINCIALE	Conférencier en bibliothéconomie	Formation du personnel des services en français de l'Île-du-Prince-Édouard par une personne de l'École de bibliothéconomie et des sciences de l'information de l'Université de Montréal	IPE	550 \$	

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.085	LE CENTRE PRÉSCOLAIRE ÉVANGÉLINE	Imagine et Moi	Élaboration d'un programme d'éducation en arts au pré-scolaire : art dramatique, danse créative, musique, arts plastiques	IPE	1 000 \$
96.086	ÉCOLE FRANÇOIS-BUOTE	«D'une Ile à l'autre»	Voyage culturel et éducatif d'une classe de 6e année aux Iles-de-la-Madeleine	IPE	3 000 \$
96.087	COMITÉ DE TRAVAIL - CENTRE DE SANTÉ COMMUNAUTAIRE	Visite au C.L.S.C. des Iles	Visite au CLSC des Iles afin de s'enquérir de l'expertise de travail et de certaines ressources en vue d'assurer le développement du Centre de santé communautaire Évangéline	IPE	1 600 \$
96.088	RÉSEAU DES ORGANISATEURS DE SPECTACLES DE L'EST DU QUÉBEC	Soutien à la diffusion de spectacles ROSEQ et diff. N.-B	Participation québécoise à la rencontre annuelle d'automne du Réseau	NB	1 750 \$
96.089	THEATRE NEW BRUNSWICK	Brave New Words 1996	Élaboration conjointe d'une oeuvre théâtrale entre le Théâtre du Nouveau-Brunswick et le Playwright's Workshop de Montréal	NB	4 000 \$
96.091	FESTIVAL BY THE SEA	Festival by the Sea - Festival sur mer	Participation du groupe The Immigrants au Festival by the Sea	NB	750 \$
96.092	FILM ZONE INC	10e Festival international du cinéma francophone en Acadie	Tenue du 10e Festival international du cinéma francophone en Acadie	NB	2 295 \$
96.093	GALERIE D'ART DE L'UNIVERSITÉ DE MONCTON	Harlan Johnson : Travaux récents	Exposition des oeuvres d'un artiste de Montréal à la Galerie d'art de l'Université de Moncton	NB	1 190 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF SAIC - DBCF VOLET 2: Coopération		SUBVENTIONS A LA COOPÉRATION SUBVENTIONS ACCORDÉES		PAGE: 9 DATE: 97.03.24 ANNÉE FINANCIÈRE: 1996-97	
DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.094	HARVEST JAZZ AND BLUES FESTIVAL	Harvest Jazz & Blues Festival	Participation d'un guitariste québécois au Harvest Jazz and Blues Festival	NB	750 \$ 750
96.095	J.R. (JACK) MACALEESE	10e édition du Moncton Jazz and Blues Festival Inc.	Tenue de la 10e édition du Moncton Jazz and Blues Festival inc.	NB	500 \$ 500
96.097	GALERIE SANS NOM COOP. LTÉE	Incursion latérale	Expositions d'artistes néo-brunswickois	NB	1 055 \$ 1 055
96.098	LES ÉDITIONS PERCE-NEIGE	Participation au Salon du livre de l'Outaouais 1996	Participation au Salon du livre de l'Outaouais	NB	2 250 \$ 2 250
96.099	LES PRODUCTIONS DANSENCORPS INC.	Création d'une oeuvre choré-graphique	Création d'une nouvelle chorégraphie	NB	1 325 \$ 1 325
96.101	SALON DU LIVRE D'EDMUNDSTON INC.	Salon du livre d'Edmundston, édition 1996	Participation d'écrivains du Québec au Salon du livre d'Edmundston	NB	780 \$ 780
96.102	SYMPHONY NEW BRUNSWICK	Symphony New Brunswick Master Series, Guest Artists	Participation de 30 musiciens québécois au spectacle Symphony New Brinswick Master Series	NB	2 000 \$ 2 000
96.103	THÉÂTRE POPULAIRE D'ACADIE	Laboratoire dramaturgique	Faire une adaptation scénique de l'oeuvre d'un auteur acadien	NB	1 740 \$ 1 740

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.104	FESTIVAL ACADIEN DE CARAQUET INC.	Le Festival acadien 1996	Participation d'artistes québécois au Festival acadien de Caraquet	NB	3 500 \$
96.105	DANCEAST FOUNDATION INC..	Rediscovery : The Roots of Canadian Modern Dance	Co-production de danse à partir du répertoire de Hugo Roméro	NB	1 490 \$
96.106	FESTIVAL INTERNATIONAL DE MUSIQUE BAROQUE INC..	Autour d'un événement	Participation québécoise au Festival international de musique baroque à Lamèque, Nouveau-Brunswick	NB	4 000 \$
96.107	LES ÉDITIONS LOGIQUES	Salon du livre d'Edmundston inc., édition 1996	Participation au Salon du livre d'Edmundston	NB	810 \$
96.108	CHORALE BEAUSÉJOUR	Podium 96 - 8e Congrès biennal de l'Assoc. chefs de chœur	Participation de la Chorale Beauséjour à un concert lors du Congrès des chefs de chœur canadiens	NB	1 500 \$
96.111	NEW BRUNSWICK SUMMER MUSIC FESTIVAL	New Brunswick Summer Music Festival, édition 1996	Participation d'une violoniste québécoise au New Brunswick Summer Music Festival	NB	470 \$
96.117	CONSEIL DE LA CULTURE DE LANAUDIÈRE	Incursion latérale	Expositions solos d'artistes québécois	NB	1 388 \$
96.119	ÉCOLE POLYTECHNIQUE (UNIVERSITÉ DE CALGARY)	Hydrodynamique des lits fluidisés circulants	Participation d'une équipe de l'École polytechnique de Montréal à des recherches relatives aux lits fluidisés circulants, à l'Université de Calgary	ALB	2 500 \$

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.120	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UNIVERSITÉ DE MONCTON)	Vieillir dans la communauté : santé et autonomie	Participation d'une équipe de l'Université de Montréal à des recherches sur la problématique des services sociaux et de santé de longue durée aux personnes âgées, à l'Université de Moncton	NB	3 000 \$
96.121	COALITION POUR LE FINANCEMENT DES REGROUPEMENTS FÉM. N.-B.	Partenariat sans frontière	Étudier les mécanismes de partages de ressources qui existent au sein de la Fédération des femmes du Québec et leurs groupes-membres	NB	1 320 \$
96.122	COMITÉ ORG. 20E CONFÉRENCE EN MATH. ET STAT. DE L'ATLANTIQUE	Colloque des sc. math. du QC et Conférence en math. et stat	Participation de québécois au 46e Colloque des sciences mathématiques du Québec ainsi qu'à la 20e Conférence en mathématiques et statistiques de l'Atlantique	NB	880 \$
96.123	UNION DES PÊCHEURS DES MARTIMES	Échange UPM - APPQ	Rencontre de pêcheurs de trois régions dans le but d'harmoniser la position des pêcheurs côtiers dans certains dossiers communs	NB	1 845 \$
96.124	COMITÉ ORGANISATEUR DES JEUX DE L'ACADIE 1996	Finale des Jeux de l'Acadie 1996	Participation de 40 athlètes québécois à la Finale des Jeux de l'Acadie 1996, tenue à Saint-Jean, Nouveau-Brunswick	NB	1 000 \$
96.125	ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS DU NOUVEAU-BRUNSWICK INC.	Mise sur pied d'un réseau francophone de villes et villages	Participation du Québec à l'implantation des villes et villages en santé au Nouveau-Brunswick francophone	NB	1 825 \$
96.126	ASSOCIATION DES MUNICIPALITÉS DU NOUVEAU-BRUNSWICK INC.	Mission au Qc portant sur le dév. communautaire et régional	Connaître davantage les différents organismes/interventions qui se sont développés au Québec au cours des dernières années et qui visent la relance économique des régions. Examiner le rôle joué par la MRC dans cette concertation	NB	850 \$
96.127	COLLEGE COMMUNAUTAIRE DU NOUVEAU-BRUNSWICK - DIEPPE	«Formation d'aujourd'hui aide-t-elle les jeunes à réussir?	Participation d'un spécialiste québécois à une rencontre de perfectionnement du personnel pédagogique et administratif du Collège communautaire	NB	385 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF SAIC - DBCF VOLET 2: Coopération			SUBVENTIONS A LA COOPÉRATION SUBVENTIONS ACCORDÉES		PAGE: 12 DATE: 97.03.26 ANNÉE FINANCIERE: 1996-97	
DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)	
96.128	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UNIV. DE TORONTO ET GUELPH)	Sites de liaisons mélatonigé- giques dans les poissons	Participation d'une équipe de l'Université de Montréal à des recherches relatives aux organes des poissons, aux universi- tés de Toronto et Guelph	ONT	3 500 \$	
96.129	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UNIVERSITÉ McMASTER)	Le rhénium et le technétium d'intérêt biomédical	Participation d'une équipe de l'Université de Montréal à des recherches relatives à de nouveaux composés pour application thérapeutique, à l'Université McMaster	ONT	2 500 \$	
96.130	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UNIVERSITÉ DE TORONTO)	Études de la diffusion dans les hydrogels	Participation d'une équipe de l'Université de Montréal à des recherches relatives aux hydrogels, à l'Université de Toronto	ONT	4 000 \$	
96.131	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UNIVERSITÉ DE WATERLOO)	Rôle des afférences visuelles pour le contrôle du mouvement	Participation d'une équipe de l'Université de Montréal à des recherches concernant le rôle de la vision pour le contrôle des tâches de pointage et de préhension manuelle, à l'Uni- versité de Waterloo	ONT	2 800 \$	
96.132	ÉCOLE POLYTECHNIQUE (UNIVERSITÉ DE TORONTO)	Analyse des propriétés physi- ques de la croûte profonde	Participation d'une équipe de l'École Polytechnique de Montréal à des recherches relatives aux tremblements de terre, à l'Université de Toronto	ONT	2 000 \$	
96.133	ÉCOLE POLYTECHNIQUE (UNIVERSITÉ DE TORONTO)	La planification des activités chirurgicales dans les hôp.	Participation d'une équipe de l'École Polytechnique de Montréal à des recherches concernant l'application des mé- thodes de la recherche opérationnelle et du génie industriel dans le domaine de la santé, à l'Université de Toronto	ONT	2 500 \$	
96.134	ÉCOLE POLYTECHNIQUE (UNIVERSITÉ DE LA C-8)	Correcteur d'erreurs dans les communications numériques	Participation d'une équipe de l'École Polytechnique de Montréal à des recherches relatives aux systèmes de commu- nications numériques, à l'Université de la Colombie- Britannique	CB	1 500 \$	
96.135	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (UNIVERSITÉ DE MONCTON)	Écoulements confinés et échanges thermiques	Permettre à une équipe de recherche de l'Université de Sherbrooke de travailler avec des homologues de l'Université de Moncton sur les effets d'écoulements dans les tuyaux in- clinés chauffés ou refroidis	NB	3 000 \$	

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.136	UNIV. DU QUÉBEC A MONTRÉAL (UNIVERSITÉ DE MONCTON)	Gestion et protection de l'habitat des salmonidés	Participation d'une équipe de l'Université du Québec à Montréal à des recherches sur la gestion et la protection de l'habitat des salmonidés, à l'Université de Moncton	NB	1 600 \$
96.137	UNIVERSITÉ MCGILL (UNIVERSITÉ DE MONCTON)	Estimation régionale des va- riables hydrologiques extrêmes	Participation d'une équipe de l'Université McGill à des recherches sur l'intercomparaison des méthodes d'estimation régionale, à l'Université de Moncton	NB	1 500 \$
96.138	UNIV. DU QUÉBEC A MONTRÉAL (UNIVERSITÉ DE LA C-B)	Potentiel d'utilisation de la régénération pré-établie	Participation d'une équipe de l'Université du Québec à Montréal à des recherches relatives à la régénération des forêts, à l'Université de la Colombie-Britannique	CB	3 500 \$
96.139	UNIVERSITÉ LAVAL (UNIVERSITÉ DE VICTORIA)	Optimisation d'architectures mécaniques simplifiées	Participation d'une équipe de l'Université Laval à des re- cherches concernant l'optimisation de nouvelles architectu- res mécaniques pour simulateurs de vol, à l'Université de Victoria	CB	3 500 \$
96.140	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UNIVERSITÉ DE LA C-B)	Recherche des oscillations de neutrinos à grande distance	Participation d'une équipe de l'Université de Montréal à des des recherches relatives aux oscillations de neutrinos, à l'Université de la Colombie-Britannique	CB	600 \$
96.141	UNIVERSITÉ LAVAL (UNIVERSITÉ DE DALHOUSIE)	Immunochimiothérapie du cancer de l'ovaire	Participation d'une équipe de l'Université Laval à des re- cherches sur des essais cliniques pour contrer le cancer de l'ovaire, à l'Université de Dalhousie	NE	2 000 \$
96.142	UNIV. DU QUÉBEC A CHICOUTIMI (UNIVERSITÉ DE TORONTO)	L'enjeu environnemental des gaz et des saumures	Participation d'une équipe de l'Université du Québec à Chicoutimi à des recherches concernant l'impact environne- mental de la présence des gaz et des saumures dans le Bou- clier canadien, à l'Université de Toronto	ONT	2 000 \$
96.144	UNIVERSITÉ LAVAL (UNIVERSITÉ DE TRENT)	Impacts du rayonnement ultra- violet sur les écosystèmes	Participation d'une équipe de l'Université Laval à des re- cherches concernant les effets du RUV sur les écosystèmes des lacs, à l'Université de Trent	ONT	3 000 \$

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF SAIC - DBCF VOLET 2: Coopération			SUBVENTIONS A LA COOPÉRATION SUBVENTIONS ACCORDÉES		PAGE: 14 DATE: 97.03.24 ANNÉE FINANCIÈRE: 1996-97	
DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)	
96.145	UNIVERSITÉ LAVAL (UNIV. OF WESTERN ONTARIO)	Échanges Droit Civil - Common Law Laval/Western	Échanges d'un trimestre de quinze étudiants des facultés de droit des universités Laval et Western Ontario pour acquérir des connaissances du droit civil et du Common Law	ONT	5 000 \$ 5 000	
96.146	UNIVERSITÉ LAVAL (UNIVERSITÉ DE WATERLOO)	Restauration des tourbières dans l'est du Canada	Participation d'une équipe de l'Université Laval à des recherches concernant la restauration des tourbières, à l'Université de Waterloo	ONT	2 500 \$ 2 500	
96.148	UNIVERSITÉ LAVAL (UNIVERSITÉ DE WATERLOO)	Synthesis of naturally occurring lactones	Participation d'une équipe de l'Université Laval à des recherches concernant la mise en place de nouvelles méthodes pour obtenir des lactones de façon synthétique, à l'Université de Waterloo	ONT	3 000 \$ 3 000	
96.150	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (UNIVERSITÉ YORK)	Potentiel de télédétection par spectroradiométrie imageur	Participation d'une équipe de l'Université de Sherbrooke à des recherches concernant la mise au point d'un nouveau modèle de correction atmosphérique des images numériques, à l'Université York	ONT	3 981 \$ 3 981	
96.151	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (UNIVERSITÉ DE WINDSOR)	Écoulements de fluides non-newtoniens	Participation d'une équipe de l'Université de Sherbrooke à des recherches relatives aux fluides non newtoniens, à l'Université de Windsor	ONT	1 920 \$ 1 920	
96.152	UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE (UNIVERSITÉ McMASTER)	Études des défauts induits dans les semi-conducteurs	Participation d'une équipe de l'Université de Sherbrooke à des recherches relatives aux impuretés dans le comportement des semi-conducteurs, à l'Université McMaster	ONT	2 979 \$ 2 979	
96.153	UNIVERSITÉ LAVAL (UNIVERSITÉ DALHOUSTE)	Protéines de stress, antioxydants et protec. du myocarde	Projet de collaboration qui vise à définir l'implication et le mode d'action de HPS et des enzymes de défense antioxydantes dans la protection cardiaque et cérébrale induite par preconditionnement	NE	2 500 \$ 2 500	
96.154	UNIVERSITÉ LAVAL (UNIVERSITÉ QUEEN'S)	Dynamique moléculaire des polymères liquides cristallins	Participation d'une équipe de l'Université Laval à des recherches relatives aux polymères liquides cristallins, à l'Université Queen's	ONT	2 000 \$ 2 000	

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF SAIC - DBCF VOLET 2: Coopération			SUBVENTIONS A LA COOPÉRATION SUBVENTIONS ACCORDÉES		PAGE: 15 DATE: 97.03.24 ANNÉE FINANCIÈRE: 1996-97	
DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)	
96.155	CONSEIL PROVINCIAL DES SOCIÉTÉS CULTURELLES	Rencontres ROSEQ et RIDEAU	Développer et soutenir les liens entre les diffuseurs du Nouveau-Brunswick et du Québec ainsi que faire la promotion de Contact-Acadie qui aura lieu en 1997	NB	495 \$	495
96.156	IMAGO	Échange Imago/Engramme	Échange, entre deux ateliers d'estampes, d'artistes sélectionnés par jury. Les artistes choisis sont invités à travailler un mois dans les ateliers.	NB	858 \$	858
96.162	JEUNESSES MUSICALES DU CANADA Suc. du Nouveau-Brunswick	Artistes musicien(ne)s en milieu scolaire	Permettre à des musicien(ne)s des «Jeunes musicales» du Canada au Québec de donner des ateliers dans les écoles francophones du Nouveau-Brunswick	NB	3 000 \$	3 000
96.163	LES COMITÉS DE PARENTS DU NOUVEAU-BRUNSWICK INC.	Participation des CPNB à l'AGA de la FCPPQ	Permettre à des personnes responsables des comités de parents du Nouveau-Brunswick de participer à l'Assemblée annuelle de la Fédération des comités de parents du Québec	NB	1 000 \$	1 000
96.164	BRILLE COMMUNICATION INC.	Suivi de l'atelier de l'été 1995	Finaliser le travail entrepris l'année dernière dans le domaine de l'accès à la lecture de l'image tactile par les non-voyants	NB	2 200 \$	2 200
96.165	L'ASSOCIATION DES DIRECTEURS DES ÉCOLES FRANCOPHONES DU N.B	Projet d'échanges de directeurs d'écoles francophones	Échanges de directeurs d'écoles d'une durée d'une semaine	NB	1 100 \$	1 100
96.167	INRS-OCÉANOLOGIE (UNIVERSITÉ DE TORONTO)	Effets des vagues sur la stabilité des fonds marins	Participation d'une équipe de l'Institut national de la recherche scientifique à des recherches relatives aux fonds marins des littoraux, à l'Université de Toronto	ONT	1 000 \$	1 000
96.168	DOUANCE NB	Colloque provincial «l'élève doué(e) et gestion de classe»	Participation de conférenciers québécois au Colloque provincial «l'élève doué(e) et la gestion de classe»	NB	1 000 \$	1 000

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.170	ACPNB	Planification et application du travail en projet	Favoriser les échanges entre les enseignantes du Québec et du Nouveau-Brunswick sur la pédagogie du projet en classe	NB	2 500 \$
96.189	PLACEMENT ÉTUDIANT DU QUÉBEC	Échange interprovincial d'emplois d'été	7 étudiants québécois occuperont une fonction dans l'administration publique du Nouveau-Brunswick alors qu'un nombre identique de néo-brunswickois fera de même dans l'administration publique du Québec	NB	2 240 \$
96.196	PLACEMENT ÉTUDIANT DU QUÉBEC	Échange interprovincial d'emplois d'été	75 étudiants québécois occuperont une fonction dans l'administration publique ontarienne alors qu'un nombre identique d'ontariens fera de même dans l'administration publique du Québec	ONT	14 840 \$
96.197	PLACEMENT ÉTUDIANT DU QUÉBEC	Échange intermunicipal d'emplois d'été	11 étudiants québécois occuperont une fonction dans l'administration municipale ontarienne alors qu'un nombre identique d'ontariens fera de même dans l'administration municipale du Québec	ONT	1 623 \$
96.198	ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN	Visites de commissions scolaires au Québec	Visites de 4 commissions scolaires québécoises afin de se familiariser avec les politiques et les cadres de fonctionnement de ces institutions	SASK	785 \$
96.199	ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN	Visites d'écoles élémentaires et secondaires	Visite de 3 écoles élémentaires de la région de Montréal et de 2 écoles secondaires de la Commission scolaire Davignon	SASK	725 \$
96.200	ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN	Personne-ressource du Québec	Participation d'un spécialiste québécois à deux stages de perfectionnement à l'intention des responsables de l'enseignement spécial au sein des 10 écoles fransaskoises	SASK	785 \$
96.201	ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN	Participation au Congrès de l'AQTA	Participation au Congrès de l'Association québécoise des troubles d'apprentissage (AQTA)	SASK	665 \$

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.202	ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN	Participation au Congrès de l'APSDS	Participation au Congrès de l'Association du personnel des services documentaires scolaires (APSDS)	SASK	665 \$ 665
96.203	ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN	Participation au Congrès de l'AQPF	Participation au Congrès de l'Association québécoise des professeurs et professeurs de français (AQPF)	SASK	665 \$ 665
96.204	ASSOCIATION CULTURELLE FRANCO-CANADIENNE DE LA SASKATCHEWAN	Participation au Colloque de l'AQUOPS	Participation au Colloque de l'Association québécoise des utilisateurs de l'ordinateur au primaire et au secondaire (AQUOPS)	SASK	665 \$ 665
96.206	PLACEMENT ÉTUDIANT DU QUÉBEC	Échange interprovincial d'emplois d'été	22 étudiants québécois occuperont une fonction dans l'administration publique de l'Alberta alors qu'un nombre identique d'albertains fera de même dans l'administration publique du Québec	ALB	11 697 \$ 11 697
96.207	PLACEMENT ÉTUDIANT DU QUÉBEC	Échange interprovincial d'emplois d'été	9 étudiants québécois occuperont une fonction dans l'administration publique du Manitoba alors qu'un nombre identique de manitobains fera de même dans l'administration publique du Québec	MAN	5 049 \$ 5 049
96.208	PLACEMENT ÉTUDIANT DU QUÉBEC	Échange interprovincial d'emplois d'été	2 étudiants québécois occuperont une fonction dans l'administration publique de l'Île-du-Prince-Édouard alors qu'un nombre identique d'étudiants de l'Île fera de même dans l'administration publique du Québec	IPE	897 \$ 897
96.217	COLLEGE MONTMORENCY (COMMUNITY COLLEGE)	Stages à Edmonton	Participation de 4 étudiants québécois à un stage en administration et techniques administratives à Edmonton	ALB	5 200 \$ 5 200
96.218	COLLEGE MONTMORENCY (COMMUNITY COLLEGE)	Mission organisationnelle	Mission d'exploration en vue d'établir des stages non rémunérés avec des entreprises albertaines	ALB	1 200 \$ 1 200

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF SAIC - DBCF VOLET 2: Coopération			SUBVENTIONS A LA COOPÉRATION SUBVENTIONS ACCORDÉES		PAGE: 18 DATE: 97.03.24 ANNÉE FINANCIÈRE: 1996-97	
DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)	
96.219	COLLEGE DE SHERBROOKE (COLLEGE HUMBER)	Échange d'étudiants en techniques policières	Participation d'étudiants de 2e année du programme de techniques policières aux classes régulières du programme Law and Security Administration du College Humber	ONT	2 000 \$	2 000
96.221	COLLEGE DE MATANE (COLLEGE SENECA)	Session d'études au Collège Seneca	Participation de 2 étudiants à une session d'études en techniques de tourisme	ONT	4 000 \$	4 000
96.222	COLLEGE DE SAINTE-FOY (COLLEGE HUMBER)	Mission de coopération à Humber College	Mission de responsables de cours en vue d'établir une reconnaissance officielle des diplômés et attestations	ONT	1 000 \$	1 000
96.223	COLLEGE DE SAINTE-FOY (COLLEGE HUMBER)	Échanges d'étudiants	Permettre à des étudiants en design industriel, graphisme, techniques administratives et financières d'effectuer un stage de travail dans une entreprise anglophone	ONT	5 900 \$	5 900
96.224	COLLEGE SHAWINIGAN (COLLEGE HUMBER)	Échanges d'étudiants stagiaires	Permettre à des étudiants en chimie analytique de faire un stage de travail dans une entreprise anglophone	ONT	1 860 \$	1 860
96.225	COLLEGE SHAWINIGAN (COLLEGE FLEMING)	Projet d'exploration en vue d'une double diplomation	Rencontres, au Québec, d'enseignants du Collège Fleming en vue d'examiner l'intérêt pour les deux institutions de faire des reconnaissances de cours	ONT	1 720 \$	1 720
96.226	COLLEGE DE MAISONNEUVE (LA CITÉ COLLÉGIALE)	Stages en entreprises pour étudiants	Participation de 2 étudiants en techniques de bureau à un stage de 3 semaines à la Cité collégiale d'Ottawa	ONT	862 \$	862
96.227	COLLEGE DE VICTORIAVILLE (MIN. ENS. SUP ET DU TRAVAIL)	Mission d'exploration d'étudiants en techn. bureautique	Mission d'exploration visant à établir des passerelles pédagogiques profitables à la clientèle étudiante	NB	788 \$	788

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.228	COLLEGE DE BOIS-DE BOULOGNE (COLLEGE DOUGLAS)	Entente entre Douglas College et Collège Bois-de-Boulogne	Permettre à des étudiants de faire une session d'études au Collège Douglas	CB	5 000 \$ 5 000
96.229	COLLEGE ST-JEAN-SUR-RICHELIEU (SCHOOL OF AGRICULTURE)	Stage en production laitière	Permettre à une étudiante de faire une série de visites techniques dans 16 des fermes les plus performantes du Manitoba	MAN	3 214 \$ 3 214
96.230	COLLEGE ST-JEAN-SUR-RICHELIEU (INSTITUT WASCANA)	Stage en grandes cultures céréalières et industrielles	Permettre à 3 étudiants d'acquérir les compétences néces- saires à l'implantation, l'entretien et la récolte d'une culture	SASK	4 980 \$ 4 980
96.247	PLACEMENT ÉTUDIANT DU QUÉBEC	Réception - Programmes d'échange d'emplois d'été	Offrir une occasion à tous les étudiants et stagiaires par- ticipants et aux représentants des provinces concernées de se réunir afin de permettre des échanges intéressants	NAT	550 \$ 550
96.292	ÉDUCATEURS ET ÉDUCATRICES FRANCOPHONES DU MANITOBA	Conférence d'octobre	Participation de cinq conférenciers québécois à la Conféren- ce annuelle des éducatrices et éducateurs francophones du Manitoba sur divers sujets pédagogiques	MAN	2 850 \$ 2 850
96.293	DÉPARTEMENT ÉTUDES FRANÇAISES UNIVERSITÉ QUEEN'S	Colloque sur l'écriture des femmes du Québec:Univ. Queen's	Faire le bilan de 30 ans d'écriture au féminin	ONT	1 000 \$ 1 000
96.319	UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL (UNIVERSITÉ DE TORONTO)	Études de la diffusion dans les hydrogels	Participation d'une équipe de l'Université de Montréal à des recherches relatives aux hydrogels, à l'Université de Toronto	ONT	1 500 \$ 1 500
96.320	UNIVERSITÉ MCGILL (UNIVERSITÉ MCMASTER)	Estimation régionale des va- riables hydrologiques extrêmes	Participation d'une équipe de l'Université McGill à des travaux sur la toxicologie et la biologie moléculaire, à l'Université McMaster	ONT NB	1 327 \$ 1 200 2 527

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF SAIC - DBCF VOLET 2: Coopération			SUBVENTIONS A LA COOPÉRATION SUBVENTIONS ACCORDÉES		PAGE: 20 DATE: 97.03.24 ANNÉE FINANCIÈRE: 1996-97	
DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)	
96.354	RUBY SLIPPERS PRODUCTION SOCIETY	Acts of Passion : A Reading Series of Quebecois Plays	Étude des différents aspects du théâtre québécois	CB	3 000 \$	3 000
96.355	SALON DU LIVRE DE VANCOUVER	Salon du livre de Vancouver - Troisième édition	Participation d'auteurs québécois au Salon du livre de Vancouver	CB	500 \$	500
96.378	FÉDÉRATION DES CLSC DU QUÉBEC	Les nouveaux visages des soins communautaires	Participation à la sixième Conférence nationale sur les soins à domicile	MAN	900 \$	900
96.393	COMMISSION SCOLAIRE CHUTES-MONTMORENCY	Programme d'échange d'élèves d'une durée de six mois	Séjour de 3 mois de 65 élèves québécois de niveau secondaire au Manitoba et en Colombie-Britannique. Un nombre identique d'étudiants du Manitoba et de la Colombie-Britannique séjourneront 3 mois par la suite au Québec	MAN CB	5 128 \$ 30 620	35 748
96.394	COMMISSION SCOLAIRE ROUYN-NORANDA	Programme d'échange d'élèves d'une durée de six mois	Séjour de 3 mois de 86 élèves québécois de niveau secondaire en Ontario. Un nombre identique d'étudiants de l'Ontario séjourneront 3 mois par la suite au Québec	ONT	35 137 \$	35 137
96.395	COMMISSION SCOLAIRE PROVENÇAL	Programme d'échange d'élèves d'une durée de six mois	Séjour de 3 mois de 118 élèves québécois de niveau secondaire à l'Île-du-Prince-Édouard, au Nouveau-Brunswick, en Alberta et en Saskatchewan. Un nombre identique d'étudiants de ces provinces séjourneront 3 mois par la suite au Québec	IPE NB ALB SASK	4 107 \$ 7 448 23 293 14 267	49 115
96.452	PINK INK THEATRE PRODUCTIONS	Evidence to the Contrary/ La déposition	Co-production d'une pièce de théâtre de Hélène Pedneault	CB	3 550 \$	3 550
96.571	COMITÉ RÉGIONAL DES JEUX DE L'ACADIE DE L'IPE	Académie Jeunesse-Québec	Participation de jeunes de l'Île-du-Prince-Édouard aux Jeux du Québec	IPE	2 000 \$	2 000

DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)
96.595	UNIVERSITE LAVAL	échanges d'étudiants en journalisme	Echange d'une semaine de six étudiants en journalisme de l'Université Laval et du Ryerson Polytechnical Institute de Toronto.	ONT	1 500

MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF SAIC - DBCF VOLET 3: Diffusion et promotion			SUBVENTIONS A LA COOPÉRATION SUBVENTIONS ACCORDÉES		PAGE: 1 DATE: 97.03.24 ANNÉE FINANCIÈRE: 1996-97	
DEMANDE	DEMANDEUR	TITRE DU PROJET	DESCRIPTION DU PROJET	PROVINCE	MONTANT ACCORDÉ (\$)	
96.070	LA SOCIÉTÉ DES MUSÉES QUÉBÉCOIS	Rencontre Soc. des musées qué. /Ontario Art Gallery Assoc.	Mission d'exploration en vue d'identifier de nouveaux marchés pour les produits culturels québécois	ONT	450 \$	450
96.214	CONSEIL DE LA VIE FRANÇAISE EN AMÉRIQUE	FRANC CONTACT	Production, édition et distribution du Bulletin de liaison et d'information FRANC-CONTACT (quatre numéros par année)	NAT	2 400 \$	2 400
96.605	SALON DU LIVRE DE VANCOUVER	Rencontres inattendues - Salon du livre de Vancouver	Participation d'un auteur québécois à la réouverture offi- cielle de la librairie Manhattan.	CB	500 \$	500

QUESTION 6:

LISTE DÉTAILLÉE DES DÉPENSES RELATIVES À L'EMBAUCHE DE CONSEILLERS JURIDIQUES, POLITIQUES OU CONSTITUTIONNELS PAR LE SECRÉTARIAT ET LE CABINET DU MINISTRE POUR L'ANNÉE 1996-1997. PRÉCISER POUR CHACUN D'EUX LA DURÉE DU MANDAT ET LE MONTANT DES HONORAIRES ET JOINDRE UNE COPIE DU CURRICULUM VITAE.

Réponse :

NOM : YVES MARTIN

DURÉE : 1er avril 1996 au 7 mai 1996

COÛT : 10 328 \$

NOM : MARCEL DUBÉ

DURÉE : 1er mai 1996 au 31 octobre 1996

COÛT : 24 500 \$

NOM : ANDRÉ BINETTE

DURÉE : 4 septembre 1996 au 28 mars 1997

COÛT : 23 000 \$

QUESTION 7:

**LISTE DÉTAILLÉE DES DÉPENSES ET BILAN DES ACTIVITÉS
DÉCOULANT DE LA COLLABORATION AVEC LE MINISTRE ET LE
SECRÉTARIAT À LA RESTRUCTURATION TEL QU'ORDONNÉ PAR LE
DÉCRET 1465-94 DU 28 SEPTEMBRE 1994.**

Réponse : Aucune

QUESTION 8:

LISTE DU PERSONNEL DU SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES TEMPORAIREMENT AFFECTÉ AU SECRÉTARIAT DES COMMISSIONS RÉGIONALES ET DE LA COMMISSION NATIONALE SUR L'AVENIR DU QUÉBEC. PRÉCISER POUR CHACUN D'EUX LA DURÉE DU MANDAT ET LA DÉFINITION DE TÂCHES.

Réponse : Aucun

QUESTION 9:

COPIE DES DOCUMENTS ET AVIS PRÉPARÉS EN 1995-1996 ET 1996-1997 PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES DANS LE CADRE DES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS RÉGIONALES ET DE LA COMMISSION NATIONALE SUR L'AVENIR DU QUÉBEC TELLES QUE MISES SUR PIED EN JANVIER 1996.

Réponse : Ne s'applique pas

QUESTION 10

BUDGET, BILAN, MANDAT, EFFECTIF, ET DESCRIPTION DE TÂCHES DES EMPLOYÉS POUR CHACUN DES BUREAUX DU QUÉBEC AU CANADA, AU 31 MARS 1997

RÉPONSE

BUREAU DU QUÉBEC À OTTAWA

Budget du Bureau en 1996-1997

209,5 k\$

Effectif au 31 mars 1997: 7

- 1 chef de poste
- 2 conseillers aux affaires intergouvernementales
- 1 attaché
- 1 technicienne
- 1 secrétaire
- 1 agent de soutien administratif

Mandat:

Assurer la présence institutionnelle du Québec sur le territoire. Voir à la mise en oeuvre de la politique gouvernementale relative aux relations intergouvernementales canadiennes et conseiller le SAIC sur les éléments qui la composent. Établir et maintenir des liens avec le gouvernement fédéral et ses ministères, les représentations des autres provinces, les ambassades et les consulats des pays présents dans la capitale canadienne. Coordonner toutes les activités du Gouvernement sur le territoire.

Territoire: Ottawa

Bilan:

Au cours de l'année 1996-1997, le Bureau du Québec à Ottawa a suivi de près les activités entourant les législations, les révisions de programmes, les nombreuses consultations organisées par le gouvernement fédéral en matière de politiques sociales, de transport, de science et technologie et d'affaires autochtones, dans le contexte du rééquilibrage administratif de la fédération annoncé dans le Discours du trône fédéral. Le Bureau à Ottawa a aussi informé Québec des autres activités du gouvernement du Canada, des travaux de la Chambre des communes et du Sénat.

De plus, le Bureau a suivi attentivement les initiatives fédérales dans le secteur constitutionnel, tant dans le cadre du renvoi à la Cour suprême que de l'amendement constitutionnel de Terre-Neuve.

Dans le secteur de la francophonie, le Bureau du Québec à Ottawa a maintenu une présence active auprès des porte-parole d'organismes canadiens de la francophonie dont le siège social est situé dans la capitale fédérale.

BUREAU DU QUÉBEC DANS LES PROVINCES ATLANTIQUES

Budget du Bureau en 1996-1997

156,9 k\$

Effectif au 31 mars 1997: 3

1 chef de poste
1 technicienne
1 secrétaire

Mandat:

Assurer la présence institutionnelle du Québec sur le territoire. Voir à la mise en oeuvre de la politique gouvernementale relative aux relations intergouvernementales canadiennes et conseiller le SAIC sur les éléments qui la composent. Établir et maintenir des liens avec les autres gouvernements du territoire et leurs ministères. Coordonner toutes les activités du Gouvernement sur le territoire.

Territoire: Nouveau-Brunswick, Nouvelle-Écosse, Ile-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve.

Bilan:

Au chapitre des relations intergouvernementales, le Bureau a maintenu ses contacts avec chacune des directions des Affaires intergouvernementales des provinces, avec le Conseil des Premiers ministres des Maritimes afin de mieux suivre leurs initiatives d'intégration politique et économique de même qu'avec les circuits universitaires francophones et anglophones, les municipalités, les divers organismes acadiens et francophones et le Consulat de France à Moncton. Des efforts ont été mis à une plus large diffusion de l'information sur le Québec auprès des diverses clientèles du Bureau.

En matière de francophonie et de coopération, un souci a été apporté à la coordination des programmes du Québec avec ceux du Nouveau-Brunswick, de l'Ile-du-Prince-Édouard et du fédéral. Des efforts ont été déployés à la mise en place de partenariat sous-jacent à la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada.

Au chapitre de la promotion économique et commerciale, le Bureau a maintenu ses réseaux et alimenté une banque d'informations pour les entreprises québécoises. Il a également répondu aux demandes de renseignements, de la part de sociétés québécoises, sur les débouchés qu'offrent les marchés et a fourni des avis sur la situation économique dans les provinces atlantiques.

BUREAU DU QUÉBEC À VANCOUVER

Budget du Bureau en 1996-1997

260,3 k\$

Effectif au 31 mars 1997: 5

1 chef de poste
2 attachés
2 secrétaires

Mandat:

Assurer la présence institutionnelle du Québec sur le territoire. Voir à la mise en oeuvre de la politique gouvernementale relative aux relations intergouvernementales canadiennes et conseiller le SAIC sur les éléments qui la composent. Établir et maintenir des liens avec les autres gouvernements du territoire et leurs ministères. Coordonner toutes les activités du Gouvernement sur le territoire.

Territoire: Colombie-Britannique, Alberta, Saskatchewan, Territoires du Nord-Ouest et Yukon.

Bilan:

Le Bureau a maintenu des relations suivies avec les principaux agents gouvernementaux et économiques sur son territoire tout en cherchant à augmenter les échanges du Québec avec la Colombie-Britannique, l'Alberta et la Saskatchewan. Dans cette optique, le Bureau a conduit plusieurs activités afin d'assurer l'implication de la représentation auprès des différents milieux du territoire et d'accroître les ventes des produits québécois.

Vu l'importance de la population asiatique en Colombie-Britannique, le bureau a accordé une grande importance à la promotion du Programme immigrants investisseurs au Québec.

Le Bureau a également conduit de nombreuses activités dans les domaines de la coopération, de la francophonie, des communications.

BUREAU DU QUÉBEC À TORONTO

Budget du Bureau en 1996-1997

827,8 k\$

Effectif au 31 mars 1997: 38

- 1 chef de poste
- 1 conseiller aux affaires intergouvernementales
- 1 conseillère culturelle
- 1 administrateur-revenu
- 16 vérificateurs-revenu
- 1 technicien-revenu
- 1 attachée touristique
- 1 attachée agro-alimentaire
- 1 attaché commercial
- 1 attachée en communication
- 3 techniciennes
- 6 secrétaires
- 4 agents de soutien administratif

Mandat:

Assurer la présence institutionnelle du Québec sur le territoire. Voir à la mise en oeuvre de la politique gouvernementale relative aux relations intergouvernementales canadiennes et conseiller le SAIC sur les éléments qui la composent. Établir et maintenir des liens avec les autres gouvernements du territoire et leurs ministères. Coordonner toutes les activités du Gouvernement sur le territoire.

Territoire: L'Ontario, à l'exclusion d'Ottawa, et le Manitoba.

Bilan:

Au cours de l'année 1996-1997, le Bureau du Québec à Toronto s'est employé à expliquer la démarche gouvernementale et à maintenir avec ses nombreux interlocuteurs tant des milieux gouvernementaux et politiques qu'économiques et universitaires de l'Ontario et du Manitoba, un niveau et une qualité de relations qu'exigent la promotion et la protection des intérêts québécois. En matière de communications, le Bureau, en plus de fournir des renseignements généraux sur le Québec au grand public, s'est employé à diversifier et consolider ses relations avec les journalistes de la tribune de la presse de Queen's Park, de la presse nationale et internationale en poste à Toronto, ainsi qu'avec les directions des communications des ministères du gouvernement de l'Ontario et du Manitoba.

Dans le secteur de l'économie, le Bureau a poursuivi ses activités de promotion commerciale sur le territoire lesquelles ont, notamment, permis à 73 compagnies de participer à treize foires dans divers secteurs : agro-alimentaire, technologie de l'information, transport, santé, équipements et procédés de fabrication industrielle, design intérieur, quincaillerie. Plus de 5 millions \$ de ventes annuelles par les compagnies participantes devraient résulter de ces activités.

Enfin, en matière de fiscalité et de taxation, le bureau du ministère du revenu du Québec à Toronto a traité 130 dossiers. Pour ce qui est des dépôts bancaires, le bureau du Revenu a encaissé 5 500 chèques totalisant plus de 900 millions \$.

QUESTION 11 :

LISTE DES RENCONTRES OU CONFÉRENCES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES AUXQUELLES LE SECRÉTARIAT OU LES REPRÉSENTANTS DU QUÉBEC ONT PARTICIPÉ OU REFUSÉ DE PARTICIPER DURANT L'ANNÉE 1996-1997

RÉPONSE :

Voir documents ci-joints pour la participation du Québec.

QUESTION 11 :

Rencontres intergouvernementales canadiennes

Période : 1^{er} avril 1996 au 31 mars 1997

— TABLEAU SYNTHÈSE CONCERNANT L'ÉTAT DE PARTICIPATION —

RENCONTRES	PARTICIPATION		OBSERVATEUR		NON-PARTICIPATION		TOTAL	
	Féd.-prov.	Interprov.	Féd.-prov.	Interprov.	Féd.-prov.	Interprov.	Féd.-prov.	Interprov.
PREMIERS MINISTRES	1	1	0	1	0	0	1	2
	2		1		0		3	
MINISTRES	28	8	2	3	0	1	30	12
	36		5		1		42	
SOUS-MINISTRES	30	5	0	0	2	0	32	5
	35		0		2		37	
TOTAL	59	14	2	4	2	1	63	19
	73		6		3		82	

BILAN DES RENCONTRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

DATE ET LIEU	TITRE	PARTICIPATION
1996		
1 ^{er} -2 avril Victoria (Colombie-Britannique)	Conférence interprovinciale des ministres responsables des services sociaux et de la sécurité du revenu	Oui
10 avril Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres de la Santé	Oui
10-11 avril Ottawa (Ontario)	Rencontre des sous-ministres de l'Industrie et du Commerce	Oui
18-19 avril Ottawa (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des hauts fonctionnaires responsables de la Condition féminine	Oui
24-25 avril Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres de la Santé	Oui
1 ^{er} mai Hull (Ottawa)	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres du Travail et des administrateurs canadiens de législation ouvrière (ACALO)	Oui
8 mai Ottawa (Ontario)	Conférence interprovinciale des ministres responsables de la Justice	Oui
9-10 mai Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres responsables de la justice	Oui
23-24 mai Toronto (Ontario)	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres des Services sociaux	Oui
29-31 mai Winnipeg (Manitoba)	Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres responsables de la condition féminine	Oui
30-31 mai Victoria (Colombie-Britannique)	Comité permanent des hauts fonctionnaires responsables des droits de la personne	Oui
30-31 mai Toronto (Ontario)	Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME)	Oui
31 mai Winnipeg (Manitoba)	Réunion des représentants du commerce intérieur	Oui
4 juin Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres des Forêts	Oui
5 juin A.M. Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres responsables de la faune	Oui
5 juin A.M. et 6 Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres responsables des parcs	Oui
6-7 juin Whitehorse (Yukon)	Réunion fédérale-provinciale des sous-ministres responsables de la Justice	Oui
11-12 juin Québec (Québec)	Conférence fédérale-provinciale des ministres du Commerce intérieur	Oui
12 juin Ottawa (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale des sous-ministres de la Santé	Oui
18 juin Fredericton (Nouveau-Brunswick)	Conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances	Oui
20-21 juin Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres	Oui
27-28 juin Fredericton (Nouveau-Brunswick)	Rencontre fédérale-provinciale des ministres responsables des aînés	Oui
2 juillet Victoria (Colombie-Britannique)	Conférence interprovinciale des ministres de l'Agriculture	Non
3-4 juillet Victoria (Colombie-Britannique)	Conférence fédérale-provinciale des ministres de l'Agriculture	Oui
29-30 juillet Québec (Québec)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres de l'Environnement	Oui

DATE ET LIEU	TITRE	PARTICIPATION
15 août Ottawa (Ontario)	Rencontre fédérale-provinciale des hauts fonctionnaires responsables de l'autoroute de l'information	Oui
20-21 août Moncton (Nouveau-Brunswick)	Conférence fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables des travaux publics	Oui
21-23 août Jasper (Alberta)	Conférence interprovinciale des premiers ministres	Oui
21-23 août Toronto (Ontario)	Comité consultatif des sous-ministres de l'Éducation	Oui
25 août Vancouver (Colombie-Britannique)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres de la Justice	Non
5-6 septembre Saskatoon (Saskatchewan)	Conférence provinciale-territoriale des ministres responsables des administrations locales	Oui
9-10 septembre Toronto (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres de la Santé	Oui
10-11 septembre Toronto (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres de la Consommation	Oui
15-18 septembre Yellowknife (Territoires-du-Nord-Ouest)	Conférence fédérale-provinciale des ministres de l'Énergie et des Mines	Oui
16 septembre Victoria (Colombie-Britannique)	Conférence fédérale-provinciale des ministres des Services sociaux et de la Sécurité du revenu	Oui
17 septembre Victoria (Colombie-Britannique)	Conférence interprovinciale des ministres des Services sociaux et de la Sécurité du revenu	Oui
16-17-18 septembre Québec (Québec)	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres du Travail, dans le cadre de l'Association canadienne des administrateurs de lois ouvrières (ACALO)	Oui
25 septembre a.m. Canmore (Alberta)	Conférence interprovinciale des ministres des Pêches du Canada	Oui
25 septembre p.m. et 26 Canmore (Alberta)	Conférence fédérale-provinciale des ministres des Pêches du Canada	Oui
26-27 septembre Ottawa (Ontario)	Rencontre des hauts fonctionnaires responsables de la Condition féminine	Non
30 septembre Winnipeg (Manitoba)	Réunion fédérale-provinciale des ministres responsables de l'Autoroute de l'information	Oui
30 septembre Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	Rencontre annuelle des ministres responsables des parcs	Oui
30 septembre-1 ^{er} octobre St-John's (Terre-Neuve)	Conseil des ministres de l'Éducation du Canada	Oui
1 ^{er} octobre Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	Rencontre du Conseil canadien des ministres des Forêts	Oui
2 octobre Calgary (Alberta)	Réunion du Conseil interprovincial des ministres responsables de la réforme de la politique sociale	À titre d'observateur
2 octobre A.M. Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	Rencontre annuelle des ministres responsables de la faune	Oui
4 octobre Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances	Oui
9 octobre Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres des Transports	Oui

DATE ET LIEU	TITRE	PARTICIPATION
10 octobre Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	Conférence fédérale-provinciale des ministres des Transports	Oui
17-18 octobre Winnipeg (Manitoba)	Réunion des sous-ministres de l'Environnement	Oui
27-28 octobre Saskatoon (Saskatchewan)	Conférence fédérale-provinciale des ministres responsables de la Culture et du Patrimoine	Oui
28 octobre Calgary (Alberta)	Rencontre des premiers ministres sur les questions autochtones	À titre d'observateur
29-30 octobre Toronto (Ontario)	Réunion des représentants du commerce intérieur	Oui
19-20 novembre Toronto (Ontario)	Conseil canadien des ministres de l'Environnement	Oui
21-22 novembre Ottawa (Ontario)	Comité des hauts fonctionnaires responsables des Droits de la personne	Oui
26 novembre Toronto (Ontario)	Rencontre interprovinciale du Carrefour des ministres pour la réforme des politiques sociales	À titre d'observateur
27 novembre Toronto (Ontario)	Rencontre fédérale-provinciale du Carrefour des ministres pour la réforme des politiques sociales	À titre d'observateur
27-28 novembre Québec (Québec)	Réunion fédérale-provinciale des sous-ministres de la Justice	Oui
9 décembre Halifax (Nouvelle-Écosse)	Réunion fédérale-provinciale des sous-ministres des Pêches de l'Atlantique	Oui
11 décembre Ottawa (Ontario)	Conférence interprovinciale des sous-ministres de la Santé	Oui
12 décembre Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres de la Santé	Oui
11-12 décembre Toronto (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale conjointe des ministres de l'Énergie et de l'Environnement	Oui
16 décembre Toronto (Ontario)	Rencontre interprovinciale des sous-ministres des Services sociaux	Oui
17 décembre Toronto (Ontario)	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres des Services sociaux	Oui
1 9 9 7		
13 janvier Toronto (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres des Services sociaux et de la Sécurité du revenu	Oui
13-14 janvier Toronto (Ontario)	Réunion des sous-ministres du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CCSME)	Oui
29 janvier Toronto (Ontario)	Conseil ministériel sur la réforme des programmes sociaux (interprovincial)	À titre d'observateur
29 janvier Toronto (Ontario)	Conseil ministériel sur la réforme des programmes sociaux (fédéral-provincial)	À titre d'observateur
29 janvier	Conférence téléphonique des sous-ministres responsables des sports et des loisirs	Oui
29-30 janvier Vancouver (Colombie-Britannique)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres de la Santé	Oui
30 janvier	Conférence téléphonique des ministres responsables des Forêts	Oui
10-11 février Hull (Québec)	Conférence fédérale-provinciale des ministres du Travail	Oui
13-14 février Ottawa (Ontario)	Réunion des sous-ministres responsables de la Condition féminine	Oui

DATE ET LIEU	TITRE	PARTICIPATION
13-14 février Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des hauts fonctionnaires responsables de la protection civile	Oui
17-18 février Toronto (Ontario)	Réunion du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) (CMEC)	Oui
19 février Ottawa (Ontario)	Conseil des ministres des Pêches de l'Atlantique	Oui
19 février Winnipeg (Manitoba)	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres de l'Environnement	Oui
26 février Fredericton (Nouveau-Brunswick)	Conférence interprovinciale des ministres de la Justice	Oui
27-28 février Fredericton (Nouveau-Brunswick)	Conférence fédérale-provinciale des ministres de la Justice	Oui
6-7 mars Ottawa (Ontario)	Rencontre des représentants du Commerce intérieur	Oui
11-12 mars Winnipeg (Manitoba)	Réunion du Conseil des sous-ministres responsables des Transports et de la Sécurité routière	Oui
20-21 mars Montréal (Québec)	Conseil canadien des ministres de l'Environnement - Réunion du Comité des sous-ministres	Oui

QUESTION 12

LISTE DES RENCONTRES, CONFÉRENCES INTERPROVINCIALES CANADIENNES OU RENCONTRES AVEC UN HOMOLOGUE D'UNE AUTRE PROVINCE CANADIENNE OU DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU LE MINISTRE QUÉBÉCOIS DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES A PARTICIPÉ OU REFUSÉ DE PARTICIPER, EN INDIQUANT LA DATE ET LE SUJET.

Réponse : Voir document ci-joint.

QUESTION 12 *Liste des rencontres, conférences interprovinciales canadiennes ou rencontres avec un homologue d'une autre province canadienne ou du gouvernement fédéral où le ministre québécois des Affaires intergouvernementales canadiennes a participé ou refusé de participer*

OBJET	LIEU, DATE	MINISTRES RENCONTRÉS	SUJETS
❶ Pluie diluvienne du Saguenay	<ul style="list-style-type: none"> • 27 juillet 1996, Saguenay • 23 septembre 1996, Chicoutimi • 27 mars 1997, Chicoutimi 	<ul style="list-style-type: none"> • M. Marcel Massé, président du Conseil du trésor • M. Marcel Massé • M. Marcel Massé 	<ul style="list-style-type: none"> • Constat préliminaire des impacts du sinistre et conférence de presse conjointe sur les orientations envisagées par les 2 gouvernements • Discussions portant sur les différents dossiers demeurant en suspens et versement d'un montant de 50 M\$ • Signature de l'entente sur le programme de reconstruction économique temporaire et remise d'un autre chèque de 50 M\$
❷ Tournée pancanadienne du ministre des Affaires intergouvernementales du Canada	<ul style="list-style-type: none"> • 9 mai 1996, Québec 	<ul style="list-style-type: none"> • M. Stéphane Dion, ministre des Affaires intergouvernementales du Canada 	<ul style="list-style-type: none"> • Discussions portant sur l'organisation des travaux reliés à la conférence des premiers ministres
❸ Commissions scolaires linguistiques	<ul style="list-style-type: none"> • 7 février 1997, Montréal • 24 mars 1997, Montréal 	<ul style="list-style-type: none"> • M. Stéphane Dion • M. Stéphane Dion 	<ul style="list-style-type: none"> • Discussions exploratoires, amendement constitutionnel commissions scolaires linguistiques (art. 93, L.C. 1867) • Projet d'amendement constitutionnel, commissions scolaires linguistiques (art. 93, L.C. 1867)
❹ Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres	<ul style="list-style-type: none"> • 20-21 juin 1996, Ottawa 	<ul style="list-style-type: none"> • Le premier ministre du Québec • Le premier ministre du Canada • Les premiers ministres des autres provinces 	<ul style="list-style-type: none"> • Renouvellement de la fédération • Article 49, Loi constitutionnelle de 1982 • Emploi et croissance • Politique sociale
❺ Inauguration des nouveaux locaux du Bureau du Québec dans les Provinces atlantiques	<ul style="list-style-type: none"> • 10 octobre 1996, Moncton 	<ul style="list-style-type: none"> • M. Bernard Richard, ministre des Affaires intergouvernementales et autochtones du Nouveau-Brunswick 	<ul style="list-style-type: none"> • Présence du Québec en Acadie • Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada

QUESTION 13

**IDENTIFICATION DES CONDITIONS, NORMES ET MODALITÉS
D'APPLICATION DU PROGRAMME DE COOPÉRATION
INTERPROVINCIALE.**

RÉPONSE: Voir ci-jointes les normes du Programme.

PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERPROVINCIALE**OBJECTIFS DU PROGRAMME**

- Améliorer la connaissance réciproque des Québécois et des résidents des autres provinces et territoires canadiens;
- Encourager les échanges de vue, de compétence et d'expériences entre le Québec et les autres provinces et territoires;
- Contribuer à l'épanouissement de la langue et de la culture françaises à l'extérieur du Québec.

STRUCTURE DU PROGRAMME

Le programme de coopération interprovinciale est divisé en trois volets et chaque volet possède des objectifs et des modalités spécifiques, soit:

- VOLET 1: Coopération institutionnelle
- VOLET 2: Coopération interprovinciale
- VOLET 3: Promotion et diffusion

Volet 1: Coopération institutionnelle

Le volet 1 du programme regroupe les activités de soutien du gouvernement du Québec au budget de fonctionnement des organismes oeuvrant dans le domaine des relations intergouvernementales et institutionnelles au Canada.

a. Demandeurs admissibles

- Secrétariat des Conférences intergouvernementales canadiennes;
- Secrétariat de la Conférence des gouverneurs des États de la Nouvelle-Angle terre et des Premiers ministres de l'Est du Canada;
- Centre des Arts de la Confédération;
- Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada.

Restriction: Aucun organisme ou projet ne peut être ajouté à cette liste sans l'autorisation préalable du Conseil du trésor.

b. Paramètres servant à établir le montant de la contribution

- Entente intergouvernementale ou engagement gouvernemental de contribuer financièrement au budget annuel de fonctionnement de ces organismes, sur la base de quotes-parts ou selon un montant statutaire;
- La subvention ne peut dépasser 50 % du budget de l'organisme.

c. Modalités et conditions reliées au versement de la subvention

- La subvention est accordée en un seul versement;
- L'organisme doit transmettre au SAIC un rapport faisant état de l'utilisation des sommes accordées. Les bénéficiaires ayant obtenu une subvention de plus de 25 000 \$ doivent en outre soumettre leurs états financiers vérifiés et ce, conformément à la réglementation en vigueur;
- Lors de toute communication publique, l'organisme s'engage à faire état de la contribution financière du gouvernement du Québec.

Volet 2: Coopération interprovinciale

Le volet 2 du programme regroupe l'ensemble des activités de coopération interprovinciale réalisées dans le cadre d'ententes bilatérales formelles, entre le Québec et les autres provinces, ou sur la base d'un engagement réciproque. Les activités doivent s'inscrire dans les programmes développés et administrés avec les ministères sectoriels québécois. Des paramètres touchant la clientèle cible, les dépenses admissibles ainsi que les conditions de l'aide financière accordée sont établis pour chaque programme sectoriel. Les programmes sectoriels de coopération interprovinciale en vertu desquels le SAIC apporte un soutien financier à la réalisation des projets présentés sont énumérés ci-après. La contribution financière du gouvernement du Québec à la réalisation de projets est liée à celle d'un autre gouvernement et celle-ci est généralement identique à l'apport de la province partenaire dans le cas des ententes.

1. Projets et dépenses admissibles par programme sectoriel:

a. Échange et soutien aux manifestations culturelles:

Projets permettant à des artistes, organismes et organisateurs d'événements dans le domaine des arts pour lesquels l'aide consentie peut atteindre 50 % des dépenses admissibles. Celles-ci sont les frais de transport et de séjour, les frais de transport des oeuvres, l'achat ou la location de matériel et les coûts relatifs à la tenue d'un événement;

b. Échange d'auteurs-créateurs:

Projets permettant à des auteurs-créateurs québécois d'effectuer des tournées dans les écoles des autres provinces et de présenter leurs oeuvres aux étudiants. Les dépenses admissibles sont les frais de transport et de séjour, les frais de transport des oeuvres, l'achat de matériel et l'allocation forfaitaire à l'artiste invité;

c. Bourses de perfectionnement et d'études:

Aide permettant à des artistes professionnels de réaliser des stages de perfectionnement au Banff Centre for the Arts (Alberta) et à des élèves d'étudier deux années au Collège Lester B. Pearson (Colombie-Britannique) en vue de l'obtention du baccalauréat international. Les bourses accordées représentent les coûts de transport;

d. Échange d'élèves de niveau secondaire d'une durée de six mois:

Projets permettant à des étudiants québécois de niveau secondaire d'effectuer un séjour de trois mois dans des institutions scolaires d'une autre province et ce, sur une base de réciprocité au Québec. Les dépenses admissibles sont les frais de transport des élèves et des adultes accompagnateurs, les frais de séjour de tous les participants lors des grands rassemblements avant le départ vers les provinces d'accueil et au retour de même que les frais de déplacement des personnes chargées d'effectuer l'évaluation à mi-terme du stage. Une quote-part de 150 \$ par élève participant est exigée en 1994-1995; le montant de cette contribution pourrait être augmenté au cours des prochains exercices;

e. Études canadiennes:

Projet permettant à des étudiants québécois de niveau secondaire de participer à un colloque annuel portant sur la réalité canadienne. Les dépenses admissibles sont les frais d'inscription au colloque et les frais de séjour des étudiants et des adultes accompagnateurs;

f. Coopération collégiale:

Projets permettant des échanges entre enseignants, étudiants et collèges du Québec et ceux des autres provinces dans les domaines de la formation et de l'enseignement ou favorisant la réalisation de stages et de sessions d'études. Les dépenses admissibles sont les frais de transport et de séjour des participants; dans les cas de sessions d'études, une allocation est accordée à l'établissement québécois; en 1994-1995, l'allocation maximale est fixée à 1 000 \$ par étudiant;

g. Coopération universitaire:

Projets permettant des échanges entre universités québécoises et autres institutions canadiennes dans les domaines de la recherche, de l'enseignement et de la formation. Les dépenses admissibles sont les frais de transport et de séjour des participants; dans les cas de stages de formation, l'étudiant est admissible, en 1994-1995, à une bourse de 1 000 \$ par session pour des études de 1er ou de 2e cycle et de 2 000 \$ pour des études de 3e cycle et ce, pour un maximum de deux sessions;

h. Emplois d'été dans les administrations publiques et les municipalités:

Projets permettant à des étudiants québécois de niveaux universitaire et collégial d'occuper un emploi d'été dans le réseau des institutions gouvernementales ou dans une municipalité d'une autre province et ce, sur une base de réciprocité au Québec. Les dépenses admissibles sont les frais de transport des étudiants québécois vers la province d'accueil et 50 % des coûts reliés à l'organisation du grand rassemblement des étudiants des autres provinces en stage au Québec;

i. Échange et soutien au perfectionnement du personnel du secteur de l'éducation:

Projets permettant au personnel et aux institutions scolaires du Québec d'effectuer dans une autre province, des échanges ou des stages de perfectionnement dans le secteur de l'éducation et de l'enseignement supérieur et ce, sur une base de réciprocité au Québec ou permettant l'organisation d'un séminaire, colloque ou congrès. Les dépenses admissibles sont les frais de transport, de séjour et d'inscription et les coûts relatifs à l'organisation des événements précités;

j. Coopération en matière économique et technologique:

Projets permettant la réalisation ou la participation à des missions, séminaires ou colloques pour lesquels l'aide consentie peut atteindre 50 % des dépenses admissibles. Celles-ci sont les frais de transport, de séjour et d'inscription et les coûts relatifs à l'organisation des événements précités;

k. Autres activités de coopération:

Projets permettant l'organisation ou la réalisation de missions ou d'échanges dans divers secteurs d'intérêt pour le Québec. Les dépenses admissibles sont les frais de transport et de séjour et 50 % des coûts relatifs à l'organisation d'un événement.

2. Modalités et conditions reliées au versement de la subvention:

A l'exception des projets réalisés dans le cadre des programmes d'échange d'élèves de niveau secondaire, de coopération collégiale et de coopération universitaire pour lesquels la subvention allouée est accordée en deux versements (80 % et 20 %), la contribution financière est octroyée en un seul versement. Lorsque le programme prévoit deux versements, la deuxième tranche est accordée sur remise d'un rapport présentant les coûts réels encourus.

Le bénéficiaire s'engage à n'utiliser l'aide financière accordée que pour la réalisation du projet présenté. Au terme du projet, un rapport final faisant état de l'utilisation des sommes accordées et de la réalisation du projet doit être transmis au SAIC. Les bénéficiaires ayant obtenu une subvention de plus de 25 000 \$ doivent en outre soumettre leurs états financiers vérifiés et ce, conformément à la réglementation en vigueur. Enfin, lors de toute communication publique sur le projet, le bénéficiaire s'engage à faire état de la contribution financière du gouvernement du Québec.

Volet 3: Promotion et diffusion

Le volet 3 du programme regroupe l'ensemble des activités de promotion et de diffusion de l'excellence des ressources québécoises au Canada. La contribution financière du gouvernement du Québec n'est pas liée à celle d'un autre gouvernement.

1. Projets admissibles:

Le projet soumis peut s'inscrire dans le domaine de la promotion et diffusion culturelle, scientifique et technologique, touristique, des communications, de l'éducation, de la recherche et de l'enseignement supérieur ou de l'économie.

2. Dépenses admissibles:

Les dépenses admissibles sont les frais de transport et de séjour des participants, les frais de transport des oeuvres et les coûts relatifs à l'inscription ou à l'organisation d'un événement. La subvention maximale consentie ne peut excéder 50 % des dépenses admissibles.

3. Modalités et conditions reliées au versement de la subvention:

La subvention est accordée en un seul versement. Le bénéficiaire s'engage à n'utiliser l'aide financière accordée que pour la réalisation du projet présenté. Au terme du projet, un rapport final faisant état de l'utilisation des sommes octroyées et de la réalisation du projet doit être transmis au SAIC. Les bénéficiaires ayant obtenu une subvention de plus de 25 000 \$ doivent en outre soumettre leurs états financiers vérifiés et ce, conformément à la réglementation en vigueur. Enfin, lors de toute communication publique sur le projet, le bénéficiaire s'engage à faire état de la contribution financière du gouvernement du Québec.

QUESTION 14

VENTILATION DES BUDGETS AFFECTÉS AU PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERPROVINCIALE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997. LISTE DES ENTENTES DE COOPÉRATION AVEC LES AUTRES PROVINCES CANADIENNES. LISTE DES ORGANISMES DES AUTRES PROVINCES QUI BÉNÉFICIENT DU PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERPROVINCIALE AVEC, POUR CHACUN, LE MONTANT, LE MANDAT ET LE BILAN .

RÉPONSE

— Ventilation des budgets affectés:

Volet I - Coopération institutionnelle:	205 000 \$
Volet II - Coopération interprovinciale:	545 300 \$
Volet III - Promotion et diffusion:	50 000 \$

TOTAL: 800 300 \$

-- Liste des ententes de coopération avec les autres provinces canadiennes:

- Accord de coopération entre le gouvernement du Québec et le gouvernement de l'Ontario;
- Accord de coopération et d'échanges en matière d'éducation et de culture entre le Québec et le Nouveau-Brunswick;
- Accord de coopération entre le Québec et le Manitoba dans le domaine de l'éducation;
- Accord entre le Québec et la Saskatchewan sur un programme d'échanges et de coopération dans le domaine de l'éducation;
- Accord de coopération et d'échanges en matière de culture, d'éducation, d'économie, de jeunesse, d'administration publique et de communications entre les gouvernements du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard;
- Accord de coopération entre le Québec et l'Alberta dans le domaine de l'éducation.

-- Liste des organismes des autres provinces qui bénéficient du Programme de coopération interprovinciale:

- Voir réponse à la question 5.

QUESTION 15

RAPPORT BUDGÉTAIRE DU PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERPROVINCIALE POUR 1995-1996 ET 1996-1997 EN INDIQUANT LE BUDGET, LES SOMMES ENGAGÉES, LA DISPONIBILITÉ ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES CRÉDITS PÉRIMÉS.

(en k \$)

VOLETS	1996-1997		
	BUDGET	DÉPENSES	PÉRIMÉS
I	205,0	186,3	18,7
II	545,3	445,3	100,0
III	50,0	3,4	46,6
TOTAUX	800,3	635,0	165,3

QUESTION 16

**IDENTIFICATION DES CONDITIONS, NORMES ET MODALITÉS
D'APPLICATION DU PROGRAMME DE SOUTIEN FINANCIER AUX
PARTENARIATS ENTRE LE QUÉBEC ET LES COMMUNAUTÉS
FRANCOPHONES ET ACADIENNES DU CANADA.**

RÉPONSE: Voir ci-jointes les normes du Programme.

**Programme de soutien financier
aux partenariats entre le Québec et les
communautés francophones et acadiennes du Canada**

1. Objectifs du programme

- . faciliter la réalisation d'activités de partenariat entre les francophones du Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada;
- . soutenir et accroître des réseaux de communications et d'échanges entre partenaires francophones dans les domaines jugés essentiels à la vitalité de la langue française;

2. Organismes admissibles

- a) les organismes, institutions et entreprises du Québec et des communautés francophones et acadiennes du Canada s'étant engagés dans la réalisation conjointe d'activités de partenariat;
- b) certains organismes qui exercent leurs activités à l'échelle pancanadienne lorsqu'ils s'associent à la réalisation de projets de partenariat provenant de leur réseau.

3. Projets admissibles

Pour être admissibles au programme, les projets doivent:

- . être conçus, présentés et réalisés par des partenaires francophones ou travaillant dans des milieux francophones au Québec et dans les communautés francophones et acadiennes du Canada;
- . être réalisés dans les domaines privilégiés par la Politique, soit l'économie, la culture et les communications ainsi que l'éducation;
- . faire l'objet d'une planification détaillée, d'une description des activités envisagées et d'un plan de partage des ressources
- . inclure la confirmation de l'engagement des partenaires à réaliser le projet sous réserve de l'obtention d'une aide financière du gouvernement du Québec.

4. Dépenses admissibles

Les dépenses admissibles sont celles reliées directement à la réalisation du projet. Sont exclus les frais reliés à l'administration et à la gestion régulière des organismes partenaires (salaires, dépenses courantes de fonctionnement) de même que les coûts reliés à des dépenses d'immobilisation ou à des acquisitions de biens meubles.

5. Critères servant à l'établissement du montant de la subvention

De façon générale, les subventions maximales consenties ne peuvent excéder 50 % des dépenses admissibles dans le cas de projets nationaux ou multirégionaux, 60 % dans le cas de projets régionaux ou provinciaux et 80 % s'il s'agit de projets locaux.

6. Modalités et conditions reliées au versement de la subvention

Une contribution financière égale ou inférieure à 10 000 \$ est accordée en un seul versement. Lorsqu'une aide supérieure à 10 000 \$ est octroyée, cette dernière est attribuée en deux versements représentant chacun 50 % du montant alloué. Le versement de la deuxième tranche est conditionnel à la remise d'un rapport d'étape sur l'état d'avancement du projet et à l'acceptation de ce rapport.

Au terme du projet, les partenaires s'engagent à fournir un rapport sur la réalisation de l'activité accompagné d'un bilan financier complet et détaillé décrivant l'utilisation des fonds qui ont été investis.

Les bénéficiaires s'engagent à n'utiliser l'aide financière accordée que pour la réalisation du projet présenté.

Lors de toute communication publique sur le projet, les partenaires doivent faire état de la contribution financière du gouvernement du Québec.

QUESTION 17

VENTILATION DES BUDGETS AFFECTÉS AU PROGRAMME DE FINANCEMENT DE PARTENARIAT POUR 1995-1996 ET 1996-1997. LISTE DES ENTENTES, LISTE DES ORGANISMES DES AUTRES PROVINCES QUI BÉNÉFICIENT DU PROGRAMME AVEC, POUR CHACUN, LE MONTANT ET LE BILAN.

RÉPONSE

- Ventilation des budgets affectés au Programme pour 1995-1996: Le programme de soutien financier aux partenariats entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada est entré en vigueur le 1er avril 1996 (exercice financier 1996-1997);
- Ventilation des budgets pour l'exercice financier 1996-1997 par volet:

Volet I:	Projets pancanadiens	317 250 \$
Volet II;	Projets de l'Est	324 500 \$
Volet III:	Projets du Centre	328 850 \$
Volet IV:	Projets de l'Ouest	139 000 \$

TOTAL: 1 109 600 \$

- Liste des bénéficiaires et montant accordé: voir réponse à la question 5;
- Bilan: Tous les projets ont été réalisés à la satisfaction du Secrétariat et les bénéficiaires se sont conformés à toutes les exigences du Programme.

QUESTION 18

RAPPORT BUDGÉTAIRE DU PROGRAMME DE FINANCEMENT DE PARTENARIAT POUR 1995-1996 ET 1996-1997 EN INDIQUANT LE BUDGET, LES SOMMES ENGAGÉES, LA DISPONIBILITÉ ET, LE CAS ÉCHÉANT, LES CRÉDITS PÉRIMÉS.

- Le Programme de soutien financier aux partenariats entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada est entré en vigueur le 1er avril 1996 (exercice financier 1996-1997);

(en k \$)

VOLETS	1996-1997		
	BUDGET	DÉPENSES	PÉRIMÉS
I	317,3	286,5	30,8
II	324,5	324,5	0,0
III	328,8	328,8	0,0
IV	139,0	139,0	0,0
TOTAUX	1 109,6	1 078,8	30,8

QUESTION 19

VENTILATION DES BUDGETS AFFECTÉS AU PROGRAMME DE SOUTIEN À LA FRANCOPHONIE CANADIENNE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1996-1997. LISTE DES ORGANISMES QUI EN BÉNÉFICIENT AVEC, POUR CHACUN, LE MONTANT, LE MANDAT ET LE BILAN.

RÉPONSE

- Le Programme de soutien financier à la francophonie canadienne hors Québec a été remplacé, en 1996-1997, par le Programme de soutien financier aux partenariats entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada.
- Voir les réponses aux questions 5 et 17.

QUESTION 20

**BILAN DES ACTIVITÉS ET VENTILATION DÉTAILLÉE DES BUDGETS
DU SECRÉTARIAT À LA FRANCOPHONIE POUR 1996-1997.**

RÉPONSE: Ne s'applique pas.

QUESTION 21

ORGANIGRAMME DU SECRÉTARIAT À LA FRANCOPHONIE.

RÉPONSE: Ne s'applique pas.

QUESTION 22

BILAN DU PROGRAMME DE COOPÉRATION UNIVERSITAIRE QUÉBEC-PROVINCES CANADIENNES ET DES CONVENTIONS RELATIVES À L'ADMISSION D'ÉTUDIANTES ET D'ÉDUTIANTS À DES PROGRAMMES DÉSIGNÉS D'ÉTUDE EN FRANÇAIS DANS DES UNIVERSITÉS QUÉBÉCOISES.

RÉPONSE

- Bilan: voir document ci-joint;
- Les conventions relatives à l'admission des étudiants(es) à des programmes désignés d'étude en français relèvent du ministère de l'Éducation.

PROGRAMME DE COOPÉRATION UNIVERSITAIRE

LISTE DES SUBVENTIONS ACCORDÉES

<u>UNIVERSITÉS</u>	<u>PROJETS</u>	<u>SUBVENTION</u>
École polytechnique/UBC	1	1 500 \$
École polytechnique/Calgary	2	7 500 \$
École polytechnique/Toronto	2	4 500 \$
INRS/Moncton	1	1 500 \$
INRS/Toronto	1	1 000 \$
INRS/Laurentienne	1	2 500 \$
INRS/Atlantic Geoscience Centre	1	1 000 \$
Laval/Western Ontario	1	5 000 \$
Laval/Waterloo	2	5 500 \$
Laval/Queen's	2	6 000 \$
Laval/Trent	1	3 000 \$
Laval/Guelph	1	4 300 \$
Laval/Victoria	1	3 500 \$
Laval/Dalhousie	2	4 500 \$
Montréal/Toronto et Guelph	1	3 500 \$
Montréal/McMaster	1	2 500 \$
Montréal/Toronto	3	8 000 \$
Montréal/Waterloo	1	2 800 \$
Montréal/Moncton	1	3 000 \$
Montréal/UBC	1	600 \$
Montréal/Alberta	2	8 000 \$
McGill/Moncton	1	1 500 \$
McGill/MacMaster *	2	2 527 \$
Sherbrooke/Waterloo	2	5 200 \$
Sherbrooke/Ottawa	1	2 000 \$
Sherbrooke/Carleton	1	2 000 \$
Sherbrooke/Queen's	1	3 000 \$
Sherbrooke/York	1	4 000 \$
Sherbrooke/Windsor	1	2 000 \$
Sherbrooke/McMaster	1	3 000 \$
Sherbrooke/Moncton	2	7 000 \$
UQAC/Toronto	1	2 000 \$
UQAM/Toronto	1	2 000 \$
UQAM/Moncton	1	1 600 \$
UQAM/UBC	1	3 500 \$
UQTR/Ottawa	1	2 000 \$
<u>TOTAUX:</u>	<u>47</u>	<u>123 027 \$</u>

* Solde de subventions de 1995-1996 payé en 1996-1997.

QUESTION 23

**BILAN ET RÉALISATION DES STRUCTURES D'ÉCHANGES
TOURISTIQUES ENTRE LES FRANCOPHONES DES AUTRES
PROVINCES ET LE QUÉBEC.**

RÉPONSE: Ne s'applique pas.

QUESTION 24

LISTE DES MEMBRES DES TABLES SECTORIELLES PERMANENTES DE CONCERTATION EN INDIQUANT LA DATE DE NOMINATION. BILAN DES ACTIVITÉS DES TABLES ET DATES DES RÉUNIONS TENUES EN 1996-1997.

RÉPONSE: Voir document en annexe.

TABLES SECTORIELLES DE CONCERTATION 1996-1997

-- Liste des membres:

Culture et communications

Membre	Organisme	Nomination
Ronald BOURGEOIS	Conseil culturel acadien de la Nouvelle-Écosse	96-01-26
Alain CHARTRAND	Coup de coeur francophone	96-01-26
Diane ST-LAURENT	Université Laval	97-03-11
Sylvie DUFOUR	Théâtre du Nouvel Ontario	96-01-26
Marie-Hélène FALCON	Festival de théâtre des Amériques	96-01-26
Hervé FOULON	Éditions Hurtubise HMH	96-01-26
Jocelyn NADEAU	Centre international pour le développement de l'inforoute en français	96-01-26
Jean-Guy OUELLET	Université de Sherbrooke	96-01-26
Louis PAQUIN	Les Productions Rivard	96-01-26
Fernand HARVEY	INRS/Culture & Société	97-03-11
Louissette VILLENEUVE	Université d'Alberta	96-01-26

Éducation

Membre	Organisme	Nomination
Roger ARSENAULT	Conseil d'école du Grand-Havre	96-01-26
Michel AUBERT	Commission scolaire Argile-Bleue	96-01-26
Louis-Gabriel BORDELEAU	Université d'Ottawa	96-01-26
Richard CHARRON	AFIDÈS	96-01-26
Aubrey CORMIER	Société éducative I-P-É	96-01-26
Diane DUGAS	Centre d'alphabétisation de Prescott	96-01-26
Roger GAUTHIER	Association provinciale des parents fransaskois	96-01-26
Nicole HENNESSEY	Conseil scolaire francophone	96-02-16
Caroline LABRIE	Étudiante	96-01-26
Nicole RIBERDY	Jeunesse du Monde	96-01-26
Suzanne VINCENT	Université Laval	96-01-26

Économie

Membre	Organisme	Nomination
Vacant	Depuis 2 juillet 1996	
Robert CORMIER	Centre communautaire Sainte-Anne	96-02-16
Éthel CÔTÉ	Conseil de la coopération de l'Ontario	96-01-16
Marcel LAFRANCE	Fondation entrepreneurship	96-11-19
Michel DORAY	Confédération des caisses Desjardins	96-01-26
Francine DUBÉ	C.F.D. Inc.	96-01-26
Vacant	Depuis le 10 mars 1997	
André LECLERC	Université de Moncton	96-01-26
Robert LESAGE	Forum francophone des affaires	96-01-26
Maurice McCARTHY	Chambre de développement économique communautaire	96-01-16
Paul WARD	Vox Management	96-01-16

-- **Date des réunions tenues:**

CULTURE/COMMUNICATIONS:

- 31 mai et 1er juin 1996;
- 20 et 21 septembre 1996;
- 6 et 7 décembre 1996;
- 14 mars 1997.

ÉCONOMIE:

- 23 et 24 août 1996;
- 29 et 30 novembre 1996;
- 14 mars 1997.

ÉDUCATION:

- 3 et 4 mai 1996;
- 6 et 7 septembre 1996;
- 17 et 18 janvier 1997;
- 14 mars 1997.

- **Bilan:** Les Tables sectorielles de concertation sont chargées d'aviser le ministre sur les orientations et les activités de la mise en oeuvre de la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada. Lancées en mars 1996, les Tables des secteurs de la culture et des communications et de l'éducation ont tenu quatre réunions, alors que la Table du secteur de l'économie s'est réunie à trois reprises.

Les trois groupes ont identifié respectivement certains secteurs ou activités à privilégier dans la mise en oeuvre de la Politique, à l'égard du développement de partenariats entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes. Ces priorités sectorielles ont constitué l'essentiel de la thématique du Forum triennal, où les travaux en atelier ont servi, en quelque sorte, de consultation «élargie» sur chaque sujet retenu, aux fins d'avis au ministre.

QUESTION 25

PLAN D'ACTION DES TABLES SECTORIELLES PERMANENTES DE CONCERTATION.

RÉPONSE

Les Tables sectorielles en éducation, en culture et communications et en économie poursuivront, en 1997-1998, les travaux amorcés depuis leur lancement en mars 1996 et devant conduire à des avis au ministre responsable de la Politique du Québec à l'égard des actions prioritaires de mise en oeuvre. L'identification des secteurs prioritaires et les recommandations émanant du Forum triennal, tenu en mars 1997, constitueront les éléments principaux de cette concertation.

Les priorités en éducation

- le «réseautage» de la télématique scolaire entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada;
- les liens à l'égard de la formation en alphabétisation;
- les partenariats dans les mesures de francisation;
- les liens dans la production et la diffusion de matériel pédagogique.

Les priorités en économie

- une stratégie commune de développement de l'entrepreneurship collectif et individuel;
- la recherche d'outils communs de développement économique;
- la mise en place de réseaux communs de développement économique.

Les priorités en culture et communications

- les stratégies communes en formation à la création, la production et la diffusion culturelles;
- les liens dans la promotion et le développement de la création artistique;
- les stratégies communes dans la diffusion de produits culturels.

Chacune de ces priorités sectorielles fera l'objet d'avis au ministre au cours des prochains mois, lesquels porteront, notamment, sur les pistes d'action et les partenariats susceptibles de concrétiser les initiatives de mise en oeuvre de la Politique.

QUESTION 26

BILAN ET BUDGET POUR 1996-1997 ET 1997-1998 RELATIFS À LA MISE EN OEUVRE DU FORUM TRIENNAL DE CONCERTATION

RÉPONSE

1996-1997 Forum francophone de concertation 1997

BILAN

Le Forum francophone de concertation s'est tenu du 14 au 16 mars 1997. Il visait, d'une part, à effectuer un bilan de l'implantation des différents instruments de mise en oeuvre de la Politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada depuis le lancement de cette dernière en mars 1995 et, d'autre part, à faire valider par les participants certains axes de développement ou pistes d'action pour les trois prochaines années.

Plus de 483 personnes (participants, organisations, journalistes, etc) se sont inscrites au Forum, provenant de toutes les provinces et territoires. De ce nombre, on comptait plus de 308 participants inscrits aux ateliers de travail dont 111 provenaient du Québec et 197 à l'extérieur du Québec.

Près d'une quarantaine de recommandations sont issues des travaux des divers ateliers du Forum portant à la fois sur les instruments de mise en oeuvre de la Politique (tables de concertation, programme de financement de partenariat, concertation régionale) et sur les axes prioritaires de développement.

Le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes a accueilli les commentaires et recommandations des participants et s'est engagé à en faire un examen approfondi. Il a de plus, en guise d'observation préliminaire, formulé des engagements précis sur certaines recommandations dont la création d'un comité de suivi afin de s'assurer que les gestes appropriés seront posés en vue de répondre aux attentes des participants.

BUDGET

PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

<u>REVENUS</u>	140 865 \$
<u>DÉPENSES</u>	
Frais de déplacement et de séjour	26 842 \$
Communications	22 596 \$
Honoraires professionnels	19 213 \$
Réceptions	42 303 \$
Équipement (location)	700 \$
Spectacle	27 527 \$
Expositions	819 \$
Divers	865 \$
<u>DÉPENSES - TOTAL</u>	140 865 \$

Prévisions selon les données du 26 mars 1997

1997-1998

Le Forum francophone est un événement triennal dont le prochain est prévu en l’an 2000. Aucune dépense n’est prévue à ce titre pour l’exercice 1997-1998.

QUESTION 27:

COPIE DU PLAN STRATÉGIQUE 1997-1998, PRÉSENTÉ AU CONSEIL DU TRÉSOR.

**Réponse : Voir budget de dépenses 1997-1998- Volume III,
Plans ministériels de gestion des dépenses**

QUESTION 28:

PRÉVISION DE RÉFÉRENCE AYANT SERVI À L'ÉLABORATION DU PLAN STRATÉGIQUE 1997-1998, PRÉSENTÉ AU CONSEIL DU TRÉSOR.

**Réponse : Voir budget de dépenses 1997-1998- Volume III,
Plans ministériels de gestion des dépenses**

QUESTION 29 :

CONCERNANT LE RAPPORT COURCHENE (A CONVENTION ON THE CANADIAN ECONOMIC AND SOCIAL SYSTEMS, AOÛT 1996), DRESSER LA LISTE DES AVIS, OPINIONS, ANALYSES OU RECOMMANDATIONS PRÉPARÉS PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES. INDIQUER SOMMAIREMENT LE SUJET PRINCIPAL DE L'AVIS, OPINION, ANALYSE OU RECOMMANDATION, LA TENUE ET LES CONCLUSIONS

RÉPONSE :

Le SAIC ne peut pas transmettre ses analyses portant sur le rapport Courchene car elles comportent des incidences sur la conduite des affaires intergouvernementales du gouvernement du Québec. Sur ce sujet, le premier ministre du Québec a fait connaître la position du gouvernement du Québec lors de la Conférence interprovinciale des premiers ministres, tenue à Jasper, en août 1996 (communiqué de presse ci-joint).



C O M M U N I Q U

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE
CNW CODE 01

LE RÉÉQUILIBRAGE DES RÔLES ET DES RESPONSABILITÉS D'OTTAWA ET DES PROVINCES : UNE AUTRE AVENUE DE CENTRALISATION

Jasper, le vendredi 23 août 1996 - À l'occasion de la conférence interprovinciale des premiers ministres, la question du rééquilibrage des rôles et responsabilités fédéraux et provinciaux a été discutée.

Le premier ministre du Québec a constaté que le rééquilibrage des rôles et des responsabilités des gouvernements s'avère le véhicule privilégié par les autres provinces pour promouvoir leur vision du Canada et de son avenir : «Cet exercice n'a de rééquilibrage que le nom lorsque l'on considère que les arrangements constitutionnels existants ne reconnaissent ni l'identité, ni les aspirations, ni les priorités, ni les besoins du peuple du Québec», de souligner M. Bouchard.

M. Bouchard a rappelé les pièges que revêt pour le Québec l'approche de rééquilibrage préconisée par les autres provinces : «Quand on songe qu'Ottawa veut créer des agences fédérales dans les domaines des valeurs mobilières, de la perception du revenu et de l'inspection des aliments, on comprend bien que ce rééquilibrage sera en fait un autre exercice de pancanadianisme que ces provinces accueillent à bras ouverts. En particulier dans le secteur des valeurs mobilières, les autres provinces comme le gouvernement fédéral balaient sous le tapis tant le consensus québécois que la résolution unanime, adoptée par l'Assemblée Nationale le 4 juin 1996, qui demande à Ottawa d'abandonner son projet de commission fédérale des valeurs mobilières.»

Le premier ministre du Québec a souligné que le rééquilibrage promu par les autres provinces fournira à Ottawa le prétexte idéal pour poursuivre ses intrusions dans les champs de compétence du Québec, par le biais de son pouvoir fédéral de dépenser. M. Bouchard a rappelé les propos de l'ancien premier ministre du Québec, M. Daniel Johnson, qui déclarait en 1993 à ce sujet : «l'"encroachment" [l'empiètement] du fédéral nous coûte une fortune, c'est ça qui donne 30 milliards de déficit fédéral par année, essentiellement».

- 2 -

«Le gouvernement n'a ni l'intention ni le mandat d'abandonner quelque dimension des compétences constitutionnelles du Québec, que l'opération envisagée soit de nature constitutionnelle ou administrative», de déclarer le premier ministre du Québec. M. Bouchard a rappelé que le respect de l'intégrité des compétences du Québec et, partant, de son autonomie politique est l'une des revendications québécoises fondamentales : «Les gouvernements du Québec, depuis longtemps et indépendamment de leur option quant au statut du Québec, ont cherché à raffermir ses compétences de manière à favoriser la maîtrise par le peuple québécois de son développement social, économique et culturel ainsi que de ses institutions politiques. Ce que nous offrent les provinces, c'est une centralisation, un recul, la négation du cheminement historique des Québécois.»

M. Bouchard a indiqué qu'il entend, à l'extérieur du cadre de cette opération de rééquilibrage poursuivre ses pourparlers avec le gouvernement fédéral dans les dossiers québécois prioritaires. Dans le secteur de la main-d'oeuvre notamment, le Québec s'assurera que le transfert des programmes et mesures fédéraux s'accompagne des budgets correspondants, c'est-à-dire des impôts des Québécois qui transitent encore par Ottawa, ce dans le plein respect du consensus intervenu entre les partenaires de l'emploi au Québec.

M. Bouchard a également fait état de la poursuite des discussions avec les autres gouvernements sur l'ensemble des dossiers qui touchent l'emploi et l'économie, toujours sans souscrire au processus de rééquilibrage préconisé par les autres provinces. «Le Québec poursuivra ses échanges sur divers sujets, dans l'esprit général du partenariat qu'il maintient avec le Canada et dans le but de renforcer l'espace économique que partagent le Québec et le Canada. La mise en oeuvre de l'Accord sur le commerce intérieur, la formalisation du rôle des provinces quant aux traités relatifs au commerce international ainsi que l'harmonisation de la gestion environnementale sont autant de domaines qui forment la base du partenariat actuel et à venir entre le Québec et le Canada.»

M. Bouchard a conclu en ces termes : «Le Québec ne peut s'engager sur la voie d'un rééquilibrage dont les orientations générales et les mesures particulières mènent à l'abandon des revendications fondamentales du Québec et à l'érosion graduelle de ces dernières par des moyens intergouvernementaux et administratifs. Ce que l'on propose au Québec, c'est la construction d'un gouvernement canadien plus puissant, d'un Canada plus centralisé et moins respectueux des volontés des Québécois.»

- 30 -

Source: Cabinet du premier ministre
Marthe Lawrence, attachée de presse
Tél.: (418) 643-5321

QUESTION 30 :

CONCERNANT LE « REPORT TO PREMIERS ON SOCIAL POLICY REFORM AND RENEWAL (MARS 1996) », DRESSER LA LISTE DES AVIS, OPINIONS, ANALYSES OU RECOMMANDATION PRÉPARÉS PAR LE SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES. INDiquer LE SUJET PRINCIPAL DE L'AVIS, OPINION, ANALYSE OU RECOMMANDATION, LA TENEUR ET LES CONCLUSIONS

RÉPONSE :

Lors de la rencontre fédérale-provinciale des premiers ministres tenue à Ottawa, en juin 1996, le premier ministre du Québec a déposé le document ci-joint intitulé : « Le Québec et le rapport du Conseil interprovincial des ministres sur la réforme et la refonte des politiques sociales ». En outre, le Québec a émis, à cet égard, le communiqué de presse ci-joint.

Par ailleurs, le premier ministre du Québec a réitéré la position du gouvernement du Québec lors de la Conférence interprovinciale des premiers ministres tenue à Jasper, en août 1996 (voir communiqué de presse ci-joint).



C O M M U N I Q U

COMMUNIQUE # 2

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE
CNW CODE 01

PROGRAMMES SOCIAUX : LE QUÉBEC NE SAURAIT CAUTIONNER AUCUNE INGÉRENCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL DANS SES COMPÉTENCES EXCLUSIVES

Ottawa, le vendredi 21 juin 1996 - À l'occasion de la conférence fédérale-provinciale des premiers ministres tenue à Ottawa les 20 et 21 juin, le Rapport du conseil interprovincial des ministres sur la réforme et la refonte des politiques sociales a été discuté. Le Québec n'a participé ni à la création de ce conseil en août 1995, ni aux travaux qui s'ensuivirent, considérant que de telles initiatives ne pourraient faire autrement que de remettre en cause l'exercice, par le Québec, de ses compétences exclusives. Comme il l'avait indiqué, le premier ministre du Québec a rendu publiques les positions qu'il a défendues à cette rencontre à huis-clos qu'il aurait souhaitée publique.

Le Québec réitère qu'il ne peut ni ne souhaite s'associer à la démarche fédérale-provinciale parce que celle-ci aura deux effets pervers : d'abord, celui de limiter l'exercice de ses compétences exclusives en matière de santé, d'éducation et de sécurité du revenu au bénéfice du gouvernement fédéral; en second lieu, celui de rendre inévitable qu'une part significative des impôts et des taxes des Québécoises et des Québécois serve d'outil pour leur imposer des politiques qui ne répondent pas à leurs besoins et qui font perdurer chevauchements et gaspillages.

Pour les Québécois, il importe que les pouvoirs et compétences de l'Assemblée nationale ne soient ni érodés, ni contournés plus encore par le pouvoir fédéral de dépenser ou par des ententes administratives intervenues entre d'autres gouvernements. Ce serait la répétition, administrative cette fois, de l'entente constitutionnelle que monsieur Trudeau, monsieur Chrétien et leurs collègues provinciaux ont imposée aux Québécois en 1981.

Ainsi, on doit noter que la nature, la quantité et l'étendue des services assurés par le régime d'assurance-maladie du Québec pourraient bien être déterminées dans un système pancanadien dans lequel le Québec n'aurait qu'une voix très minoritaire. D'autre part, le gouvernement fédéral est clairement invité par les autres provinces à dicter à tous dans la Loi canadienne sur la santé, déjà largement décriée au Québec, des obligations nouvelles dans le domaine de la santé en matière de prévention, promotion, soutien et réadaptation.

Dans le secteur de l'éducation, le rapport fait de plus référence à l'élaboration de stratégies dites «nationales» ou à une harmonisation des programmes de prêts aux étudiants. Le rapport propose également la création de centres régionaux et «nationaux» de spécialisation tout comme il invite le gouvernement fédéral à s'immiscer dans le financement de la recherche universitaire. En effet, cela vise à écarter définitivement toute velléité, de la part d'une province, d'assumer pleinement toutes ses responsabilités en matière d'éducation, comme le Québec l'a toujours fait.

En ce qui a trait aux programmes d'aide sociale, le rapport propose à toutes fins pratiques de transférer au gouvernement fédéral l'essentiel des compétences québécoises. Ceci va à l'encontre des positions historiques du Québec, ne respecte pas la Constitution et laisse présager une volonté centralisatrice accrue de la part d'Ottawa.

La capacité du Québec de forger ses politiques sociales selon les priorités et les besoins propres à sa population serait pratiquement annihilée, car inféodée à la règle du consensus majoritaire des provinces. Les autres provinces ayant déjà esquissé une conception des rôles et responsabilités incompatible avec ce qu'ont toujours défendu les premiers ministres québécois, il devient évident que le Québec ne peut risquer d'assujettir l'exercice de ses compétences au mécanisme recommandé.

Par ailleurs, monsieur Bouchard a également souligné : «Le plus grand danger qui menace les programmes sociaux au Canada, c'est un gouvernement fédéral qui se targue d'un discours des plus humanistes mais qui, dans la réalité des choses, fait reposer l'essentiel de la lutte à son déficit sur les coupures dans les programmes sociaux et donc sur la qualité de vie des personnes auxquelles ils s'adressent».

Ainsi l'instauration du transfert social canadien a donné lieu à des coupures de 2,5 milliards de dollars pour 1996-1997 et de 4,8 milliards de dollars pour 1998-1999. Pour le Québec, la part de ces coupures représentera un impact cumulatif de 23,7 milliards de dollars pour la période 1982-1983 à 1997-1998.

Pour monsieur Bouchard, il n'y a qu'une façon de s'assurer que les ressources financières appartiennent vraiment au gouvernement responsable des programmes sociaux : «Le gouvernement fédéral doit évacuer les champs fiscaux correspondants et ainsi remettre au Québec les points d'impôt qui lui appartiennent».

Nombre de premiers ministres du Québec ont cherché à dénouer l'impasse. M. Jean Lesage a sorti le Québec de quelque 29 programmes fédéraux à frais partagés. M. Robert Bourassa insistait à Victoria pour que soient confirmées et reconnues les compétences exclusives du Québec. M. René Lévesque, bien évidemment, poursuit dans le même sens. Aujourd'hui, M. Lucien Bouchard a tenu à s'inscrire dans la continuité historique.

- 30 -

Source :

Cabinet du premier ministre
Marthe Lawrence, attachée de presse
Tél.: (418) 643-5321

**Le Québec et le rapport
du conseil interprovincial
des ministres sur la réforme et
la refonte des politiques sociales**

**Document déposé par le
Premier ministre du Québec
à la Conférence des Premiers ministres,
Ottawa, le 21 juin 1996**

1. Introduction : une démarche qui doit être resituée dans son juste contexte

Le 28 mars 1996, le Premier ministre de Terre-Neuve, monsieur Brian Tobin, en sa qualité de Président de la Conférence annuelle des premiers ministres, rendait public le Rapport du conseil inter-provincial des ministres sur la réforme et la refonte des politiques sociales. Ce document avait été préalablement transmis au premier ministre du Canada en lui demandant de faire figurer à l'ordre du jour de la prochaine conférence fédérale-provinciale des premiers ministres l'étude des recommandations de ce rapport.

La mise sur pied de ce conseil inter-provincial des ministres sur la réforme et la refonte des politiques sociales avait été décidée lors de la conférence annuelle des premiers ministres de 1995, qui s'était tenue à St-John's, Terre-Neuve. Le Québec n'a participé ni à la décision d'instaurer un tel conseil ni aux travaux qui s'ensuivirent.

Les conclusions et recommandations du rapport doivent nécessairement être resituées dans le contexte qui a donné lieu à la mise sur pied de ce conseil des ministres des provinces.

Le 1er avril dernier, le gouvernement fédéral a remplacé deux des mécanismes par lequel il assurait sa part de financement des programmes sociaux au Canada. C'est ainsi que, depuis cette date, le transfert canadien pour la santé et les programmes sociaux (le TCSPS, mieux connu sous l'appellation de transfert social canadien) a remplacé, d'une part, le Financement des programmes établis (FPE), lequel concernait les secteurs de la santé et de l'enseignement postsecondaire et, d'autre part, le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC), lequel assurait principalement le financement de l'aide sociale au Québec.

L'instauration du TCSPS répondait essentiellement aux impératifs d'une problématique budgétaire fédérale hors de contrôle. Elle constituait la dernière en date de nombreuses décisions unilatérales du gouvernement fédéral de chercher à redresser l'état de ses finances publiques en sabrant dans les transferts financiers aux provinces au titre des programmes sociaux.

Ces transferts se voyaient ainsi amputés de 2,5 milliards \$ pour 1996-1997 et de 4,5 milliards \$ supplémentaires pour 1997-1998. Le gouvernement du Québec, à l'instar de plusieurs autres provinces, a protesté contre cette décision unilatérale imposée sans véritable consultation préalable. L'instauration du TCSPS est la principale cause du sentiment croissant de la population qui doute maintenant d'une pérennité des programmes sociaux qu'elle croyait assurée.

Par ailleurs, mais en parallèle à ce désengagement massif, le gouvernement fédéral indiquait sa ferme intention de maintenir sa capacité d'imposer ses propres définitions et conceptions des politiques sociales. On indiquait donc que le financement transitant par le TSCPS serait conditionnel au respect de normes pancanadiennes. Le gouvernement fédéral invitait, dans le cadre de la loi instaurant le TSCPS, «les représentants des provinces à se consulter et à travailler en vue d'élaborer, par accord mutuel, un ensemble de principes et d'objectifs communs».

Le gouvernement du Québec a refusé de s'associer à une telle démarche puisque, comme tous les gouvernements qui l'ont précédé, il considère que les programmes sociaux relèvent de sa compétence exclusive, qu'il est le mieux placé pour répondre aux besoins spécifiques des Québécoises et des Québécois et, finalement, que si le gouvernement fédéral a réussi à s'ingérer dans ces compétences, ce n'est que par l'exercice illégitime d'un pouvoir fédéral de dépenser que n'a jamais reconnu le Québec. Même le premier ministre Bourassa, dans sa logique fédéraliste, a tout tenté, mais sans succès, pour limiter l'exercice du pouvoir fédéral de dépenser lors de l'Accord du lac Meech ou de celui de Charlottetown.

Même si le Québec ne s'est pas associé à la démarche du conseil des ministres, il a toujours été clair quant à ses objections à la démarche du gouvernement fédéral. Ainsi, notamment, à l'occasion des conférences fédérales-provinciales des ministres des Finances du Québec tenues en décembre 1995 et en février 1996, les ministres des Finances du Québec ont-ils de nouveau réclamé que le gouvernement fédéral se retire du financement des programmes sociaux et qu'il libère l'assiette fiscale du Québec où il perçoit, pour des fins qui relèvent de la compétence constitutionnelle exclusive du Québec, les taxes et impôts des contribuables québécois. Ces points d'impôt sont les nôtres. En avril 1996, la ministre d'État à la Concertation et à l'Emploi et ministre de la Sécurité du revenu formulait essentiellement les mêmes demandes lors de la Conférence fédérale-interprovinciale des ministres responsables des services sociaux.

D'un côté, le contenu du rapport du conseil des ministres et l'utilisation qu'en ferait un gouvernement fédéral, qui a largement témoigné dans le passé de ses volontés uniformisantes et centralisatrices, et de l'autre, les prises de position répétées du Québec, font apparaître deux conceptions diamétralement opposées de l'organisation des responsabilités sociales. Ces conceptions sont très difficilement conciliables à l'intérieur d'un même pays.

Si le Québec convient qu'il est parfaitement légitime pour les autres provinces de chercher à définir une organisation et un partage des responsabilités sociales conforme aux aspirations de leurs citoyens, il demeure que cette même démarche demeure inacceptable pour le Québec lorsqu'elle a comme caractéristique de

devoir aussi s'imposer à ses citoyens, dans le cadre d'objectifs pancanadiens et de contraintes budgétaires qui ne reflètent ni leurs besoins, ni leurs priorités, ni leurs choix.

Le Québec réitère qu'il ne peut ni ne souhaite s'associer à la démarche fédérale parce que celle-ci aura deux effets pervers : d'abord, celui de limiter l'exercice de ses compétences exclusives en matière de santé, d'éducation et de services sociaux au bénéfice du gouvernement fédéral; en second lieu, celui de rendre inévitable qu'une part significative des impôts et des taxes des Québécoises et des Québécois serve d'outils pour leur imposer des politiques qui ne répondent pas à leurs besoins et qui font perdurer des dédoublements et des gaspillages.

Le gouvernement du Québec se doit d'intervenir à nouveau. Une très large part des conclusions et recommandations du rapport pourraient être imposées par le gouvernement fédéral malgré le désaccord du Québec. À cet égard, on ne peut passer sous silence cette caractéristique fondamentale du rapport à l'effet que, bien qu'on y reconnaisse que les programmes sociaux soient, de par la Constitution canadienne, de la responsabilité des provinces, on y propose largement de contourner cette même Constitution pour redéfinir les compétences des provinces, dont celles du Québec.

Le Québec n'a jamais reconnu la Loi constitutionnelle de 1982. Pour plusieurs, comme pour le gouvernement, le fédéralisme canadien a démontré qu'il ne pourrait jamais répondre aux aspirations du Québec. D'autres souhaitent et espèrent encore qu'il puisse le faire. Il est clair cependant pour la très grande majorité des Québécoises et des Québécois, que les pouvoirs et compétences que leur reconnaît la Constitution ne sauraient être érodés et contournés plus encore par le pouvoir fédéral de dépenser ou par des ententes administratives entre d'autres gouvernements. Ce serait la réédition, administrative cette fois, de l'entente constitutionnelle que M. Trudeau, M. Chrétien et leurs collègues provinciaux ont imposée aux Québécois en 1981.

2. Des responsabilités qui pavent la voie à de nouveaux chevauchements et dédoublements

Nulle part dans le rapport du conseil inter-provincial des ministres, n'est-on aussi clair que lorsque sont abordés des secteurs spécifiques. Ainsi, les secteurs de la santé, de l'enseignement postsecondaire, des services sociaux et des programmes relatifs au marché du travail font l'objet de recommandations spécifiques. Ces recommandations expriment bien la tendance générale du rapport à, d'une part, reconnaître et à légitimer les intrusions passées du gouvernement fédéral dans chacun de ces secteurs de compétence exclusive des provinces et, d'autre part, à lui ouvrir largement la voie à une homogénéisation systématique de tous les

programmes sociaux, nonobstant les particularités et les besoins différents du Québec par rapport au Canada.

2.1 Le secteur de la santé

Pour le secteur de la santé, le rapport recommande «que les ministères provinciaux et territoriaux de la Santé identifient la gamme des services de base qui devraient être assurés en vertu d'un système national de soins de santé». (p. 13)

Il devient extrêmement difficile de ne pas interpréter cette recommandation comme un appel à un renforcement substantiel de la Loi canadienne sur la santé, surtout à la lecture de cet autre extrait du rapport :

«Les premiers ministres ont exprimé un appui unanime à un système national de soins de santé financé par l'État et dont la Loi canadienne sur la santé constitue l'une des dimensions. Mais le système canadien a débordé les soins médicaux et hospitaliers et englobe maintenant un large éventail de services de prévention, de promotion, de soutien et de réadaptation. Et on reconnaît désormais que plusieurs facteurs étrangers au système de santé influent grandement sur la santé de la population. Or la Loi canadienne sur la santé s'intéresse essentiellement aux services médicaux et hospitaliers assurés et elle ne reconnaît pas la mesure dans laquelle le système a évolué». (p. 13)

Ainsi, la nature, la quantité et l'étendue des services assurés par le régime d'assurance-maladie du Québec pourraient bien être déterminées dans un système pancanadien dans lequel le Québec n'aurait qu'une voix très minoritaire. D'autre part, le gouvernement fédéral est clairement invité par les autres provinces à dicter à toutes les provinces, dans une loi fédérale déjà largement décriée au Québec, des obligations nouvelles en matière de prévention, promotion, soutien et réadaptation.

Le rapport propose également que soit établi un processus fédéral-provincial permettant de clarifier, de raffiner et d'interpréter les paramètres de la Loi canadienne sur la santé. Il faut ici noter qu'il ne s'agit pas d'amoindrir le caractère coercitif de la loi puisqu'il n'est aucunement mention de supprimer les dispositions de la loi qui permettent au gouvernement fédéral de suspendre sa part de financement lorsqu'il décide de façon unilatérale que la loi fédérale n'est pas respectée.

2.2 Le secteur de l'éducation postsecondaire

En matière d'éducation postsecondaire, un des principaux domaines de compétence exclusive du Québec, les recommandations suivantes sont à souligner :

«Que les gouvernements accordent la priorité à la découverte et à l'adoption de mesures pour garantir une large accessibilité à l'éducation postsecondaire et que les provinces/territoires poursuivent leur effort d'élaboration de stratégies nationales pour aider les étudiants à financer leur éducation postsecondaire.

Que les provinces/territoires explorent les possibilités de rationaliser l'enseignement postsecondaire par le développement de centres nationaux et régionaux de spécialisation.

Que les provinces/territoires collaborent pour réduire et finalement éliminer les obstacles à la mobilité des étudiants et que les provinces et les territoires, avec la participation du gouvernement fédéral, poursuivent le travail d'harmonisation des programmes de prêts aux étudiants dans l'ensemble du Canada.

Qu'un rôle soit réservé au fédéral dans le financement de la recherche universitaire, et que les premiers ministres demandent à leurs ministres d'élaborer un programme concerté de recherches». (p. 14 et 15)

Deux commentaires s'imposent d'eux-mêmes. Le secteur de l'aide financière aux étudiants est actuellement assuré de façon asymétrique. Le Québec offre sur son territoire son propre régime de prêts et bourses depuis qu'il a refusé de participer au régime fédéral équivalent, ce dès la création de ce dernier. Une part des impôts des Québécoises et des Québécois est retournée au gouvernement du Québec pour traduire cet arrangement. Il n'est donc pas difficile de voir vraiment ce dont il s'agit lorsque le rapport fait référence à l'élaboration de stratégies nationales ou à une harmonisation des programmes de prêts aux étudiants. En effet, cela vise tout simplement à tronquer définitivement toute velléité pour une province d'assumer pleinement toutes ses responsabilités en matière d'éducation, comme le Québec l'a toujours fait. Tenons-en pour preuve que ces recommandations interviennent au moment où le ministre fédéral responsable du développement des ressources humaines a laissé planer la forte hypothèse

que le gouvernement fédéral prenne action à l'encontre du Québec au moment où ce dernier a décidé de modifier les paramètres d'admission des étudiants québécois à une aide financière pour des études à l'extérieur du Québec.

D'autre part, la recommandation concernant le développement de centres nationaux ou régionaux de spécialisation postsecondaire, comme celle demandant au gouvernement de s'immiscer dans la recherche universitaire, heurte de plein fouet les revendications traditionnelles du Québec, envahit sa compétence et viole la Constitution.

2.3 Le secteur des services sociaux

En ce qui concerne le secteur des services sociaux, les recommandations expriment le souhait d'une forte centralisation au niveau du gouvernement fédéral sur la base des orientations suivantes :

«Le regroupement possible des mesures de soutien du revenu axé sur les enfants en un programme national unique qui serait géré conjointement par les deux ordres de gouvernement tandis que la distribution des prestations serait assurée au niveau fédéral ou provincial/territorial;

Le regroupement possible des mesures de soutien du revenu axé sur les personnes souffrant d'invalidité prolongée ou de handicaps importants en un programme national unique qui serait géré conjointement et dont la prestation serait assurée par le gouvernement fédéral;

L'harmonisation ou l'intégration possible des mesures de soutien du revenu axé sur les autres adultes d'âge actif (actuellement incorporés au régime d'assurance-chômage et aux programmes provinciaux d'assistance sociale). On pourrait envisager une gestion conjointe aux termes de laquelle la prestation pourrait être assurée au niveau provincial/territorial ou fédéral. Les services de placement et de formation pourraient aussi être gérés conjointement, mais offerts par les provinces/territoires;

(...)

Les services de recherche et d'information pourraient être administrés conjointement et offerts au niveau fédéral;

Les services d'aide juridique pourraient être gérés conjointement et offerts au niveau provincial/territorial, puisqu'ils sont étroitement liés aux services sociaux et à leurs clients». (p. 16 et 17)

Dans un tel système, il est évident que la capacité du Québec de forger ses services sociaux selon les priorités et les besoins propres à sa population est pratiquement annihilée, car inféodée à la règle du consensus majoritaire. De fait, il est ici difficile de cerner ce qui éventuellement demeurerait de compétence exclusive du Québec.

3. Des constats qui appellent au retrait du gouvernement fédéral

Au-delà des recommandations s'adressant directement aux programmes sociaux, le Québec partage une bonne part des constats dressés par le rapport. Mentionnons notamment les suivants :

«Dans leur forme actuelle, les modifications fédérales aux politiques sociales se traduisent par un accroissement des dépenses provinciales/territoriales au titre des programmes sociaux.

Le gouvernement fédéral continue d'établir les conditions qui régissent la prestation des services sociaux dans des domaines qui relèvent manifestement de la compétence des provinces. Il donne une interprétation unilatérale des dispositions de la *Loi canadienne sur la santé* et du *Régime d'assistance publique du Canada* et impose des sanctions financières aux provinces.

Le gouvernement redéfinit son rôle et établit de nouvelles conditions pour les programmes tout en prenant bien soin de se mettre à l'abri des conséquences financières néfastes des gestes qu'il pose». (p. 2)

C'est donc à juste titre que le rapport rappelle que les réductions touchant les transferts de fonds aux provinces, telles qu'annoncées dans le budget fédéral de 1995, étaient trois fois plus importantes que les autres réductions de dépenses fédérales.

«Selon le plan proposé dans le budget fédéral de 1995, les dépenses totales de programme du fédéral diminuent de 8,8 % entre 1994-1995 et 1996-1997 et les transferts de fonds fédéraux aux provinces à l'appui des programmes sociaux du Canada seront réduits de 25,4 %. Le gouvernement fédéral fait des assertions trompeuses quant à l'ampleur des coupures des transferts fédéraux au titre des programmes sociaux contenus dans le budget fédéral de 1995. Le véritable niveau de l'appui fédéral aux programmes sociaux est constitué par le total des fonds transférés au titre du Régime d'assistance publique du Canada (RAPC), du Financement des programmes établis (FPE) et du nouveau transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux. Or, ce niveau sera abaissé de 25,4 % entre 1994-1995 et 1996-1997. En 1997-1998, la réduction sera de 40,5 %. (p. 19)

Au Québec, l'introduction du TCSPS s'est traduite par des coupures de 630 M\$ en 1996-1997 et entraînera d'autres coupures de 1,2 milliard \$ en 1997-1998 et de 1,3 milliards \$ en 1998-1999. La mise en place du TCSPS accentue dramatiquement le désengagement fédéral du financement des programmes sociaux. L'impact cumulatif pour le Québec de toutes les coupures fédérales imposées de 1982-1983 à 1995-1996 est de 16,3 milliards \$. Avec le TCSPS et la récurrence des coupures antérieures, c'est un impact cumulatif de près de 23,7 milliards \$ qu'aura absorbé le Québec de 1982-1983 à 1997-1998.

Plus encore, la réforme de l'assurance-emploi viendra accentuer l'impasse budgétaire des provinces en matière de programmes sociaux. Cette réforme devra livrer au ministre fédéral des Finances quelques 2 milliards \$ d'économie. Tel que déjà indiqué plus haut, le ministre des Finances confisque les surplus du compte d'assurance-emploi (cette année, d'environ 5 milliards \$) pour les appliquer inéluctablement à la réduction de son déficit.

Force est de reconnaître que le plus grand danger qui menace les programmes sociaux au Canada, c'est un gouvernement fédéral qui se targue d'un discours des plus humanistes mais qui, dans la réalité des choses, fait reposer l'essentiel de la lutte à son déficit sur le financement des programmes sociaux et sur les personnes auxquelles ils s'adressent.

Si le rapport était clair quant au constat, il demeure sibyllin quant aux solutions. Il se borne à demander au premier ministre du Canada de ne pas réduire davantage les transferts financiers tant qu'il n'aura pas réalisé des compressions équivalentes dans les autres programmes fédéraux.

La suite des événements était éminemment prévisible. Le premier ministre du Canada a pris l'engagement politique de fixer un plancher aux transferts du TCSPS. Au mieux, ce plancher figurera dans une loi qui demeurera sous le parfait contrôle de la Chambre des communes et donc, du gouvernement fédéral. Toute l'histoire de ce qu'on a appelé, un temps, les accords fiscaux, démontre la précarité et le caractère insatisfaisant d'une telle avenue.

Pour le Québec, il n'y a qu'une façon d'assurer que les ressources financières appartiennent vraiment au gouvernement responsable des programmes sociaux, en l'occurrence le Québec. Le gouvernement fédéral doit évacuer les champs fiscaux correspondants et ainsi remettre au Québec les points d'impôts qui lui appartiennent.

Essentiellement, le rapport indique que le gouvernement fédéral ne devrait pas agir dans les domaines de responsabilité exclusive des provinces qu'après consultation et assentiment des provinces. Le Québec ne peut acquiescer à un tel principe : pourquoi consentirions-nous à laisser Ottawa transgresser la Constitution à nos dépens? Au surplus, l'ensemble des autres provinces, le rapport en témoigne, partage une conception fondamentalement différente des rôles et responsabilités des gouvernements en matière de programmes sociaux. Dans un tel contexte, le Québec serait, plus souvent qu'autrement, voué à l'isolement.

Le rapport indique aussi que les domaines de responsabilité fédérale-provinciale/territoriale doivent être réduits au minimum. Pourtant dans tous les secteurs considérés par le rapport, on esquisse une forte reconnaissance de rôles et responsabilités pour le gouvernement fédéral.

Cette notion de rôle et responsabilité abordée sous le vocable de la coopération demeure fortement ambiguë et se présente comme un fractionnement de la notion de compétence. Que faut-il comprendre de la phrase suivante : «La coopération signifie que les principales décisions concernant la conception, le financement et la prestation des programmes doivent faire l'objet d'un accord entre les deux ordres de gouvernement tandis que la prestation des programmes est assurée par l'un ou par l'autre»? (nous soulignons) (p. 9 et 11)

Le Québec quant à lui ne peut y voir qu'une source inépuisable de nouveaux conflits, tiraillements, chevauchements et dédoublements, le tout, bien évidemment, au détriment premier des personnes à qui s'adressent ces programmes sociaux.

4. Conclusion

Nombre de Québécoises et les Québécois sont aux prises avec des difficultés majeures. L'un des premiers devoirs de l'État est d'exprimer la solidarité sociale des citoyens. Les dures conjonctures économiques et budgétaires qui confrontent les gouvernements forcent ces derniers à reconsidérer leurs actions et les amènent inévitablement à mieux cibler leurs priorités sur la protection et la sauvegarde des acquis sociaux.

Au Canada, le fonctionnement du fédéralisme accentue encore plus fortement cette dynamique. Alors même que les compétences sont, à l'égard des programmes sociaux, clairement définies par la Constitution, l'exercice dominateur et tentaculaire, pendant plus de 30 ans, du pouvoir fédéral de dépenser, a entraîné une confusion quasi indescriptible dans l'organisation des programmes sociaux.

Nombre de premiers ministres du Québec ont cherché à dénouer l'impasse. Jean Lesage a sorti le Québec de quelque 29 programmes fédéraux à frais partagés. Robert Bourassa insistait à Victoria pour que soit confirmées et reconnues les compétences exclusives du Québec. René Lévesque, bien évidemment, poursuit dans le même sens.

Aux yeux des Québécoises et des Québécois, la Constitution canadienne souffre de graves défauts et demeure inacceptable. Pourtant, en ce qui a trait aux programmes sociaux, cette même Constitution classe les programmes sociaux parmi les compétences exclusives des provinces.

Le Québec ne peut faire autrement que de considérer l'introduction du transfert canadien pour la santé et pour les services sociaux de même que le souhait du gouvernement fédéral et des autres provinces de redistribuer, malgré la Constitution, les rôles et les responsabilités en matière de programmes sociaux comme une nouvelle expression d'une centralisation des pouvoirs au niveau fédéral. Le Québec ne peut et ne pourra s'associer à telle démarche.



C O M M U N I Q U E

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE
CNW CODE 01

PROGRAMMES SOCIAUX : LE QUÉBEC REFUSE LA PROPOSITION DES PROVINCES DE CENTRALISER À OTTAWA LES POUVOIRS DU QUÉBEC EN MATIÈRE SOCIALE

Jasper, le vendredi 23 août 1996 - À l'occasion de leur conférence annuelle, les premiers ministres des provinces ont discuté de la mise en oeuvre du Rapport du conseil interprovincial des ministres sur la réforme et la refonte des politiques sociales. Le premier ministre du Québec, M. Lucien Bouchard, a rappelé que le Québec n'a participé ni à la création de ce conseil, ni aux travaux qui s'ensuivirent.

M. Bouchard a profité de l'occasion pour rappeler les positions qu'il avait rendues publiques en juin lors de la Conférence fédérale-provinciale des premiers ministres tenue à Ottawa en juin dernier. M. Bouchard a ensuite indiqué que le conseil fédéral/provincial/territorial qu'ont créé les provinces cautionnera les transferts de pouvoirs vers le gouvernement fédéral en matière sociale, qu'il s'agisse des orientations des politiques sociales, de la définition des normes ou de l'affectation des impôts des Québécois aux priorités des Québécois.

«La plupart des recommandations du rapport concourent à l'uniformisation des politiques sociales à travers le Canada et offrent ainsi au gouvernement fédéral l'occasion de légitimer le rôle accru, et pourtant sans fondement constitutionnel, qu'il souhaite se donner», d'indiquer M. Bouchard. «Le Québec ne peut s'engager dans des processus intergouvernementaux à caractère décisionnel qui auraient pour effet de l'assujettir à des normes auxquelles le Québec n'aurait pas consenti, dans des domaines qui relèvent de sa compétence.»

M. Bouchard a cité comme exemple la création d'un programme pan-canadien intégré d'allocation à l'enfance : «Le Québec dépense 3 milliards de dollars pour ses programmes destinés à l'enfance et nous sommes à concevoir un programme unifié. Accepter le programme pan-canadien équivaldrait à remettre les impôts des Québécois dans une marmite commune et à renoncer à l'attribution des sommes requises par les besoins et les priorités des Québécois».

Le premier ministre du Québec a souligné que l'approche préconisée par les provinces nie ce que tous les gouvernements qui se sont succédé à Québec, qu'ils soient d'allégeance souverainiste ou fédéraliste, ont toujours exigé, c'est-à-dire que le gouvernement fédéral évacue les champs fiscaux correspondant à nos programmes sociaux et remette ainsi au Québec les points d'impôts qui lui appartiennent.

C'est également le caractère réducteur de la proposition des provinces, au regard de l'autonomie québécoise en matière de politique sociale, que M. Bouchard a dénoncé : «Ce que l'on nous demande, c'est de renoncer à la capacité que le Québec a toujours revendiquée de déterminer lui-même ses priorités et d'affecter les impôts des Québécois à leurs besoins spécifiques. Ceci porte directement atteinte à la solidarité sociale des Québécois.»

En conclusion, M. Bouchard a demandé à ses collègues comment ceux-ci comptent traiter avec le refus du Québec : «Si vous allez de l'avant dans le sens des objectifs que vous poursuivez, si vous en venez à des arrangements avec le gouvernement fédéral, ces arrangements seront-ils imposés au Québec?»

Source: Cabinet du premier ministre
Marthe Lawrence, attachée de presse
Tél.: (418) 643-5321

ANNEXE

Copie des publications

"Québec Update" est un condensé de nouvelles du Québec destiné aux lecteurs anglophones qui résident à l'extérieur du Québec.

QUÉBEC UPDATE

December 19, 1996

A selection of news from Québec published by the Ministère des Relations internationales.

Premier Bouchard to accompany Québec business people on Asian mission

Premier Lucien Bouchard is to take part in the January Team Canada trade mission to Asia organized by the federal government.

Québec firms account for one-third of the 350 companies that have signed on to the mission.

The group will leave for South Korea on January 8, visit the Philippines and then travel to Thailand with a return scheduled for January 20.

Mr. Bouchard will support Québec investors in their development projects in the three countries and hold a series of bilateral meetings on investment projects in Québec. His participation, he said, "will have a positive impact on employment, the Québec economy and Québec's presence in Asia."

The main industrial sectors of interest to participating Québec firms are consulting engineering, transportation equipment, infrastructure construction, processing raw materials, advanced technology and information technologies.

Québec and Morocco sign understanding on the environment

The governments of Québec and the Kingdom of Morocco had concluded an understanding on bilateral cooperation on environmental matters. The five-year, renewable agreement was signed in Rabat on December 19 by Québec's Minister of International Relations, Sylvain Simard, and Morocco's Minister of the Environment, Nouredine Benomar Alami.

The understanding covers knowledge of the environment; prevention of pollution; distribution of functions, duties and responsibilities among public agents, including local communities; legislation including the application of "the polluter pays" principle; mechanisms for integrating environmental and economic concerns; biological diversity; waste management; and education about the environment.

Mr. Simard was accompanied by representatives of Québec companies active in the environmental field, namely SNC Lavalin, BCGT/Béliveau Couture and Groupe SOPRIN-ADS.

The understanding also fosters industrial cooperation between Moroccan and Québec companies.

Minister Bernard Landry on economic mission to France

"The rhythm and success of Franco-Québec economic relations serve to illustrate the vitality, scope and wealth of relations between France and Québec," said Deputy Premier and Minister of State for the Economy and Finance, Bernard Landry, after his recent mission to France.

Mr. Landry led a mission to France in early December for meetings of long-standing Franco-Québec economic cooperation organizations. He also met with several ministers of the French government with economic portfolios.

The Deputy Premier said that the Franco-Québec network for the development of small and medium-sized businesses (Réseau franco-québécois pour le développement de la PME) has been set up, a declaration of intent to cooperate on tourism was signed and progress was made on the question of the information highway.

Mr. Landry indicated that most economic exchanges between France and Québec are now in advanced sectors such as biotechnology, the environment, health and information technologies. Québec's exports of high-intensity technological products now represent more than 85 percent of Canadian high-tech exports to France, compared to just over 60 percent five years ago.

The agreements signed by some of the Québec companies on the mission are examples of these high-technology exchanges, Mr. Landry said.

Mesa Verde Technologies of Montréal, for example, signed an agreement with Précision Instruments of France on fabricating and marketing electroanalytical detection products. The agreement involves a Précision Instruments investment in Mesa Verde, the pooling of research and development capacity, a technology transfer and the reciprocal opening of their domestic markets.

Absolu Technologies, for its part, announced an agreement with the French company Schlumberger on the distribution of its multimedia telephone.

Finally, Alex Informatics of Montréal signed four major agreements on multimedia servers and data transmission with the TF1 and France 2 broadcasting companies, Thorn Visea and TF1, Groupe Havas Intermédiation, and Enterprise Industrielle and Cap Sesa.

Québec and the International Labour Office work together on asbestos

Québec's Minister of International Relations, Sylvain Simard, reached an agreement on cooperation with the International Labour Organization in Geneva on December 14.

The agreement is designed to encourage countries that use asbestos to comply with the ILO's Convention No. 162. The Convention was adopted in 1986 and has already been ratified by 20 countries, including Canada. It provides that the signatories take steps to control any health risks engendered by workers being exposed to asbestos and that they set up an appropriate inspection system.

Mr. Simard pointed out that the agreement will enable countries that use asbestos to continue to do so safely. This would eliminate ineffectual measures to ban the mineral.

It was in this perspective that Québec's Minister for Mines, Lands and Forests, Ms. Denise Carrier-Perreault, visited Algeria and Tunisia in an official capacity in mid-December. She proposed institutional and technical cooperation to these countries, particularly with regard to regulations on asbestos standards, technological assistance and training.

Authorities in Algeria and Tunis recognized the high level of Québec's expertise and know-how in the asbestos sector and expressed their interest in tapping into it.

Government, Montréal Jewish organizations sign agreement on settling immigrant families

The Minister for Relations with Citizens and Immigration, André Boisclair, and representatives of two Montréal Jewish community organizations, Fédération CJA and Canadian Jewish Immigrant Aid Services, signed their third protocol of understanding since 1992 on November 29. It will enable 100 families from the former Soviet Union (the Community of Independent States, the Baltic countries and Georgia) to settle in Québec.

The Jewish immigrant aid organization agreed to sponsor the 100 families, guaranteeing they will not apply for social welfare or unemployment insurance during their first year. It will help the families integrate into the community and find housing and employment.

Officials of the aid organization and Québec immigration officials will interview prospective newcomers this winter. Québec is responsible for the selection of immigrants and provincial criteria, such as priority for knowledge of French, will apply. The government will supply educational material to candidates wishing to learn French before their arrival, and provide access to language training in Québec upon their arrival.

Some 180 families from the former Soviet Union settled in Québec under the two earlier protocols.

Québec signs environmental side agreement to NAFTA

Québec signed a side agreement to the North American Free Trade Agreement that will allow it to "actively participate in protecting the environment throughout North America," Québec Environment and Wildlife Minister David Cliche said.

The Minister signed the agreement on December 16 with Federal Environment Minister Sergio Marchi in Montréal, headquarters of the NAFTA Commission for Environmental Co-operation.

The 1994 environmental side agreement to NAFTA is designed to monitor the environmental effects of the trade agreement between Canada, the United States and Mexico. Québec becomes the second province to sign, after Alberta, and is now a full member of the agreement.

Mr. Cliche took part in several recent meetings to foster partnerships on environmental issues between Québec and other governments. In September, he hosted a meeting of the Environment Committee of the Council of New England Governors and Eastern Canadian Premiers which took steps, among others, to share information on acid rain and the effects of deregulation in the U.S. electricity industry on northeastern North America. In mid-fall, Mr. Cliche attended a meeting of

the Canadian Council of Environment Ministers that endorsed increased inter-governmental cooperation on managing the environment effectively and responsibly.

In early December, the Minister addressed a roundtable on environmental law in Austin Texas, for business, non-governmental organization, academic and government representatives from Mexico, the U.S. and Canada.

International Air Transport Association moves financial services to Montréal

The International Air Transport Association (IATA), the world trade organization of commercial airlines, is transferring some strategic services and 45 senior administrative jobs from Geneva to its offices in Montréal.

Pierre Jeannot, former president of Air Canada and IATA director-general since 1993, said Montréal is well placed to house the financial-services department.

The Montréal office becomes the hub of financial services, fuel, trade and cargo services for IATA. Airlines made \$US26 billion in settlements in 1995 following the exchange of tickets, flight or services, 13 percent more than in the preceding year. "It's an expanding field with great possibilities," Mr. Jeannot said.

IATA is responsible for 96 percent of international aviation involving passenger and freight flights. It serves 256 airlines in 120 member countries.

Caisse de dépôt et placement du Québec forecasts a growing economy in 1997

Continued growth in the United States combined with Canada's economic recovery and flexible monetary policy will have a favourable impact on the Québec economy in 1997, despite a restrictive budgetary policy.

The Caisse de dépôt et placement du Québec reports on its economic forecasts in the December edition of *Cycles et Tendances*. Here is a summary of what we can expect in 1997:

- GDP growth in Québec should reach 2.4 percent;
- 40 000 jobs should be created, compared to about 16 000 in 1996;
- the unemployment rate will remain around 11 percent.

The contribution of the foreign sector will be important once again. Exports will recover thanks to the U.S. economy's sustained growth and the competitive position of Québec companies in world markets.

Residential construction will be one of the most dynamic components of domestic demand; housing starts will increase slightly with construction of 24 000 new units.

The aeronautics and telecommunications sectors are reporting significant backlogs of orders, while the pharmaceutical and biotechnology sectors continue to grow.

Alex Informatics' media server makes inroads in Europe

Alex Informatics of Montréal, a leading supplier of high performance media servers, announced more than \$4.5 million in orders for its Libra media server to companies in France. The value of these contracts is expected to grow to \$10 million over the next two years.

One contract is for an innovative video-on-demand project to be implemented by French broadcaster TF1 and Thorn Visea in Europe's top hotels. Hotel guests will be able to use VCR-like controls to start, stop and fast-forward their programming choices from a rich menu.

A second contract is with the international media giant HAVAS. Its subsidiary, Havas Intermediation, has chosen Libra technology to provide a suite of multimedia tools for Europe's TV programming directors, allowing them to analyze viewing audience data and television program content as never before.

Founded in 1988, Montréal-based Alex Informatics is a leading provider of multimedia servers and parallel computing solutions. For the second year running, Alex Informatics has made it onto *Profit Magazine's* Top-5 list of Canada's Fastest Growing Companies and has been confirmed for the second year as Québec's fastest growing company.

Québec server for the world's largest French-language library

French president Jacques Chirac inaugurated the public areas of the world's largest, and most modern, French-language library in Paris in mid-December. The heart of its computerized audiovisual consulting system - its sound and light - was designed in Québec.

"Alex Informatics was chosen over Hewlett Packard, IBM and Digital, to name just those, because of its digitizing system," said Sylvia Dao, head of the project. The system makes it possible to economize 30 percent of memory space each time 100 hours of video, for example, are digitized.

Only a fraction of the library's 300 000 digitized pictures, 4000 films and over 10 000 CDs are available at the time being, but 180 screens will soon be operational for simultaneous consultations. Alex's "open" system is compatible with other networks, and there is no reason to think that documents in the French national library couldn't be consulted in real time from another library or one's home.

Alex Informatics sold its server earlier in 1996 to the Korean national library where it is about to create a multimedia laboratory that will link 2000 schools.

Loto-Québec to act as consultant for floating casino out of Miami

Loto-Québec and a Canadian-American consortium plan to operate a floating casino out of the Port of Miami beginning in October 1997.

Jean-Pierre Roy, a spokesman for Loto-Québec, said the government-owned corporation has agreed to manage International Hospitality Inc.'s initial US\$50-million project. Five top employees of Loto-Québec's casinos subsidiary will oversee gaming operations.

A \$30-million, twin-hulled ship that will accommodate 1200 patrons and an on-board staff of about 300 is under construction in Texas. The 60-foot-long vessel will offer 931 gaming stations on unobstructed floor space on two levels.

This will be Loto-Québec's first foray outside the province to provide its expertise in casinos. The corporation operates casinos in Montréal, Hull and La Malbaie in the Charlevoix region.

Caisse subsidiary invests in Asian, American funds

Capital International CDPQ Inc., a subsidiary of pension fund manager Caisse de dépôt et placement du Québec, has announced investments of US\$20 million and US\$17.5 million respectively in an Asian and an American limited partnership investment firm.

"Geographical diversification allows us to reduce risk and expand our international network, to the benefit of Québec companies. Investments must also meet Caisse requirements in terms of return and contribution to the Québec economy," a news release stated. Capital International CDPQ holds a portfolio of \$262 million.

Its new \$20-million investment is in Asia Pacific Growth Fund III, L.P. which is managed by H&Q Asia Pacific. H&Q Asia Pacific manages 11 investment funds in eight Asia countries with main locations in Hong Kong, Singapore and Taipei. It invests principally in profitable companies seeking capital to finance expansion.

The US\$17.5-million investment is a second investment in TA/Advent III L.P., a limited partnership managed by TA Associates of Boston. TA Associates invests mainly in North America in high-growth companies in such promising sectors as software, telecommunications, financial services, health services and consumer goods. Return on funds managed by TA Associates has ranked in the industry's first quartile since the group was created in 1968.

Alliance Forest Products signs letter of intent to buy Kimberly-Clark facilities in Alabama

Alliance Forest Products Inc. of Montréal has signed a letter of intent to acquire Kimberly-Clark's Coosa Pines facilities in Birmingham, Alabama, for approximately US\$600 million in cash.

The companies also agreed to a five-year supply contract under which Kimberly-Clark will purchase a significant portion of the pulp produced at the Coosa Pines mill.

The Alabama facilities employ 1400 people and include a fully integrated paper mill that produces 334 000 tonnes of newsprint and 89 000 tonnes of groundwood printing paper a year. Its newsprint contains 40 percent recycled fibre which is produced at the mill's de-inking facility. The mill also produces 222 500 tonnes of fluff pulp and 53 000 tonnes of Southern Bleached Hardwood Kraft pulp.

In Québec, Alliance Forest Products has timber-cutting rights to 2 million cubic metres of wood and its reserves total 2.5 million cubic metres. It produces 335 000 tonnes of newsprint and uncoated groundwood papers and sells 80 percent of its paper and 60 percent of its lumber in the United States. Alliance currently employs 2000 people in Québec and New Brunswick.

AGTI awarded contract in Poland

AGTI Services conseils of Montréal, an informatics firm, will carry out a study for LOT airlines of Poland to determine the company's needs with regard to its reservation system and managing its fleet and aircrews.

Bombardier sells plane to Croatia

Bombardier Inc. of Montréal has sold a Canadair CL-415 amphibious aircraft to Croatia. The US\$22-million deal includes training and support services, the company said, and delivery is set for January.

Bombardier said the CL-415 will be operated by Croatia's ministry of interior.

CAE wins British naval contract

CAE Electronics Inc. of Ville Saint-Laurent has received a contract valued at about \$11 million for the supply of an Integrated Platform Management System for the British Royal Navy's new Landing Platform Dock vessels HMS Albion and HMS Bulwark.

CAE said its system will monitor and control the ships' platform machinery and systems, including propulsion and electrical machinery, auxiliaries, damage surveillance and the complex ballasting system.

Sico sets up joint venture in Mexico

Sico Inc. of Longueuil and Berel SA of Mexico have agreed to set up a 50-50 joint venture, Pinturas Industriales Sicorel SA de CV, to market industrial coatings in Mexico and eventually in the southern U.S. The venture goes into operation this month.

Berel SA, Mexico's second largest architectural paint manufacturer, has made a new plant at Monterey available to Pinturas Industriales Sicorel.

Québec-made houses for the Japanese market

Fermco of Saint-Adelphe in the Mauricie region has signed a protocol of understanding valued at \$20 million with Excellent Homes Japan covering the delivery of 550 factory-built houses in the next five years.

The Québec company also signed an agreement with Icco Housing of Nagoya on the sale of 100 factory-built houses in 1997. The contract is valued at \$5 million.

GL & V sells papermaking equipment to China

Groupe Laperrière & Verreault, through its GL&V/Black Clawson-Kennedy pulp and paper machines subsidiary, has been awarded a \$9-million contract by the Nine Dragon Paper Industry, a papermaker located in Guangdong Province in the People's Republic of China.

The one-year contract covers the design and manufacturing of complete paper machine parts and components for the press. The engineering will be done at GL&V offices in Dorval and Trois-Rivières.

AlterSys software goes to Japan

AlterSys of Longueuil, a subsidiary of Nouveler, has signed an agreement with the Japanese electrical and electronic material manufacturer Ebara Densan regarding the exclusion distribution of its PCP Virgo software in Japan.

The software program is used in automation and managing industrial processes in such sectors as food processing, biochemical production, mining, metals and generating electricity.

Teleglobe gets satellite license

A company controlled by Teleglobe Inc. of Montréal has been granted a license by Industry Canada to develop and sell satellite-communications systems for remote areas.

OrbComm Canada of Montréal said it will be the first provider outside the United States. Subscribers will be able to use a computer terminal or a handset to send and receive messages or to monitor and control remote equipment in resource industries via a constellation of 28 low-orbit satellites. Two of the satellites are now in orbit and the others should be in service by March when full operation is expected to begin.

OrbComm is a joint venture of Orbital Science Corp. of Dulles, Virginia, and Teleglobe.

Brascan unit buys two Québec hydro stations

Brascan Ltd. of Toronto says it has acquired an independent Québec power company, Hydro-Pontiac Inc., for \$118 million. The holding company controlled by the Bronfman Edper group said the acquisition was made through its subsidiary Great Lakes Power Inc.

Toronto-based Great Lakes will pay Hydro-Pontiac \$30 million in cash and issue a half million common shares to make the purchase. It will also assume \$74 million in long-term debt.

Hydro-Pontiac owns two hydroelectric generating stations on the Noire and Coulonge rivers, tributaries of the Ottawa River west of Hull, and transmission lines that link Ontario and Québec.

The company sells power to Pembroke, Ontario, as well as to Hydro-Québec under long-term contracts, and it holds the rights to develop a number of power projects in Québec.

Brascan is one of Hydro-Québec's largest customers. Its operating affiliate Noranda Inc., Canada's biggest resources company, operates 20 mines, smelters and forest products mills in Québec.

DiagnoCure: agreement in Europe

DiagnoCure Inc. of Sainte-Foy says it has signed an agreement with BioProCon Medical NV of the Netherlands giving BioProCon the exclusive right to sell and distribute its ImmunoCyt diagnostic test in Germany, Belgium and the Netherlands.

DiagnoCure said the test, which allows early detection of superficial cancers of the bladder, will be offered to the pathology laboratories of major hospitals in the three countries. They will be responsible for administering the test.

Theratechnologies: green light for electronic stethoscope

Theratechnologies Inc. of Montréal has received approval from the U.S. Food and Drug Administration to market its innovative Stethos electronic stethoscope in the United States.

The company said it plans to enter a strategic partnership agreement for U.S. marketing of Stethos, the first fully electronic stethoscope. Theratechnologies recently obtained the U.S. patent for the device.

On the other side of the globe, Mitsui & Co. has obtained a license to import Stethos into Japan.

Kruger investing \$23 million in Montréal cardboard plant

Kruger is embarking on a \$23-million project to increase productivity and the quality of the recycled cardboard it produces at its Place Turcot plant in south central Montréal.

An additional \$850 000 will be invested in adding a quality control system for various kinds of cardboard sheets.

The project will increase the plant's average production capacity from 300 to 363 tonnes a day or from 109 000 to 132 000 tonnes annually. Since 1961, Kruger's Place Turcot plant has been producing 100 percent recycled cardboard from paper and cartons collected in urban areas. One of the largest recyclers in its category in Canada, it exports 90 percent of its production.

Uniforêt investing \$40 million in Port-Cartier forestry complex

The Uniforêt group intends to invest \$40 million in its forestry complex in Port-Cartier on the North Shore.

\$25 million is earmarked for improving the quality of the pulp it produces and for putting in service the cogenerating system that will make some of the plant's electricity from biomass.

Some \$12 million will add a third production line to the sawmill, increasing its capacity from 200 to 350 million FBM (foot board measure). An addition \$3 million will be invested in building a warehouse and a conveyor between the plants and the municipal wharf.

Almost all of the Port-Cartier complex's annual production of 200 000 tonnes of pulp and 200 million FBMs of lumber is destined for European and Asian markets. About 300 workers are employed in the plants and 200 in the forest.

Mont-Valins, Québec's 18th conservation park

"The creation of Québec's 18th conservation park will shelter the resources on 153 square kilometres from any commercial exploitation," said Minister of the Environment and Wildlife, David Cliche, in inaugurating the Mont-Valins conservation park at Saint-Fulgence in the Saguenay-Lac Saint-Jean region.

Mr. Cliche said that \$450 000 will be invested in the park in 1996-1997.

1996 Prix du Québec

The government of Québec paid tribute to nine Québec leaders in early December by awarding them its highest distinction for cultural and scientific achievement, the Prix du Québec. Honours went to the following:

Prix Paul-Émile-Borduas (visual arts): Artist and Université de Montréal architecture professor Melvin Charney, whose public works include the national monument for human rights in Ottawa and *The Garden* in the Canadian Centre for Architecture in Montréal.

Prix Albert-Tessier (cinema): Independent film-maker Jacques Giraldeau, a veteran of the National Film Board, who has made 165 short, medium and feature length films to date, including animations and several films on modern art in Québec.

Prix Gérard-Morisset (Quebec heritage): Université de Montréal art history Professor Michel Lessard, for his films, photographs and writings on Québec's cultural and natural heritage. His encyclopedic works on Québec antiques (1971) and the Québec house (1973) were popular successes.

Prix Denise-Pelletier (performing arts): Composer, musician and conductor François Morel, one of Québec's "most eminent representatives of contemporary music" whose work has been performed in concert halls around the world. He has taught at Université Laval since 1979.

Prix Athanase-David (literature): Writer and Université de Montréal professor Monique Bosco, whose works include novels - *La Femme de Loth* (Governor-General's Award 1971) - and poetry - *Miserere* (Prix de l'Académie des lettres du Québec 1993).

Prix Wilder-Penfield (biomedical research): Université de Montréal physiology professor Jacques de Champlain, who has directed Sacré-Coeur hospital's research group on the autonomic nervous system since 1987.

Prix Armand-Frappier (research and scientific training): Dr. Jacques Genest, founder of the Institut de recherches clinique de Montréal, which is affiliated with the Université de Montréal. In 1976, Dr. Genest integrated into the institute the first bioethical research centre in Canada and the French-speaking world.

Prix Marie-Victorin (pure and applied sciences): Université de Montréal chemistry professor Stephen Hanessian, whose innovations in chemical synthesis apply mainly to the pharmaceutical field.

Prix Léon-Gérin (humanities and social sciences): McGill University professor Henry Mintzberg, an internationally renowned expert on management theory. His first book, *The Nature of Managerial Work* (1973), is used around the world.

The winners received a \$30 000 cheque and a silver medal. The Prix du Québec in their current form have existed since 1977.

Poet Gaston Miron: 1928-1996

Poet Gaston Miron, a politically committed Québec nationalist who won numerous literary prizes at home and abroad, died of cancer on December 14. He was 68.

Premier Lucien Bouchard issued a statement calling him "one of the architects of Québec's accession to modernity, making the juncture between our identity and the universal....Other peoples have had Pablo Neruda, Aimé Césaire, Léopold Senghor. The people of Québec had Gaston Miron."

Born in Sainte-Agathe-des-Monts north of Montréal, Miron was a legendary man of Québec letters best known as the author of *L'Homme rapaillé*. ("Rapaillage" refers to recycled hay, to something stuck or patched together.) Published by the Université de Montréal press in 1970 and reissued by L'Hexagone, this work has been studied in Italy, Denmark, Brazil, France, the United States and other countries. Published in France in 1981, *L'Homme rapaillé* has sold over 75 000 copies in all, making it one of the most popular works of contemporary poetry.

A state funeral will be held in Saint-Agathe-des-Monts on December 20. Flags on all Québec government buildings will fly at half-staff for the day.

- 30 -

Janet Perna Coulombe
MRI, Direction des communications
Tel.: (418) 649-2345

Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes

Rapport
annuel
1995-1996

Québec 

Monsieur Jean-Pierre Charbonneau
Président de l'Assemblée nationale
Hôtel du Parlement
Québec

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel
du Secrétariat aux affaires intergouvernementales
canadiennes pour l'exercice financier 1995-1996.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance
de ma considération respectueuse.

Le ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes

Jacques Brassard

Québec, juin 1996

Monsieur Jacques Brassard
Ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes
875, Grande Allée Est
Québec (Québec)

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous présenter le rapport annuel
du Secrétariat aux affaires intergouvernementales
canadiennes pour l'exercice financier 1995-1996.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expres-
sion de ma considération distinguée.

Le secrétaire général associé,

Hubert Thibault

Québec, juin 1996

Table des matières

Introduction 9

1. Présentation générale du secrétariat 11

- 1.1 Description 11
- 1.2 Organigramme 12
- 1.3 Ressources humaines 13
- 1.4 Ressources financières 13

2. Présentation des directions et des bureaux 15

- 2.1 Bureau du secrétaire général associé 15
- 2.2 Groupe de travail sur le commerce intérieur 15
- 2.3 Direction des bureaux, de la coopération et de la francophonie 15
- 2.4 Direction des politiques institutionnelles et constitutionnelles 15
- 2.5 Direction des affaires économiques, culturelles et sociales 16
- 2.6 Bureaux du Québec au Canada 16
- 2.7 Direction des affaires juridiques 16

3. Principales activités des bureaux du Québec au Canada 19

4. Coopération, francophonie et promotion économique et commerciale 21

- 4.1 Coopération 21
 - 4.1.1 Dépenses du programme de coopération interprovinciale pour l'exercice financier 1995-1996 21
- 4.2 Francophonie 22
- 4.3 Promotion économique et commerciale 22

5. Dossiers institutionnel et constitutionnel 25

- 5.1 Statut du Québec 25
- 5.2 Intégrité du territoire 25
- 5.3 Autonomie gouvernementale des Autochtones 25

6. Dossiers sectoriels 27

- 6.1 Les rencontres intergouvernementales 27
- 6.2 Main-d'œuvre 27
- 6.3 Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) 27
- 6.4 Transports 27
- 6.5 Sécurité sociale 28
- 6.6 Agriculture 28
- 6.7 Forêts 28
- 6.8 Vols à basse altitude 28
- 6.9 Pêcheries 28
- 6.10 Barrières au commerce interprovincial 28
 - Accord multilatéral 29
 - Accords bilatéraux 29

Annexes

- Annexe 1 Bureaux du Québec au Canada 31
- Annexe 2 Bilan des rencontres intergouvernementales canadiennes 33

INTRODUCTION

La Loi sur le ministère du Conseil exécutif (L.R.Q., c. M-30) prévoit que le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes responsable de l'application de la section II de la Loi doit déposer à l'Assemblée nationale un rapport annuel des activités du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Ce rapport décrit les unités administratives du secrétariat, leur rôle ainsi que les principales activités pour l'exercice financier 1995-1996.

1. Présentation générale du secrétariat

1.1 Description

Rattaché au ministère du Conseil exécutif, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes (SAIC) relève du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes responsable des relations fédérales-provinciales, des relations interprovinciales et des bureaux du Québec au Canada. De façon générale, le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes conseille le gouvernement du Québec sur toute question ayant trait aux relations intergouvernementales canadiennes; il élabore, propose et met en œuvre une politique à cet égard. Il analyse les politiques et les programmes du gouvernement fédéral en fonction de leurs diverses incidences pour le Québec. Il voit ainsi à la défense et à la promotion des intérêts du Québec. Le secrétariat est également responsable des relations avec les gouvernements des provinces du Canada et doit coordonner l'ensemble des activités gouvernementales québécoises au Canada.

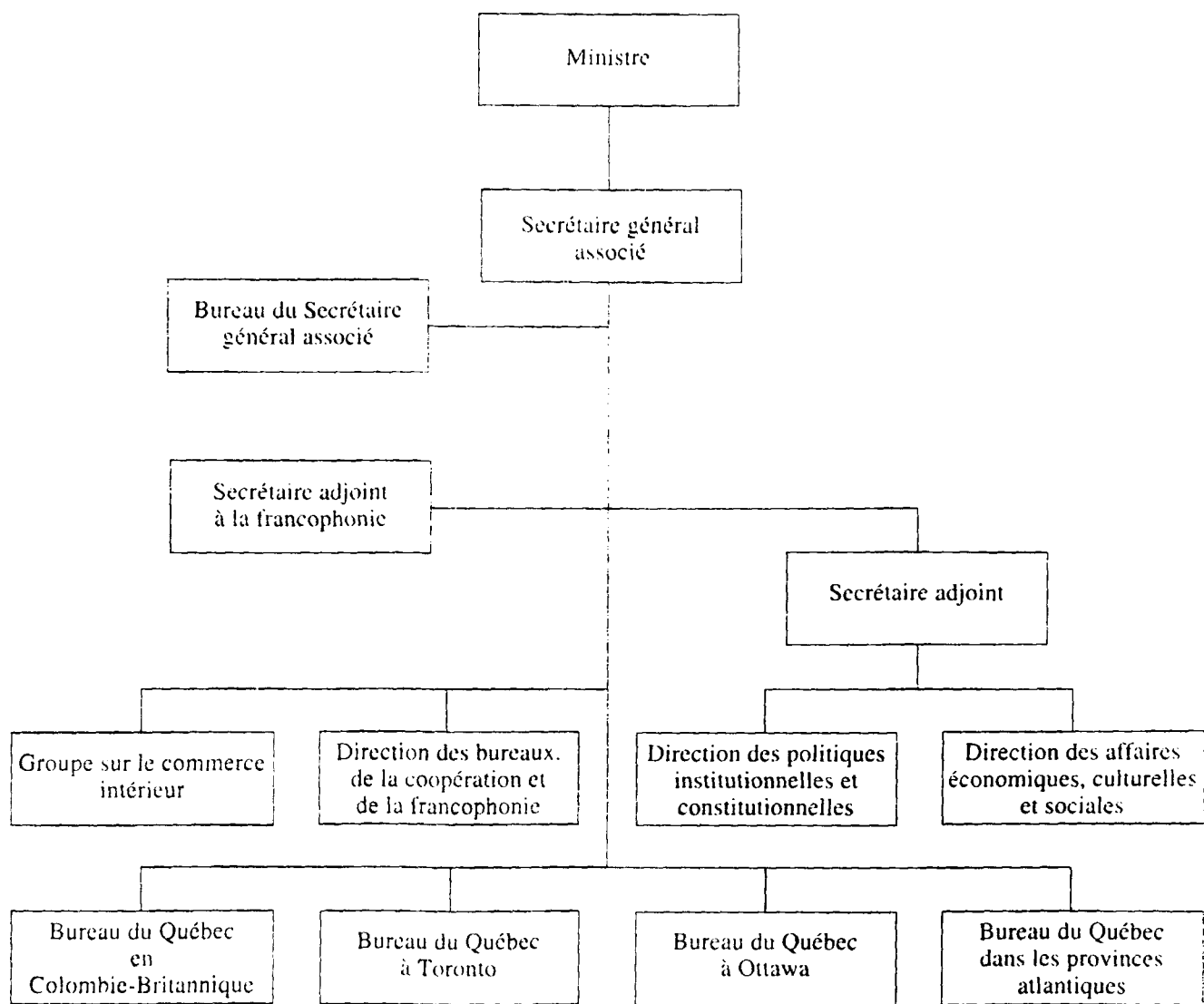
Le secrétariat administre le réseau des bureaux du Québec au Canada qui sont situés à Moncton, Ottawa, Toronto et Vancouver. Il assure la coordination des activités relatives à la promotion économique et commerciale du Québec au Canada. Le secrétariat coordonne les relations du gouvernement avec les communautés francophones et acadiennes du Canada, veille à la gestion de la politique du Québec à l'égard de ces communautés ainsi qu'à la négociation et la mise en œuvre des accords de coopération conclus avec les gouvernements ou organismes dans un certain nombre de provinces.

Le secrétariat a la responsabilité du dossier constitutionnel. Il assume pour le gouvernement du Québec les négociations dans ce domaine.

De concert avec les ministères sectoriels, le secrétariat participe aux travaux des diverses conférences intergouvernementales canadiennes et contribue à l'élaboration et à la négociation des ententes avec le gouvernement fédéral et ceux des autres provinces. En tant que conseiller auprès des ministères et organismes publics québécois, le secrétariat participe en outre à l'élaboration des politiques et des prises de position qui ont des incidences sur les relations avec les autres gouvernements au Canada. Il maintient les liens nécessaires avec les ministères et les autres intervenants québécois pour la mise en œuvre des programmes de coopération et de soutien à la francophonie. Les bureaux du Québec au Canada assurent les liens entre le gouvernement du Québec et ses interlocuteurs du gouvernement fédéral et des autres provinces.

L'organigramme présenté à la page 14 illustre l'organisation administrative du secrétariat.

1.2 Organigramme
Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes



NOTE: Le SAIC partage une Direction des affaires juridiques avec le ministère des Relations internationales

1.3 Ressources humaines

L'effectif permanent autorisé au 31 mars 1996 est de 68 employés. La répartition est la suivante :

Unités administratives	Hors cadre	Cadres	Professionnels	Techniciens, employés de bureau et assimilés	Total
Bureau du secrétaire général associé	2	3	2	9	16
Groupe sur le commerce extérieur		1	2	1	4
Direction des affaires économiques, culturelles et sociales		1	10	3	14
Direction des politiques institutionnelles et constitutionnelles		1	6	2	9
Direction des bureaux, de la coopération et de la francophonie		2	9	6	17
Bureaux du Québec au Canada			8		8
Total	2	8	37	21	68

1.4 Ressources financières

Le tableau ci-dessous ventile les crédits octroyés pour les années 1995-1996 et 1994-1995.

	Année budgétaire	
	1995-1996 \$	1994-1995 \$
Rémunération	6 374 700	7 101 600
Fonctionnement	1 995 100	2 897 700
Capital	23 700	38 700
Transfert	2 555 300	3 031 800
Prêts et avances	100 000	100 000
Total	11 048 800	13 169 800

2. Présentation des directions et des bureaux

2.1 Bureau du secrétaire général associé

Le Bureau du secrétaire général associé coordonne les dossiers qui doivent être portés à l'attention du secrétaire général associé de même que les liaisons opérationnelles avec le Cabinet du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, le Secrétariat général du ministère du Conseil exécutif, les autres unités administratives du SAIC et les bureaux des sous-ministres des autres ministères. En collaboration avec la Direction générale de l'administration du ministère du Conseil exécutif, il voit à l'administration des ressources humaines, financières et matérielles du secrétariat.

Le Bureau du secrétaire général associé assure le secrétariat du Comité de régie du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Le Bureau est responsable de l'administration des demandes d'autorisation de voyage au Canada à l'extérieur du Québec soumises au SAIC pour approbation, par tous les ministères et organismes gouvernementaux dont le personnel est nommé et rémunéré selon la Loi sur la Fonction publique.

En vertu de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif, le SAIC est dépositaire de l'original de toute entente intergouvernementale entre le Québec et les gouvernements du Canada et des autres provinces. La gestion du Greffe des ententes relève du Bureau du secrétaire général associé qui doit prendre les mesures nécessaires à la conservation de ces ententes afin qu'elles ne soient ni détruites, ni perdues, ni altérées.

Enfin, le Bureau du secrétaire général associé est responsable, pour le secrétariat, de l'application de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

2.2 Groupe de travail sur le commerce intérieur

Le Groupe de travail sur le commerce intérieur assume la coordination interministérielle du dossier de la réduction des barrières au commerce entre le Québec et les provinces canadiennes. Il oriente les négociations sectorielles et s'assure de la mise en œuvre des différents accords.

2.3 Direction des bureaux, de la coopération et de la francophonie

La Direction des bureaux, de la coopération et de la francophonie apporte son appui au maintien de relations suivies avec les gouvernements des provinces; elle fournit un soutien aux activités du gouvernement, de ses ministères et de ses organismes à l'extérieur du Québec, au Canada. De plus, elle coordonne les relations du gouvernement avec les communautés francophones et acadiennes du Canada. Elle est responsable de la promotion économique et commerciale du Québec au Canada; pour la réalisation de ce mandat, elle s'appuie sur les bureaux du Québec au Canada et elle coordonne ses activités avec celles des ministères à vocation économique.

En associant les bureaux du Québec au Canada à ces activités, la Direction élabore et négocie les ententes et les programmes de coopération du Québec avec les provinces, assure la mise en œuvre de ces ententes et programmes ainsi que la réalisation des activités qui s'y rattachent. Elle administre également le Programme de soutien financier à la francophonie canadienne hors Québec.

Responsable de la coordination des activités des bureaux du Québec au Canada, la Direction veille à la cohérence de leurs orientations et interventions. Elle s'assure que les bureaux disposent des ressources humaines, matérielles et financières nécessaires à l'atteinte de leurs objectifs.

La Direction voit à l'élaboration d'analyses géopolitiques et au suivi des grands dossiers d'actualité sur la scène canadienne.

2.4 Direction des politiques institutionnelles et constitutionnelles

La Direction des politiques institutionnelles et constitutionnelles est un lieu d'intégration des réflexions sur les aspects institutionnels et constitutionnels des activités gouvernementales québécoises. Elle conseille les autorités du secrétariat sur le dossier constitutionnel. De plus, elle suit l'évolution du fédéralisme canadien et de ses institutions, en fait l'analyse et fournit des avis sur le sens et la portée de cette évolution. De même, elle collabore, avec les autres directions du secrétariat, à l'étude des volets institutionnels et constitutionnels des politiques du gouvernement du Québec.

La direction étudie la jurisprudence canadienne ainsi que les politiques, les lois et règlements fédéraux ou provinciaux qui sont d'intérêt pour le Québec. Elle analyse les projets d'ententes intergouvernementales canadiennes qui peuvent avoir des incidences constitutionnelles.

La direction coordonne en collaboration avec les ministères concernés la mise en œuvre de la politique d'intégrité du territoire du Québec. Le volet externe de cette politique s'applique essentiellement aux problèmes frontaliers qui peuvent se poser avec les provinces voisines, les Territoires du Nord-Ouest, le Nunavut et le gouvernement fédéral.

Le volet interne de la politique d'intégrité du territoire vise à maintenir l'autorité législative du Québec sur l'ensemble des terres publiques. La direction s'assure que les transactions immobilières conclues entre le gouvernement du Québec et ses différents organismes, notamment les municipalités et le gouvernement fédéral et ses organismes, s'effectuent pour des fins de compétence fédérale et en conformité avec les politiques du gouvernement du Québec. Lorsque le gouvernement fédéral cesse d'avoir besoin d'un immeuble, la direction s'assure, en collaboration avec les ministères sectoriels concernés, du retour de celui-ci sous l'autorité du gouvernement du Québec.

Enfin, par le mandat de recherche qui lui a été confié, la direction procède à certaines recherches et analyses sur les systèmes institutionnels et constitutionnels canadiens et étrangers. Elle suit les travaux des organismes canadiens ou étrangers qui étudient la question du Québec, le fédéralisme en général et les relations intergouvernementales canadiennes en particulier.

2.5 Direction des affaires économiques, culturelles et sociales

La Direction des affaires économiques, culturelles et sociales assume la planification, la coordination et le suivi des affaires intergouvernementales canadiennes en matière économique, culturelle et sociale. Dans ce cadre, la direction fournit des services d'expertises-conseils auprès des autorités du secrétariat, des ministères et organismes du gouvernement du Québec.

Elle élabore également les politiques et stratégies intergouvernementales et assure la coordination interministérielle pour leur mise en œuvre; elle concourt à la définition de la position du Québec aux rencontres interprovinciales, fédérales-provinciales et y participe, le cas échéant.

La direction analyse les ententes à intervenir avec le gouvernement fédéral ou un gouvernement provincial, participe à leur négociation le cas échéant et en assure le suivi. Enfin, elle formule des avis de pertinence sur les déplacements à l'extérieur du Québec au Canada.

2.6 Bureaux du Québec au Canada

En 1995-1996, le réseau de la représentation québécoise au Canada se compose de quatre bureaux, situés à Vancouver pour la Colombie-Britannique, l'Alberta, la Saskatchewan, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest, à Toronto pour l'Ontario et le Manitoba, à Ottawa pour les relations avec le gouvernement fédéral et à Moncton pour les provinces de l'Atlantique (annexe 1).

Les bureaux du Québec au Canada ont pour mandat de représenter le Québec auprès des gouvernements de leur territoire, de promouvoir et de protéger les intérêts politiques, économiques et culturels du Québec. Ils informent et conseillent les autorités du SAIC sur les grands dossiers et sur l'actualité politique et économique de leur territoire. Grâce à leur connaissance des marchés dans les diverses parties du Canada, les bureaux conseillent les entreprises québécoises intéressées à établir des relations d'affaires, proposent et organisent pour celles-ci des activités de nature économique et commerciale. Ils collaborent avec les ministères québécois à la réalisation des activités de ces derniers à l'extérieur du Québec.

Ils sont des intermédiaires de première instance entre le gouvernement du Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada, notamment dans la gestion des programmes gouvernementaux ainsi que dans la mise en œuvre de la politique du Québec à l'égard des communautés. De plus, le Bureau du Québec à Ottawa assure la liaison avec les ministères et organismes fédéraux et veille à recueillir toute documentation pertinente sur la législation, les règlements, les politiques, les programmes et les dépenses du gouvernement fédéral.

2.7 Direction des affaires juridiques

Relevant du ministère de la Justice, la Direction des affaires juridiques, qui conseille également le ministère des Relations internationales, a pour mandat général de veiller à la légalité de l'ensemble des actes et engagements du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes et de ses représentants.

La Direction des affaires juridiques est appelée à participer à la négociation et à la rédaction des ententes fédérales-provinciales et interprovinciales auxquelles le Québec est partie, à résoudre les problèmes d'interprétation qu'elles posent et à les réviser.

Outre les contrats, recommandations ministérielles et décrets qui concernent le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, elle rédige également les arrêtés ministériels autorisant la conclusion, par les organismes publics, des ententes institutionnelles visées par la Loi sur le ministère du Conseil exécutif.

Elle fournit par ailleurs des opinions concernant la protection de l'intégrité du territoire québécois et assume la représentation du secrétariat devant la Commission d'accès à l'information.

3. Principales activités des bureaux du Québec au Canada

Durant la dernière année, le Bureau du Québec à Vancouver a vu son territoire s'agrandir à la suite de la fermeture du Bureau du Québec à Edmonton. Dorénavant, l'Alberta, la Saskatchewan et les Territoires du Nord-Ouest s'ajoutent au territoire original formé de la Colombie-Britannique et du Yukon.

Les relations intergouvernementales et les affaires publiques ont été les secteurs d'intervention privilégiés en 1995-1996. En effet, le contexte politique dans ces trois provinces et ces deux territoires a grandement influencé les orientations du bureau en 1995-1996. En cette année électorale en Saskatchewan et dans les Territoires du Nord-Ouest, le volet analyse et reportage des nombreuses activités de l'actualité politique et sociale se déroulant sur le territoire a été particulièrement important. Le bureau a aussi contribué à la promotion de la nouvelle politique avec les communautés francophones et acadiennes du Canada ainsi qu'à la promotion du nouveau programme de soutien financier aux partenariats qui s'y rattache.

En matière de promotion économique et commerciale, le bureau a maintenu en 1995-1996 des relations suivies avec les principaux agents économiques de son nouveau territoire. Parmi les secteurs d'activités les plus importants, il y a lieu de signaler la prospection d'investissements et les alliances stratégiques. À cet effet, des activités de promotion furent organisées en biotechnologie et en technologies de l'information. Le bureau a aussi organisé une dizaine de missions d'entreprises dans des secteurs importants comme les technologies de l'environnement et de l'alimentation, en plus de quelques activités de promotion avec les maisons de commerce locales pour les marchés asiatiques. Soulignons enfin l'organisation par le bureau de stands regroupant plusieurs entreprises québécoises lors de salons internationaux comme Airshow 95 et Globe 96.

Le Bureau du Québec à Toronto s'est employé à maintenir et à consolider avec ses nombreux interlocuteurs le niveau, la qualité et la diversité de relations que la promotion des intérêts québécois exige. L'année 1995 a surtout été marquée par le contexte politique intérieur dominé par l'arrivée au pouvoir des conservateurs à Queen's Park. La responsabilité du Bureau du Québec à Toronto s'étendant désormais au Manitoba, l'année 1995-1996 en a été une de prise de contact avec les interlocuteurs privilégiés du Québec dans cette province. Tant en Ontario qu'au Manitoba, l'importante communauté francophone demeure au cœur des préoccupations du bureau.

Conformément à sa mission en matière de développement économique, le bureau a poursuivi ses activités de promotion commerciale, lesquelles ont suscité une augmentation potentielle des ventes des sociétés participantes, augmentation évaluée à plus de 5 M \$. Un total de vingt-neuf PME a bénéficié du soutien du bureau afin de développer leur réseau de distribution en Ontario et promouvoir leurs produits lors de six expositions, notamment dans les secteurs des aliments et boissons et des technologies de l'information. Une cinquantaine d'autres compagnies ont pris part aux expositions organisées à l'occasion de sept foires en vue de tester le marché et de trouver des intermédiaires commerciaux dans plusieurs secteurs industriels prioritaires. De même, plusieurs compagnies ont sollicité l'assistance du bureau pour le repérage de fournisseurs de produits variés, à des fins d'exportation internationale. En outre, plusieurs sociétés multinationales et canadiennes, dont les sièges sociaux sont situés à Toronto et qui font affaires au Québec, ont fait l'objet de rencontres dans le cadre d'un projet de prospection d'investissements et de promotion d'alliances stratégiques.

La section tourisme du bureau offre des services aux clientèles de l'Ontario et de l'Ouest canadien. Les principaux axes d'intervention sont les relations avec les médias, l'industrie touristique, la promotion du tourisme institutionnel et la promotion auprès du consommateur.

La Direction des communications du bureau publie la version anglaise de *Québec Update*, un document d'information préparé par le ministère des Relations internationales à l'intention des délégations du Québec à l'étranger et transmet ce document aux principaux leaders d'opinions dans les milieux d'affaires, universitaires, gouvernementaux et journalistiques en Ontario. Ce secteur veille également à l'envoi du magazine *Québec international* qui est distribué à une clientèle cible sur son territoire.

Le secteur culturel du bureau apporte son appui aux artistes québécois qui se produisent ou qui désirent se produire en Ontario. Il prête aussi assistance aux organismes ontariens qui accueillent ces artistes. Au cours de 1995-1996, vingt-cinq activités dans divers domaines ont été soutenues. Le secteur culturel a aussi été l'instigateur de la première présentation des *Rendez-vous du cinéma québécois* à Toronto. Il publie quatre fois l'an une édition anglaise de *Québec en Ontario — Calendrier culturel*

et fait paraître une fois par mois ce même calendrier dans l'hebdomadaire francophone *L'Express* de Toronto.

La section du ministère du Revenu du Bureau du Québec à Toronto a traité 160 cas durant l'exercice 1995-1996 lesquels ont généré une incidence fiscale de l'ordre de 12 000 000 \$. Quant aux dépôts bancaires, le bureau a encaissé 5 600 chèques d'une valeur totale de près de 1 milliard \$.

Dans le cadre du suivi des activités du gouvernement fédéral, le Bureau du Québec à Ottawa a accordé au cours de l'année 1995-1996 une attention particulière à la réforme des programmes sociaux à frais partagés entre le Québec et Ottawa, en particulier au nouveau programme de transfert social canadien en matière de santé et de programmes sociaux ainsi qu'à la réforme Axworthy dans le secteur de la main-d'œuvre. Cette réforme a été déposée par le gouvernement fédéral en décembre 1995. Le bureau a aussi suivi attentivement les dossiers qui ont des incidences majeures pour le Québec, comme la Commission royale sur les peuples autochtones et les réclamations financières du gouvernement québécois auprès du gouvernement fédéral, en particulier dans les dossiers reliés à la crise d'Oka, à la participation fédérale à l'éducation des autochtones et aux paiements de stabilisation.

Le bureau a également suivi les activités politiques et législatives fédérales telles l'adoption d'un droit de veto régional (C-110) et la reconnaissance de la société distincte par voie de motion à la Chambre des communes et au Sénat.

Durant l'année 1995-1996, le Bureau du Québec à Ottawa a cherché à maintenir et développer une présence active auprès des nombreux acteurs de la scène fédérale, tant auprès de la haute fonction publique et des partis politiques qu'auprès des représentants diplomatiques, des représentants des gouvernements provinciaux en poste à Ottawa, des groupes d'intérêt pancanadiens et des représentants des médias.

Dans le secteur des relations avec les communautés francophones et acadiennes et dans l'esprit de la nouvelle politique québécoise, le bureau a maintenu des liens suivis avec la Fédération des communautés francophones et acadienne.

Enfin au cours de la dernière année, le Service du protocole du ministère des Relations internationales a fait appel au Bureau du Québec à Ottawa afin d'obtenir l'émission de visas de la part des diverses ambassades installées à Ottawa ou du Service des voyages officiels du ministère canadien des Affaires étrangères.

Les efforts du Bureau du Québec dans les provinces atlantiques ont été consacrés au maintien des relations intergouvernementales avec ses nombreux interlocuteurs provinciaux et fédéraux ainsi qu'avec le Conseil des premiers ministres des Maritimes.

Le bureau a joué un rôle actif dans l'organisation de la visite de ministres québécois sur son territoire et a soutenu les activités de délégations québécoises dans le cadre de rencontres fédérales-provinciales ou interprovinciales, notamment, à l'occasion de la Conférence annuelle des premiers ministres à St. John's (Terre-Neuve).

Des relations suivies ont été maintenues avec les principaux organismes acadiens et des efforts importants ont été consacrés à la promotion de la politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes.

Au chapitre de la promotion économique et commerciale, le bureau a répondu à de nombreuses demandes de renseignements de la part d'entreprises québécoises et a appuyé la participation de plusieurs de ces dernières à des foires commerciales.

Enfin, la promotion du Québec comme destination touristique de choix a été une activité quotidienne du bureau. Une des initiatives importantes dans ce secteur aura été la participation du bureau à deux foires sur le ski en Nouvelle-Écosse et à Terre-Neuve.

Dans le secteur de l'information et des communications, les quatre bureaux, avec la collaboration de la Direction des communications du ministère du Conseil exécutif, ont fait connaître le Québec et les positions québécoises auprès des médias et des publics de leur territoire par la préparation de communiqués et la production et la distribution de publications sur le Québec. De plus, les bureaux ont produit à l'intention des autorités du SAIC des revues générales et spécialisées de la presse locale et régionale.

4. Coopération, francophonie et promotion économique et commerciale

4.1 Coopération

En 1995-1996, un budget de près de 255 000 \$ a été consacré à la coopération dans le cadre de la Commission permanente de coopération Québec-Ontario. La majeure partie des activités de coopération est reliée au secteur de l'éducation, notamment au Programme d'échange d'élèves d'une durée de six mois et au Programme de coopération universitaire en enseignement supérieur et recherche. Le secteur de la culture occupe également une place importante dans les activités de coopération avec cette province. Comme par les années passées, plusieurs manifestations culturelles ont attiré de vastes auditoires et permis à des artistes québécois et ontariens d'établir ou de renforcer leur notoriété.

Les activités de coopération avec les provinces de l'Ouest sont principalement concentrées dans le secteur de l'éducation, avec la participation des quatre provinces au Programme d'échange d'élèves d'une durée de six mois. En outre, près de 70 étudiants du Québec, du Manitoba et de l'Alberta ont bénéficié du Programme d'échange interprovincial d'emplois d'été pour étudiants de niveau universi-

taire. La Direction des bureaux, de la coopération et de la francophonie a aussi coordonné la mise en œuvre du Programme de coopération en éducation avec le Bureau de l'éducation française du Manitoba pour la réalisation de projets destinés aux Franco-Manitobains. En Colombie-Britannique, le Programme d'échange d'élèves de niveau secondaire, d'une durée de six mois, a poursuivi son essor puisque le nombre de participants a atteint 80 élèves par province. Au total, une somme de près de 267 500 \$ a été octroyée pour la réalisation des projets de coopération avec les provinces de l'Ouest.

Dans les provinces de l'Atlantique, le gouvernement du Québec a consacré un budget de plus de 120 000 \$ à la coopération avec le Nouveau-Brunswick et l'Île-du-Prince-Édouard, principalement dans les secteurs de la culture, de l'éducation et de la recherche universitaire. En Nouvelle-Écosse, quelques organismes ont bénéficié de l'aide financière du gouvernement du Québec, notamment pour la réalisation des projets de coopération entre universités et collèges.

4.1.1 DÉPENSES DU PROGRAMME DE COOPÉRATION INTERPROVINCIALE POUR L'EXERCICE FINANCIER 1995-1996 (\$)

VOLETS/SECTEURS	ENSEMBLE	C.-B.	ALB.	SASK.	MAN.	ONT.	N.-B.	N.-É.	I.-P.-É.	SOUS-TOTAUX
INSTITUTIONNEL	210 000	—	—	—	—	—	—	—	—	210 000
INTERPROVINCIAL										
— Culture	—	—	—	—	3 000	106 250	41 817	—	14 670	165 737
— Éducation	421	93 258	81 051	30 731	42 709	146 344	40 064	3 800	10 196	448 574
— Autres	—	—	—	—	—	1 650	4 000	—	10 500	16 150
SOUS-TOTAL	421	93 258	81 051	30 731	45 709	254 244	85 881	3 800	35 366	630 461
PROMOTION ET DIFFUSION	4 000	13 763	2 968	—	—	5 880	—	—	—	26 611
TOTAUX	214 421	107 021	84 019	30 731	45 709	260 124	85 881	3 800	35 366	867 072

4.2 Francophonie

La politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada, rendue publique le 30 mars 1995, entend redéfinir la relation privilégiée entre le Québec et ses voisins francophones. Dans cette perspective, le secrétariat a poursuivi la mise en œuvre de sa politique, notamment en organisant les trois tables sectorielles de concertation formées d'experts venant du Québec et des communautés francophones dans les domaines de la culture et des communications, de l'éducation et de l'économie. Il a également amorcé la préparation du premier Forum triennal de concertation qui aura lieu en 1997. De plus, un nouveau programme de soutien financier de partenariats sera en application dès 1996-1997.

Dépenses du Programme de soutien financier à la francophonie canadienne pour l'exercice financier 1995-1996

	Atlantique	Ontario et Manitoba	Ouest	Organismes pancanadiens	Total
Nombre de projets retenus	61	34	34	20	149
Montant accordé	273 750 \$	223 500 \$	145 000 \$	246 900 \$	889 150 \$

En 1995-1996, des subventions totalisant 246 900 \$ ont été versées à des organismes pancanadiens et québécois dont 90 500 \$ pour des projets de partenariats entre le Québec et les communautés francophones et acadiennes du Canada.

L'Association canadienne d'éducation de langue française (ACELF), la Commission nationale des parents francophones et le Réseau d'enseignement francophone à distance du Canada sont parmi les principaux organismes pancanadiens qui ont reçu une aide dans le cadre du Programme de soutien financier à la francophonie canadienne.

En Ontario, le gouvernement du Québec a apporté son soutien à la communauté francophone en concertation dans plusieurs cas avec le gouvernement de l'Ontario, notamment avec l'Office des affaires francophones et le Bureau franco-ontarien du Conseil des arts de l'Ontario. En 1995-1996, 34 projets ont reçu des subventions pour un montant total de 223 500 \$. Soulignons particulièrement l'appui accordé au projet d'ouverture d'une caisse populaire à Toronto.

Pour leur part, les francophones de la région de l'Atlantique ont reçu une aide québécoise de 273 750 \$ pour la mise en œuvre de 61 projets. Les principales initiatives se situent dans le champ de la diffusion et de la promotion de produits culturels avec, par exemple, l'implantation de l'École nationale de la chanson du Québec au Nouveau-Brunswick.

Le Programme de soutien financier à la francophonie canadienne a pris fin le 31 mars 1996 et sera remplacé par le nouveau Programme de soutien financier aux partenariats qui se rattache à la politique du Québec à l'égard des communautés francophones et acadiennes du Canada. Déjà en 1995-1996, quatre projets de partenariat ont reçu un support financier. Mentionnons notamment le projet du réseau «Coup de cœur francophone» qui permet à des artistes du Québec et des provinces du Nouveau-Brunswick, de l'Ontario, du Manitoba, de la Saskatchewan, de l'Alberta et de la Colombie-Britannique de se produire sur une même scène pour promouvoir la chanson francophone.

Dans les trois provinces de l'Ouest et les deux territoires, 34 projets ont reçu un appui financier du Québec pour un montant de 145 000 \$. Il faut souligner notamment les activités telles que l'organisation de jeux francophones et de parlements jeunesse.

4.3 Promotion économique et commerciale

Au cours de la dernière année, le secrétariat a coordonné plusieurs activités permettant de promouvoir l'expertise québécoise dans le domaine manufacturier.

En plus des ressources consacrées par les bureaux au Canada à la promotion économique et commerciale du Québec, le SAIC a affecté 100 000 \$ en 1995-1996 à ce secteur d'activités. Ce montant a été accordé à des entreprises et à des organismes pour la promotion de l'expertise québécoise sur le marché canadien par une participation à des expositions et à des missions commerciales. Ainsi, pour la réalisation d'activités de promotion du produit et de l'expertise québécois sur leur territoire, le Bureau du Québec dans les provinces atlantiques a disposé d'un budget de 6 000 \$, le Bureau du Québec à Toronto de 52 000 \$ et le Bureau du Québec à Vancouver de 42 000 \$. Plus de 80 entreprises ou organismes ont participé à des activités auxquelles le secrétariat a contribué financièrement.

De plus, les bureaux du Québec ont organisé différentes activités, notamment des séminaires pour promouvoir l'image économique du Québec et pour démontrer les avantages d'y investir.

En étroite collaboration avec le SAIC, d'autres ministères québécois tels le ministère de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et le ministère des Ressources naturelles ont également consacré des ressources à des activités de promotion économique et commerciale au Canada à l'extérieur du Québec.

5. Dossiers institutionnel et constitutionnel

À la suite du résultat du référendum du 30 octobre 1995 au Québec, le premier ministre du Canada annonçait le 27 novembre 1995 que le gouvernement fédéral allait donner suite à trois engagements qu'il avait pris durant la campagne référendaire au Québec : a) adoption d'une motion reconnaissant que le Québec constitue au sein du Canada une société distincte ; b) adoption d'une loi qui exigera le consentement des régions avant qu'une modification constitutionnelle puisse être proposée au Parlement par le gouvernement du Canada (Loi C-110) ; c) retrait d'Ottawa de la formation de la main-d'œuvre, des programmes d'apprentissage, des programmes d'enseignement coopératif et de la formation offerte en milieu de travail.

La motion sur la société distincte a été adoptée par la Chambre des communes et le Sénat (14 décembre 1995). Son contenu ne lie que le gouvernement fédéral. La Loi C-110 sur le processus régional relatif aux modifications constitutionnelles a été sanctionnée le 2 février 1996. Quant au dossier de la formation de la main-d'œuvre, les échanges entre les gouvernements québécois et fédéral se poursuivent.

Par ailleurs, dans le discours du trône prononcé le 27 février 1996, le gouvernement fédéral faisait état de son souhait d'enchâsser dans la constitution la motion sur la société distincte et le processus de consentement régional relatif aux modifications constitutionnelles. Il annonçait alors la tenue d'une conférence des premiers ministres au cours des prochains mois, notamment en vue d'examiner la façon de mettre en place un programme commun de changement pour renouveler le Canada. Par ailleurs, le Premier ministre fédéral doit, selon l'article 49 de la Loi constitutionnelle de 1982, convoquer avant le 17 avril 1997 une conférence constitutionnelle des premiers ministres provinciaux en vue de réexaminer les dispositions concernant la procédure de modification de la Constitution.

5.1 Statut du Québec

Le 6 décembre 1994, l'avant-projet de loi sur la souveraineté du Québec était déposé devant l'Assemblée nationale. La population a été consultée sur celui-ci par l'intermédiaire de commissions régionales, de commissions des jeunes et des aînés et d'une commission nationale qui a déposé son rapport le 19 avril 1995.

Le 7 septembre 1995, le premier ministre, M. Jacques Parizeau, déposait devant l'Assemblée nationale le projet de loi no 1 intitulé Loi sur l'avenir du Québec. On y trouvait notamment les éléments relatifs au Traité de partenariat économique et politique à soumettre formellement au Canada. Il contenait également une disposition concernant l'élaboration d'une nouvelle constitution par une Commission constituante. De plus, il prévoyait la possibilité pour le Parlement d'adopter une constitution provisoire. Enfin, on y affirmait que les négociations relatives à la conclusion du Traité de partenariat ne devaient pas dépasser le 30 octobre 1996 à moins que l'Assemblée nationale en décide autrement. Les résultats du référendum sur l'accession à la souveraineté du Québec ont été les suivants : Oui, 49,4 % ; Non, 50,6 %.

À la suite du résultat référendaire, le gouvernement du Québec annonçait son intention de conduire ses échanges avec le reste du Canada sur une base de relation de peuple à peuple. Le secrétariat, en collaboration avec les ministères et organismes concernés, a procédé à certaines recherches, études et analyses nécessaires au gouvernement.

5.2 Intégrité du territoire

En matière d'intégrité du territoire, le secrétariat a continué à suivre les différents dossiers relatifs aux frontières du Québec, aux demandes de transferts provenant des autorités fédérales pour des fins d'agrandissement de réserves autochtones, aux transactions immobilières entre le gouvernement fédéral et ses organismes de même qu'entre le gouvernement du Québec et ses organismes.

5.3 Autonomie gouvernementale des Autochtones

Durant l'année 1995-1996, le secrétariat a été associé aux négociations que le gouvernement du Québec a entreprises avec les Inuit du Québec sur l'autonomie gouvernementale, avec les Hurons-Wendat sur le «traité Murray» et l'établissement d'une nouvelle relation de même qu'avec les Atikamekw et les Montagnais concernant l'offre globale de règlement qui leur avait été faite en décembre 1994. En ce qui concerne les Hurons-Wendat, une entente-cadre tripartite (Ottawa-Québec-Hurons) a été signée en août 1995 sur le «traité Murray» et l'autonomie gouvernementale.

En ce qui concerne les Cris, une entente a été signée en mai 1995 confirmant la relance du dialogue entre les deux parties. En outre, le SAIC a été associé aux discussions avec les Micmacs de Listuguj pour une nouvelle entente tripartite sur la gestion et la livraison de services sociaux. De plus, après plusieurs années de négociations, une entente sur les services policiers a été signée en septembre 1995 avec les Mohawks de Kahnawake.

Par ailleurs, la politique fédérale sur le droit inhérent à l'autonomie gouvernementale a été rendue publique en août 1995. Le Québec a exprimé son désaccord avec la position qui a été prise concernant le droit inhérent. Il a mis de l'avant des propositions qui apportent des solutions concrètes aux problèmes particuliers des Autochtones.

Enfin, le SAIC a suivi les travaux du juge Hamilton nommé par le gouvernement fédéral pour faire des recommandations sur le règlement des ententes avec les Autochtones et les travaux de la Commission royale d'enquête sur les peuples autochtones (Commission Érasmus-Dussault). Enfin le SAIC a, en concertation avec les ministères ou organismes concernés, suivi l'évolution du projet de Déclaration de l'Organisation des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

6. Dossiers sectoriels

Le SAIC est associé à un grand nombre d'activités et de négociations intergouvernementales.

Puisque le SAIC agit à la fois à titre de support et de conseil auprès des différents ministères et organismes, les dossiers sont dans la plupart des cas menés conjointement avec ces derniers. On retient dans la présente section certains des dossiers dans lesquels l'engagement du SAIC a été particulièrement significatif.

6.1 Les rencontres intergouvernementales

Le SAIC a procédé à l'examen de la participation du gouvernement du Québec aux rencontres intergouvernementales dont la liste apparaît à l'annexe 2. Le SAIC a par ailleurs coordonné la participation du Québec à la 36^e Conférence annuelle des premiers ministres qui a eu lieu à St. John's, Terre-Neuve, du 23 au 25 août 1995. Le premier ministre du Québec y a fait valoir le point de vue du Québec sur le commerce interprovincial en insistant notamment sur l'importance des bénéfices réciproques découlant de l'ouverture la plus grande possible du commerce interprovincial dans l'espace économique canadien.

Par ailleurs, au cours de l'année 1995-1996, le SAIC a entrepris une mise à jour du recensement des comités intergouvernementaux qui avait été effectué le 1^{er} novembre 1994.

6.2 Main-d'œuvre

Au cours de l'année, le gouvernement du Québec a pris l'initiative de nouvelles discussions avec le gouvernement fédéral pour régler le dossier de la main-d'œuvre. Le 1^{er} décembre 1995, le gouvernement fédéral déposait son projet de loi (C-12) modifiant le programme d'assurance-chômage ainsi que ses interventions en main-d'œuvre. Le 4 décembre 1995, l'Assemblée nationale, dans une motion unanime, réitérait le consensus existant au Québec depuis 1990 à l'effet que «le Québec doit devenir le seul responsable des politiques d'adaptation de la main-d'œuvre et de formation professionnelle sur son territoire; et, rapatrier en conséquence, les budgets que le gouvernement fédéral alloue à ces programmes au Québec». Le Québec réclame donc le transfert des budgets que le gouvernement fédéral alloue aux mesures actives de main-d'œuvre et de création d'emploi, incluant celles financées par la caisse de l'assurance-chômage.

Dans le cadre de discussions formelles entreprises en décembre 1995, le Québec a proposé un projet d'entente de principe reflétant la motion de l'Assemblée nationale et le consensus québécois. Pour sa part, le gouvernement fédéral se dit disposé à se retirer de la formation professionnelle. En ce qui a trait aux autres mesures actives de main-d'œuvre, il a adopté une position générale selon laquelle il entend discuter dans une optique d'harmonisation avec les programmes provinciaux, tel que mentionné dans le projet de loi C-12.

6.3 Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS)

En juin 1995, le gouvernement fédéral adoptait le projet de loi C-76, en vue de procéder à une réforme majeure des transferts sociaux aux provinces. En effet, à compter du 1^{er} avril 1996, le TCSPS est appelé à remplacer deux grands programmes existants: le Financement des programmes établis (FPE) et le Régime d'assistance publique du Canada (RAPC).

Dans ce contexte, le SAIC a été appelé, de concert avec tous les ministères concernés, à développer une position intégrée et cohérente face à ces changements substantiels dans l'intervention fédérale en matière sociale. Cette position, énoncée lors de la Conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances en décembre 1995, consiste à réclamer un retrait complet du gouvernement fédéral du champ des programmes sociaux. En pratique, cela signifierait une conversion des transferts financiers en points d'impôt et un refus de toute norme fédérale encadrant la prestation des services.

6.4 Transports

Le gouvernement fédéral a annoncé des modifications majeures à ses politiques des transports pour répondre essentiellement à des objectifs budgétaires de réduction du déficit. Ces politiques fédérales comportent des impacts majeurs au Québec dans tous les secteurs du transport, soit l'aéroportuaire, le maritime, le ferroviaire et le routier. Le SAIC a contribué à définir la position du gouvernement du Québec au regard des orientations retenues par le gouvernement fédéral. Que ce soit dans l'un ou l'autre secteur, la mise en œuvre de plusieurs des éléments des politiques fédérales des transports se fait par étapes. Il faut donc s'attendre à ce que les discussions se

poursuivent de façon intensive dans les prochains mois afin de s'assurer que le Québec ne fera pas les frais du désengagement fédéral en ces matières.

6.5 Sécurité sociale

Dans le cadre du programme fédéral des initiatives stratégiques, le Canada et le Québec ont signé en septembre 1995 une entente de 81 M \$ sur une période de trois ans. Cette entente vise à permettre le cofinancement d'une partie des coûts de deux mesures québécoises déjà en place, soit Aide aux parents pour les revenus de travail (APPORT) et Formation professionnelle pour les prestataires de longue durée, ainsi que des coûts de leur évaluation.

6.6 Agriculture

Dans le secteur agroalimentaire, le Québec a signé des ententes avec le gouvernement fédéral en vue de favoriser une meilleure protection du revenu des producteurs agricoles. Ainsi, le Québec a obtenu qu'une aide financière fédérale de 20,8 M \$ soit versée dans le fonds québécois d'assurance-stabilisation, ce qui représente l'équivalent de la part fédérale si le Québec avait participé au compte de stabilisation du revenu net (CSRN) durant les années financières 1991, 1992 et 1993 pour les productions couvertes simultanément par le CSRN et le programme québécois. Le programme d'assurance-récolte a par ailleurs été prolongé d'un an soit jusqu'au 31 mars 1997, pour permettre de compléter l'examen de l'ensemble des règlements fédéraux en matière de sécurité du revenu des producteurs agricoles.

6.7 Forêts

Afin de développer les exportations de produits forestiers, le Québec a signé une entente avec le gouvernement du Canada, l'Association des manufacturiers de bois de sciage du Québec et Promotion des produits forestiers inc. en vue de créer un organisme de promotion internationale des produits de seconde transformation du bois. Celui-ci travaillera étroitement avec le Bureau de promotion des industries du bois dont le mandat a été renouvelé pour une période de cinq ans.

6.8 Vols à basse altitude

Le ministre de la Défense du Canada a annoncé en avril 1995 son intention de donner plus d'ampleur au programme des vols à basse altitude au-dessus du Québec et du Labrador. En raison du caractère incomplet des informations sur les effets du doublement du nombre de vols à basse altitude qui pour-

ront être effectués, le Québec a exercé des pressions auprès du gouvernement fédéral pour que l'accroissement de ces activités aériennes soit retardé, ce afin de permettre une étude plus approfondie des effets ainsi engendrés. En parallèle, le Québec proposait des mesures susceptibles de parer à ces impacts, notamment une nouvelle délimitation du territoire d'exercice et des améliorations au programme d'évitement. Il demandait également qu'une part significative des retombées du projet en matière de recherche incombe à des centres québécois dont l'expertise est reconnue dans les domaines de la faune et des questions nordiques. Sous réserve de ce dernier projet, toutes les démarches sont demeurées vaines.

6.9 Pêcheries

Au cours de l'année, le gouvernement fédéral a entrepris de mettre à jour le cadre législatif de la gestion des pêches et des océans. Le projet de loi sur les océans du Canada a été déposé au mois de juin. Il a pour objectif d'affirmer dans le droit interne du Canada sa souveraineté sur les eaux qui l'entourent et de prévoir l'élaboration et la mise en œuvre d'une stratégie des océans. Le Québec a dénoncé certains aspects de ce projet de loi qui menace l'intégrité de son territoire. Il s'inquiète de façon particulière du statut du golfe du Saint-Laurent dont il considère qu'une partie lui appartient par droit de souveraineté. En outre, il s'objecte à ce que le gouvernement fédéral s'attribue la totalité des droits sur la zone économique exclusive et sur le plateau continental. Le Québec a également critiqué le projet de loi en ce qu'il crée des chevauchements et des empiètements de compétence, notamment en ce qui a trait à la protection de l'environnement et à la gestion de la faune où le Québec possède et exerce lui-même de nombreuses compétences.

6.10 Barrières au commerce interprovincial

La direction du dossier du commerce intérieur relève conjointement de la ministre déléguée à l'Industrie, au Commerce, à la Science et à la Technologie, qui agit comme porte-parole du gouvernement du Québec dans le cadre de l'Accord sur le commerce intérieur, et du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes qui en assume la coordination interministérielle. La responsabilité administrative générale du dossier est confiée au Groupe de travail sur le commerce intérieur mis en place au sein du Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes.

Accord multilatéral

L'Accord sur le commerce intérieur est entré en vigueur le 1^{er} juillet 1995. Il définit en premier lieu les grands principes du libre marché fondés sur la libre circulation des personnes, des biens, des services et des investissements. Il précise en second lieu les règles générales qui doivent s'appliquer à tous les secteurs couverts, soit : ceux des marchés publics ; de l'investissement ; de la mobilité de la main-d'œuvre ; des mesures et normes en matière de consommation ; des produits agricoles et produits alimentaires ; des boissons alcooliques ; de la transformation des ressources naturelles ; de l'énergie (en négociation) ; des communications ; des transports ; de la protection de l'environnement.

Deux dossiers ont principalement retenu l'attention au cours de la dernière année et ont fait l'objet d'intenses négociations, soit : l'assujettissement à l'Accord des marchés publics des municipalités et des organismes municipaux, du réseau de l'éducation et du réseau de la santé et des services sociaux ; l'élaboration d'un chapitre complet sur l'énergie.

Accords bilatéraux

Parallèlement aux négociations multilatérales, des discussions bilatérales avec l'Ontario et le Nouveau-Brunswick se sont poursuivies.

Les négociations en cours avec le Nouveau-Brunswick visent à donner suite aux engagements pris par les gouvernements d'étendre la couverture de l'Accord de libéralisation des marchés publics conclu en novembre 1993, aux municipalités et aux réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

Depuis la signature avec l'Ontario de l'Accord de libéralisation des marchés publics et de l'Accord sur la reconnaissance mutuelle des compétences et des expériences de travail dans les métiers et les occupations du secteur de la construction, le 3 mai 1994, l'effort des gouvernements a porté sur leur mise en œuvre, en regard particulièrement de l'adoption par le Québec de la Loi 46 portant sur l'industrie de la construction, et de l'assujettissement du secteur municipal, des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux.

Annexes

**Annexe 1
Bureaux du Québec au Canada**

Moncton

Bureau du Québec
Place de l'Assomption
770, rue Main
Moncton (Nouveau-Brunswick)
E1C 1E7
Téléphone : (506) 857-9851
Télécopieur : (506) 857-9883

Ottawa

Bureau du Québec
112, rue Kent, bureau 700
Place de Ville (Tour B)
Ottawa (Ontario)
K1P 5P2
Téléphone : (613) 238-5322
Télécopieur : (613) 563-9137

Vancouver

Bureau du Québec
World Trade Centre
999, Canada Place, bureau 640,
Vancouver (Colombie-Britannique)
V6C 3E1
Téléphone : (604) 844-2833
Télécopieur : (604) 844-2834

Toronto

Bureau du Québec
20, rue Queen Ouest
Bureau 1504, C.P. 13
Toronto (Ontario)
M5H 3S3
Téléphone : (416) 977-6060
Télécopieur : (416) 596-1407

Annexe 2

BILAN DES RENCONTRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

Date et lieu	Titre	Participation
1995		
10-11 avril Vancouver (Colombie-Britannique)	Conférence interprovinciale des ministres de la Santé	Oui
12 avril Calgary (Alberta)	Conférence des ministres du commerce intérieur	Oui
25 avril Hull (Québec)	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres responsables de l'immigration	Oui
27 avril Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres de l'Industrie	À titre d'observateur
28-29 avril Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des hauts fonctionnaires responsables de la Condition féminine	Oui
15-16 mai Haines Junction (Yukon)	Conseil canadien des ministres de l'Environnement	À titre d'observateur
16 mai Ottawa (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres de l'Habitation	À titre d'observateur
16 mai Ottawa (Ontario)	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres du Commerce international	Oui
16-17 mai Ottawa (Ontario)	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres de la Justice	Oui
24 mai Toronto (Ontario)	Rencontre interprovinciale des sous-ministres des Services sociaux et de la Sécurité du revenu	Oui
24 mai Hull (Québec)	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres du Travail et des responsables des organismes de sécurité et de santé au travail	Oui
24-26 mai Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres de la Condition féminine	À titre d'observateur
7-8-9 juin Portsmouth (New-Hampshire)	Conférence annuelle des premiers ministres de l'Est du Canada et des gouverneurs de la Nouvelle-Angleterre	Oui
8 juin Winnipeg (Manitoba)	Comité permanent des hauts fonctionnaires chargés des droits de la personne	Oui
20-21 juin Whitehorse (Yukon)	Comité des sous-ministres de l'Environnement	Non
26-28 juin Winnipeg (Manitoba)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres des Forêts	Oui
29 juin Toronto (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres du Commerce intérieur	Oui
4 juillet Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres de la Santé	À titre d'observateur
4-5 juillet Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres de la Santé	Oui
6 juillet Toronto (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres du Commerce intérieur	Oui
31 juillet — 3 août St. John's (Terre-Neuve)	Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres et sous-ministres de l'Agriculture	À titre d'observateur
21 août Toronto (Ontario)	Comité consultatif des sous-ministres de l'Éducation	Oui
21 août Winnipeg (Manitoba)	Réunion fédérale-provinciale des sous-ministres de la Justice	Oui

Date et lieu	Titre	Participation
1995		
23-25 août St. John's (Terre-Neuve)	36 ^e Conférence annuelle des premiers ministres des provinces	Oui
29-30 août Ottawa (Ontario)	Réunion multilatérale sur les marchés publics	Oui
6-8 septembre Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	Conférence des ministres chargés des administrations locales	Oui
10-13 septembre Saskatoon (Saskatchewan)	Réunion des ministres de l'Énergie et des Mines	Oui
18-19 septembre Whitehorse (Yukon)	Conseil des ministres de l'Éducation	Oui
18-20 septembre Halifax (Nouvelle-Écosse)	Rencontre fédérale-provinciale de l'Association canadienne des administrateurs de législations ouvrières (ACALO) / Sous-ministres du Travail	Oui
19 septembre Victoria (Colombie-Britannique)	Conférence interprovinciale des ministres de la Santé	À titre d'observateur
20 septembre Victoria (Colombie-Britannique)	Conférence fédérale-provinciale des ministres de la Santé	À titre d'observateur
20-22 septembre Winnipeg (Manitoba)	Conférence interprovinciale des ministres de la Sécurité du revenu et des Services sociaux	À titre d'observateur
27-28 septembre Winnipeg (Manitoba)	Conseil canadien des ministres de l'Environnement — Réunion du Comité des sous-ministres	À titre d'observateur
4 octobre Winnipeg (Manitoba)	Conseil canadien des ministres des Forêts	À titre d'observateur
16 octobre	Conférence téléphonique des sous-ministres de l'Environnement	À titre d'observateur
18-19 octobre Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale-territoriale des hauts fonctionnaires responsables de la Condition féminine	À titre d'observateur
23-24 octobre Whitehorse (Yukon)	Réunion annuelle du Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME)	À titre d'observateur
25 octobre Victoria (Colombie-Britannique)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres des Transports	Oui
26 octobre Victoria (Colombie-Britannique)	Conférence fédérale-provinciale des ministres des Transports	À titre d'observateur
3 novembre Toronto (Ontario)	Rencontre interprovinciale des sous-ministres des Services sociaux et de la Sécurité du revenu	Non
7 novembre Ottawa (Ontario)	Réunion des représentants du Commerce intérieur	Oui
15 novembre Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	Réunion interprovinciale des ministres des Pêches de l'Atlantique	À titre d'observateur
16 novembre Charlottetown (Île-du-Prince-Édouard)	Réunion fédérale-provinciale des ministres des Pêches de l'Atlantique	À titre d'observateur
16-17 novembre Ottawa (Ontario)	Comité permanent des hauts fonctionnaires responsables des droits de la personne	Oui
17-18 novembre Montréal (Québec)	Rencontre des sous-ministres responsables de l'enseignement postsecondaire	Oui
20 novembre Edmonton (Alberta)	Conférence fédérale-provinciale-territoriale des ministres de l'Environnement et de l'Énergie	Non
22 novembre Toronto (Ontario)	Conseil interprovincial des ministres sur la réforme et la refonte des politiques sociales	Non
29 novembre Toronto (Ontario)	Réunion des ministres du Commerce intérieur	Oui

Date et lieu	Titre	Participation
1995		
4-5 décembre Regina (Saskatchewan)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des sous-ministres responsables de la Justice	Oui
5 décembre Toronto (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale des sous-ministres des Finances	Oui
12-13 décembre Winnipeg (Manitoba)	Table de négociations sur les marchés publics	Oui
12-13 décembre Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres des Finances	Oui
12 décembre Calgary (Alberta)	Conférence provinciale-territoriale des ministres responsables des Services sociaux	Non
13 décembre Calgary (Alberta)	Réunion du Conseil interprovincial des ministres sur la réforme et le renouvellement des politiques sociales	À titre d'observateur
13-14 décembre Ottawa (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale des sous-ministres de la Santé	Non
1996		
17-18 janvier Fredericton (Nouveau-Brunswick)	Rencontre de la Table de négociation sur les marchés publics	Oui
25-26 janvier Ottawa (Ontario)	Réunion fédérale-provinciale-territoriale des hauts fonctionnaires responsables de la Condition féminine	À titre d'observateur
1 ^{er} -2 février Toronto (Ontario)	Réunion du Conseil des sous-ministres de l'Éducation	Oui
8-9 février Ottawa (Ontario)	Rencontre des ministres des Finances	Oui
8-10 février Halifax (Nouvelle-Écosse)	Conférence nationale sur le développement régional des collectivités	Non
15-16 février Winnipeg (Manitoba)	Conférence fédérale-provinciale des ministres responsables des Affaires francophones	À titre d'observateur
19-20 février Victoria (Colombie-Britannique)	Table de négociation sur les marchés publics	Oui
21 février Victoria (Colombie-Britannique)	Rencontre des représentants du Commerce intérieur	Oui
23 février Toronto (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres de l'Agriculture	Oui
28-29 février Toronto (Ontario)	Réunion du Conseil des ministres de l'Éducation	Oui
29 février (avant-midi) Toronto (Ontario)	Conférence interprovinciale des ministres responsables du marché du travail	Oui
29 février (après-midi) Toronto (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des ministres responsables du marché du travail	Oui
29 février — 1 ^{er} mars Victoria (Colombie-Britannique)	Réunion des sous-ministres responsables des Affaires autochtones	À titre d'observateur
12-13 mars Toronto (Ontario)	Réunion des ministres du Commerce intérieur	Oui
26 mars Ottawa (Ontario)	Réunion du Conseil des sous-ministres responsables des Transports et de la Sécurité routière	Oui
26 mars Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres responsables du logement	À titre d'observateur
27 mars Halifax (Nouvelle-Écosse)	Rencontre fédérale-provinciale des sous-ministres des Pêches de l'Atlantique	Oui
28 mars Ottawa (Ontario)	Conférence fédérale-provinciale des sous-ministres responsables de l'Immigration	Oui

Date et lieu	Titre	Participation
1996		
29 mars Vancouver (Colombie-Britannique)	Conseil canadien des ministres de l'Environnement (CCME) — Réunion du Comité des sous-ministres	Oui